

LA GUERRE DES TROIS



LA GUERRE DES TROIS

LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

JÉRÔME FOURQUET
HERVÉ LE BRAS

LA GUERRE DES TROIS

LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

JÉRÔME FOURQUET

HERVÉ LE BRAS

Jérôme Fourquet est directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'Ifop.

Hervé Le Bras est démographe et historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur de recherches émérite à l'Institut national d'études démographiques (Ined).

« C'est toujours a posteriori que nous apprenons l'existence des majorités. »

Jan-Werner Müller¹

INTRODUCTION

La primaire de la droite est le premier exercice démocratique de ce genre organisé par cette famille politique en France dans la perspective de l'élection présidentielle. Après avoir raillé ou critiqué la primaire de la gauche en 2011, la droite française s'y est à son tour convertie, d'abord pour désigner des candidats au plan local (pour les municipales ou les régionales dans certains territoires), puis pour sélectionner son candidat à l'élection présidentielle de 2017. Un tel changement de pied n'allait pas de soi. La vulgate gaulliste sous la V^e République, qui conçoit l'élection au suffrage universel direct du président de la République comme la rencontre d'un homme avec son peuple, demeurait en effet ancrée à droite.

L'affiche de cette première primaire de droite lui conférait une autre dimension particulière puisqu'un ancien président de la République, battu lors du précédent scrutin, tentait son retour, et que l'on comptait deux anciens Premiers ministres parmi les autres concurrents. Par ailleurs, la configuration politique dans laquelle la primaire s'inscrivait était marquée par la faiblesse et les divisions de la gauche, d'une part, et par la dynamique frontiste, d'autre part. Dans ce contexte, l'hypothèse d'un duel au second tour entre Marine Le Pen et la droite semblait plausible et, compte tenu des précédents – qu'il s'agisse du second tour de la présidentielle de 2002 ou de celui des régionales de 2015 en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur –, la victoire de la droite à la présidentielle

1. Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ?*, Paris, Premier Parallèle, 2016.

apparaissait comme assez probable. Dès lors, la primaire de la droite prenait une signification encore plus importante. Le candidat qui sortirait vainqueur des urnes en novembre 2016 avait de bonnes chances d'être élu président de la République en mai 2017.

Cette importance particulière, combinée à une intense volonté d'alternance dans les rangs de la droite, a abouti à une forte participation. 4,3 millions d'électeurs sont venus voter au premier tour, et encore un peu davantage au second. Le succès de la participation, mais aussi la victoire surprise de François Fillon, avec un score de plus de 44% au soir du premier tour, a en outre renforcé le caractère hors norme de ce scrutin.

Une fois l'événement passé et digéré, il était nécessaire de chercher à en comprendre les ressorts politiques et sociologiques. C'est le pari de cet essai qui remettra en discussion plusieurs analyses menées à chaud, par exemple sur l'importance et le rôle de la participation d'électeurs de gauche et du FN, ou sur l'influence que les courants catholiques conservateurs ont pu jouer dans l'ascension météorique de François Fillon.

LA SURPRISE DU PREMIER TOUR

L'avance de François Fillon au premier tour de la primaire puis son succès au second se sont inscrits dans une logique sociale et géographique imparable. Poussé par son *hubris* à récupérer les électeurs qui avaient rejoint l'extrême droite depuis 2012 (soit un gain de 10 points en suffrages exprimés entre la présidentielle – 18% – et les régionales – 28%), en croyant devancer leurs désirs, Nicolas Sarkozy est finalement parvenu à ressembler à la droite extrême non tant par la composition sociale de ceux qui ont voté pour lui que par leur répartition sur le territoire. Mais, comme cette composante de la droite est minoritaire, il n'a finalement obtenu qu'un cinquième des voix. À l'autre extrême, Alain Juppé, à force de clins d'œil à des électeurs qui, estimait-il, s'étaient dévoyés en votant pour François Hollande en 2012, a obtenu un électorat dont la géographie et la sociologie correspondent au centre gauche. Mais, là encore, c'est une fraction minoritaire de l'opinion qu'il a pu séduire. Alors, il ne restait à François Fillon qu'à incarner la droite, ce qui est la meilleure posture dans une primaire de la droite (et du centre, mais c'est un peu la composition du pâté d'alouette et de cheval : fabriqué à partir d'une alouette et d'un cheval). Il a donc emporté le morceau. La géographie de la répartition des voix du premier tour entre les trois candidats illustre à merveille leurs positionnements respectifs.

NICOLAS SARKOZY ET LE FN

La répartition des suffrages exprimés en faveur de Nicolas Sarkozy lors du premier tour de la primaire (*figure 1a*) est extraordinairement proche de celle des votes en faveur de Marine Le Pen au premier tour de la dernière élection présidentielle en 2012² (*figure 1b*). Dans les deux cas, les zones de force sont situées à l'intérieur d'une large bande nord-est, au-dessus d'une ligne Le Havre-Belfort, et sur tout le rivage méditerranéen jusqu'à cent kilomètres de profondeur. En revanche, l'ancien président de la République est à la peine dans les grandes villes. Il est largement en dessous de son score moyen dans l'agglomération parisienne et dans les villes de Lyon, Strasbourg et Lille, notamment. La répartition de ses votes est perturbée par la concurrence des deux autres candidats et par la présence de leurs principaux lieutenants et des siens. Ainsi, dans l'ouest de la Sarthe, autour de Sablé, il tombe en dessous de 10 %. Il ne fait pas beaucoup mieux autour de Bordeaux et dans la basse vallée de la Garonne, pourtant habituellement favorable à l'extrême droite. Inversement, dans les Alpes-Maritimes, fief de Christian Estrosi et d'Éric Ciotti ou dans l'Aube, domaine de son ancien futur Premier ministre François Baroin, il engrange, toutes proportions gardées, de bons résultats. Mais son véritable triomphe, il le récolte en Corse, avec laquelle il entretient des liens particuliers, où il dispose de nombreux soutiens (notamment les présidents de deux fédérations départementales des Républicains et le député-maire de Biguglia, Sauveur Gandolfi-Scheit) et où il a tenu deux meetings durant cette campagne.

2. L'impression de similitude qui se dégage des deux cartes est confirmée par la forte corrélation de 0,68 au niveau départemental entre le score de Nicolas Sarkozy à la primaire et celui de Marine Le Pen en 2012.

D'une manière plus générale, il est d'ailleurs intéressant de remarquer que la plupart des soutiens et des meetings de Nicolas Sarkozy (cf. *figures en annexe*) s'est concentrée dans ce nord-est et ce sud-est de la France, à forte influence frontiste, cet électorat de droite radicalisé étant bien au cœur de la stratégie sarkozienne.

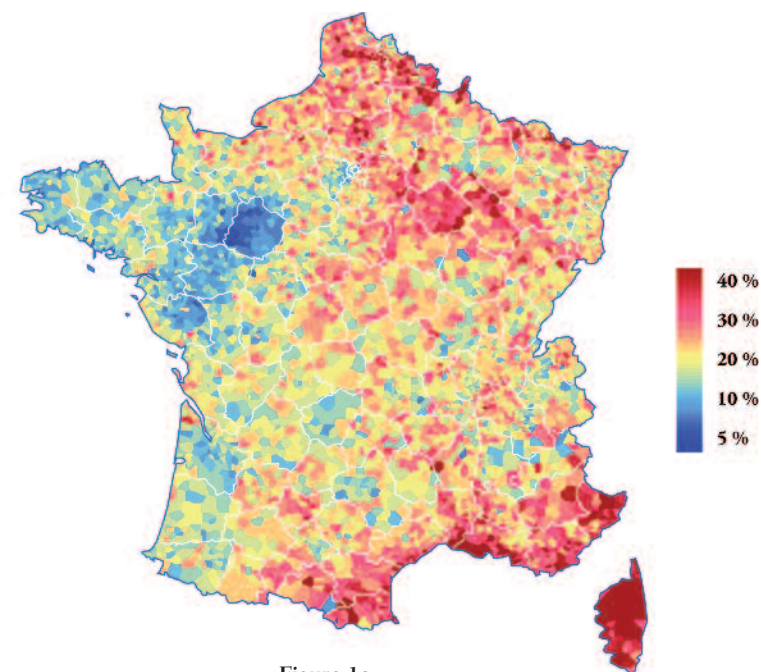


Figure 1a
% suffrages de Nicolas Sarkozy au premier tour
de la primaire de la droite et du centre

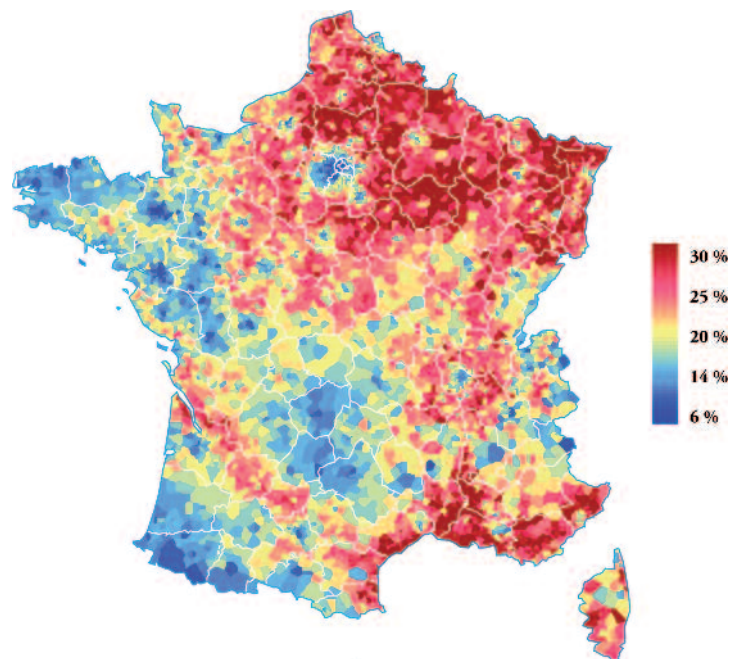


Figure 1b
% de suffrages exprimés en faveur de Marine Le Pen
au premier tour de l'élection présidentielle de 2012

La meilleure confirmation du collage spatial de l'électorat de Nicolas Sarkozy à celui du Front national se trouve en Île-de-France. Comme les deux premières cartes, les figures 2a et 2b comparent les scores de Nicolas Sarkozy à la primaire à ceux de Marine Le Pen en 2012, mais cette fois dans la seule Île-de-France au niveau communal³. Les deux cartes sont presque identiques. L'électorat a été aussi rétif à Nicolas Sarkozy qu'au FN dans la majeure partie des Yvelines, dans Paris et dans les Hauts-de-Seine, au nord-ouest de l'Essonne (plateau de Saclay, vallée de Chevreuse

3. On a attribué à chaque commune le score du bureau dont elle dépendait ou, dans le cas où plusieurs bureaux s'y trouvaient, la somme de leurs scores.

en particulier) et autour de Fontainebleau (dont la forêt occupe une surface disproportionnée sur la carte : c'est la plus grande commune de l'Île-de-France, mais pas la plus peuplée). Inversement, votes sarkoziens et frontistes sont élevés dans la plus grande partie de la Seine-et-Marne, dans la vallée de la Seine à partir de Poissy et dans les banlieues nord de Paris. La seule divergence importante concerne les proches banlieues populaires de la petite couronne, qui goûtent peu le FN mais ont été sensibles au candidat Sarkozy. Il faut cependant rappeler – et ce sera très important par la suite – que les votants de la primaire ne sont qu'une fraction de l'ensemble des votants, et qu'ils les représentent même assez mal. Ainsi, dans ce cas précis de la proche banlieue populaire, ce sont vraisemblablement des électeurs habituels de la droite qui ont voté, donc des personnes sensibles au discours sécuritaire de Nicolas Sarkozy stigmatisant la « racaille ».

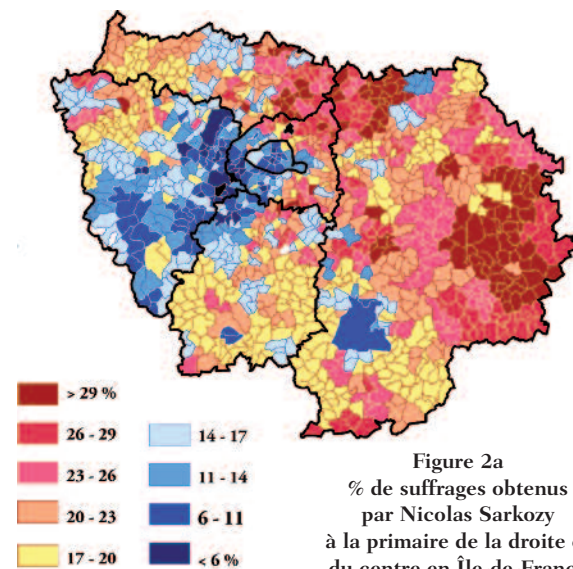


Figure 2a
% de suffrages obtenus
par Nicolas Sarkozy
à la primaire de la droite et
du centre en Île-de-France

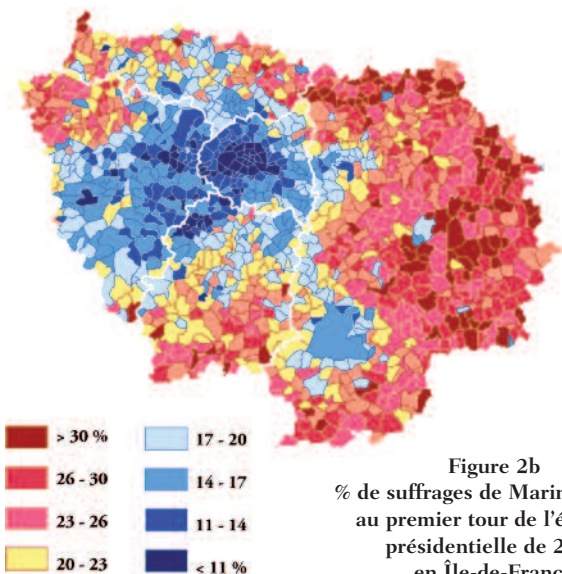


Figure 2b
% de suffrages de Marine Le Pen
au premier tour de l'élection
présidentielle de 2012
en Île-de-France

On décrit souvent la géographie frontiste – grille de lecture qui s'appliquerait donc à la carte toute récente du vote sarkozyste à cette primaire – sous la forme d'une fracture : plus on s'éloigne du centre, plus la proportion de suffrages en faveur du FN s'accroît. Les cartes précédentes ne montrent pas exactement cette régularité, qui n'est vérifiée que dans certaines directions ou pour certains angles à partir du centre. On est plutôt frappé par l'opposition entre le secteur angulaire sud-ouest, rétif à l'extrême droite comme à Nicolas Sarkozy, et un plus large secteur est au contraire sensible aux deux. À cela s'ajoute l'irrégularité déjà signalée de la zone de Fontainebleau au sud-est. Le fait que ces irrégularités assez massives existent sur la carte du FN comme sur celle de Nicolas Sarkozy laisse supposer un facteur commun qui a peu de rapport avec la distance par rapport au centre. Ce facteur n'est pas difficile à trouver : c'est le niveau de revenu.

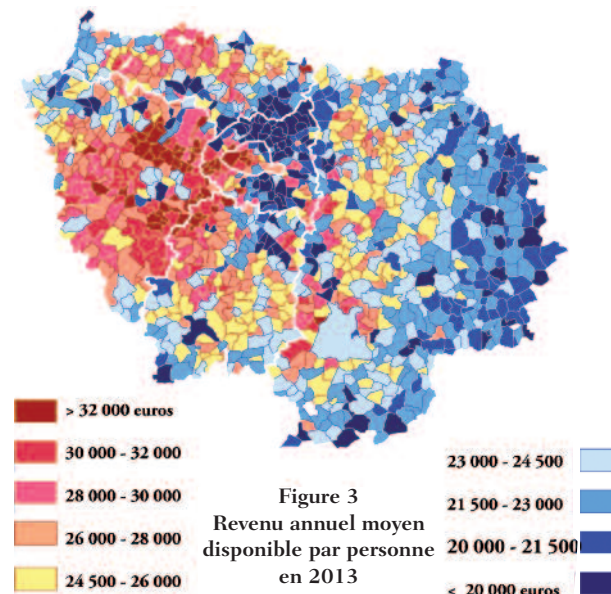


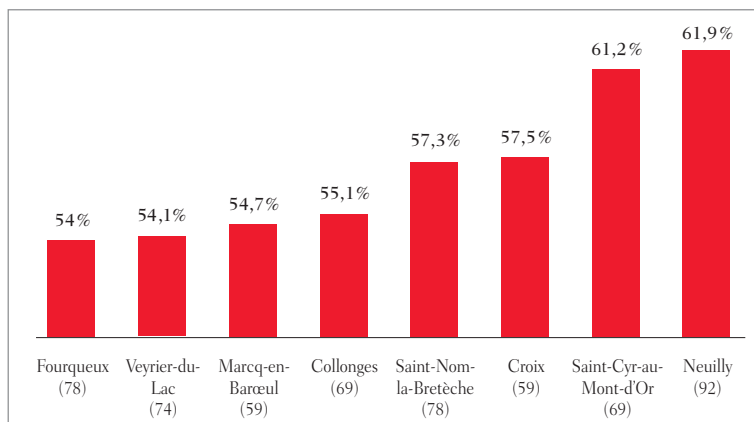
Figure 3
Revenu annuel moyen
disponible par personne
en 2013

Sur la figure 3, on a représenté la répartition du revenu annuel médian en 2013 dans toutes les communes de l'Île-de-France à partir des données de l'Insee⁴. Cette carte est pratiquement l'inverse de celle de la proportion des suffrages en faveur de Nicolas Sarkozy. Elle est même quasiment le négatif parfait de la carte des suffrages FN en ce qui concerne la petite couronne. Les quelques discordances concernent les communes autour de Trappes, îlot de pauvreté au milieu des riches Yvelines, et Fontainebleau même (mais non le cercle de communes qui l'entoure, particulièrement aisé et peu attiré par Nicolas Sarkozy). Que

4. Il s'agit du revenu individuel, obtenu en imputant une part du revenu du ménage à chacun de ses membres selon une pondération dite d'Oxford. Il s'agit du revenu disponible, donc net de cotisations sociales et d'impôts directs. Le revenu médian est tel que la moitié des individus gagnent plus que ce revenu et l'autre moitié moins. L'Insee ne donne pas de chiffres pour les plus petites communes afin, affirme l'institut, de protéger la vie privée. On les a estimés par la moyenne des revenus de leurs communes voisines.

les électeurs du FN proviennent de communes populaires aux revenus modestes est une donnée de fait depuis l'élection présidentielle de 2007, où Nicolas Sarkozy a capté une partie de l'électorat urbain du Front. Mais que Nicolas Sarkozy ait d'autant moins de succès que les communes sont plus riches, cela est surprenant. Non pas tant à cause de sa campagne qui a confondu le populisme et le populaire, mais à cause de l'électorat potentiel de la primaire qu'il devait séduire, et que toutes les enquêtes décrivaient comme particulièrement peu populaire. Lui qui est fasciné par les riches et qui les côtoie a été sèchement rejeté par eux. Ils lui ont manifestement préféré François Fillon, comme en témoignent les résultats des communes les plus aisées de France, notamment, de manière emblématique, Neuilly, où il domine très largement l'ancien maire (61,9 % contre 20 %).

Le vote pour François Fillon dans certaines communes aisées



Les électeurs de droite qui se déplacent pour une primaire ne sont pas souvent des pauvres, mais pas non plus de nouveaux riches. Comme on le verra plus loin, ils appartiennent plutôt à une bourgeoisie moyenne de vieille souche, conservatrice, qui n'aime guère l'ostentation bling-bling, encore moins la provocation. N'est-ce pas le portrait de François Fillon ? Trêve de psychologie facile, passons à l'électorat d'Alain Juppé, de l'autre côté du spectre politique.

ALAIN JUPPÉ ET LA GAUCHE

La concordance entre la géographie des résultats d'Alain Juppé et celle de l'ensemble de la gauche au premier tour de la présidentielle de 2012 est troublante⁵ (figures 4a et 4b). Les zones de force d'Alain Juppé comme celles de la gauche englobent un grand sud-ouest. Le maire de Bordeaux, bien que devancé par François Fillon, ne fait pas trop mauvaise figure dans les autres régions orientées à gauche, la Bretagne, le Dauphiné et l'Auvergne, ainsi que dans les grandes villes, Paris, Rennes, Lille, Caen, Rouen, Strasbourg, pour en citer quelques-unes. Comme dans le cas de la similitude entre le vote FN à la présidentielle et le vote Sarkozy à la primaire, les différences entre la répartition des votes pour Alain Juppé et celle du vote de gauche correspondent nettement aux zones d'influence de personnalités. À commencer par celle d'Alain Juppé lui-même qui fait le plein de voix dans sa ville, puis obtient une courte majorité dans son département, et enfin bénéficie d'un bonus général dans toute la nouvelle région Aquitaine, qui regroupe avec l'ancienne le Limousin et le Poitou-Charentes. Dès la

5. La corrélation au niveau départemental entre le vote pour Alain Juppé à la primaire et le vote de gauche à l'élection présidentielle de 2012 est de 0,71, ce qui est élevé.

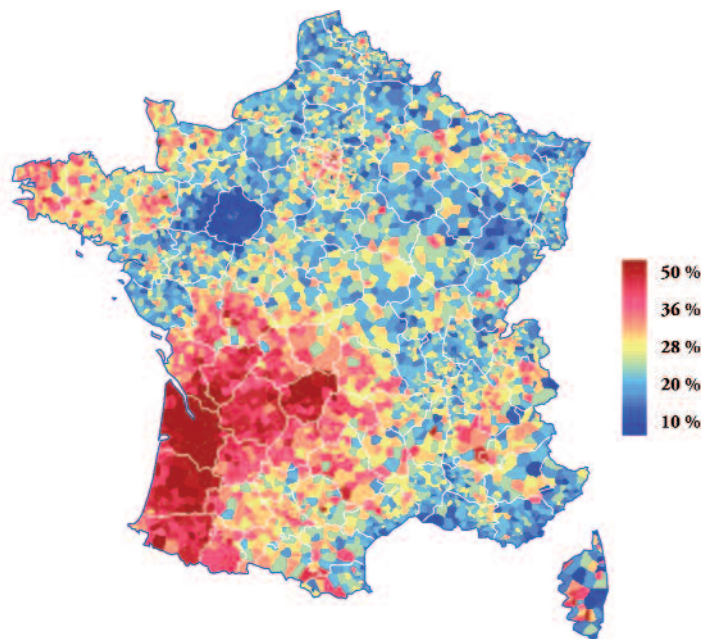


Figure 4a
% de suffrages d'Alain Juppé au premier tour
de la primaire de la droite et du centre

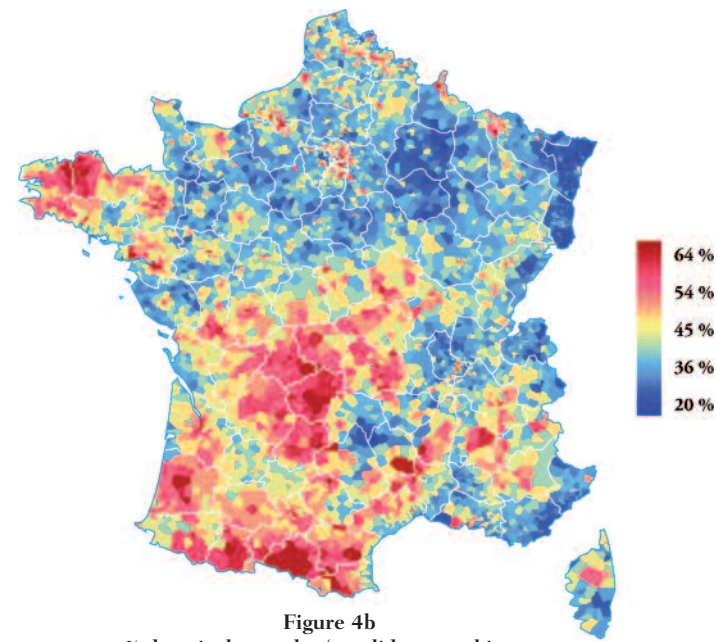
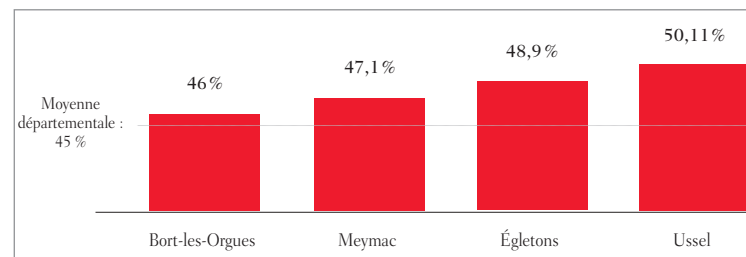


Figure 4b
% de voix de gauche (candidats trotskistes,
socialistes, écologistes) au premier tour
de l'élection présidentielle de 2012

longue frontière avec la nouvelle Occitanie, des Hautes-Pyrénées au Lot, les résultats d'Alain Juppé diminuent rapidement. Au contraire, dans le Limousin, ils se renforcent à cause d'un effet Chirac en Corrèze, sans doute la dernière trace électorale de l'ancien président de la République. C'est en Haute-Corrèze, dans l'ancien fief chiraquien, puis hollandais, que le maire de Bordeaux obtient ainsi ses meilleurs résultats dans ce département, comme le montre le graphique page ci-contre

Le score d'Alain Juppé au premier tour
dans certains bureaux de vote corrèziens



On peut aussi noter de petits sursauts juppéistes autour des fiefs de ses fidèles : Châlons-en-Champagne avec Benoist Apparu, la Savoie avec Hervé Gaymard, Le Havre avec Édouard Philippe, Strasbourg avec Fabienne Keller. Inversement, François Fillon et ses lieutenants taillent des croupières à Alain Juppé dans la Sarthe, bien sûr, dans les autres départements des Pays de la Loire, en Haute-Savoie avec Bernard Accoyer, notamment. La compétition avec Nicolas Sarkozy exprime plutôt un rejet d'Alain Juppé dans les régions où le FN est bien installé, les Hauts-de-France et la bordure méditerranéenne.

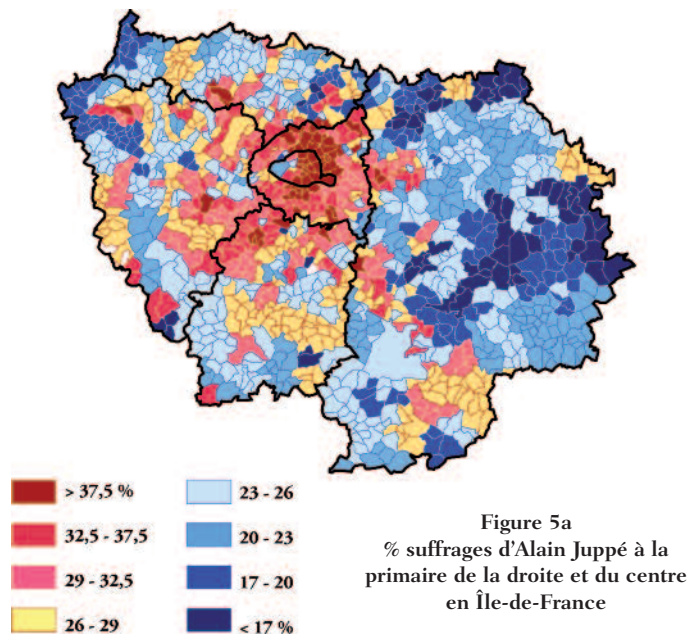


Figure 5a
% suffrages d'Alain Juppé à la primaire de la droite et du centre en Île-de-France

La similitude entre les régions qui ont voté plus que la moyenne pour Alain Juppé et les régions orientées à gauche se retrouve à l'échelle urbaine, comme on peut le constater en comparant leurs résultats en Île-de-France au niveau communal (figures 5a et 5b). À nouveau, la ressemblance entre les deux géographies est troublante. La gauche et Alain Juppé atteignent leurs meilleurs résultats à Paris, dans la petite couronne, le long de la Seine à l'ouest, de la Marne à l'est et de la ligne de Sceaux au sud, comme des filaments émanant du centre. Les quelques exceptions sont elles-mêmes assez significatives. Alain Juppé réussit mieux à l'ouest de la capitale que la faiblesse de la gauche ne le

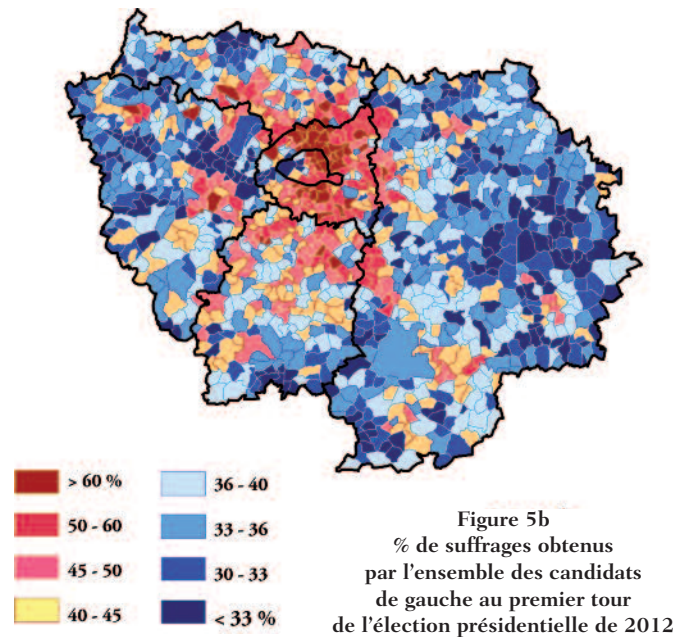


Figure 5b
% de suffrages obtenus par l'ensemble des candidats de gauche au premier tour de l'élection présidentielle de 2012

laissait présager. Malgré tout, c'est un homme de droite qui peut plaire dans cet « anneau des seigneurs », pour reprendre le terme du géographe Jacques Lévy décrivant les communes de la première couronne les plus riches comme Boulogne, Saint-Cloud, Neuilly. Inversement, dans l'est de la Seine-et-Marne, les scores sont très faibles tant pour Alain Juppé que pour la gauche, ce qui tient à l'importance des votes FN et Sarkozy dans toute la zone.

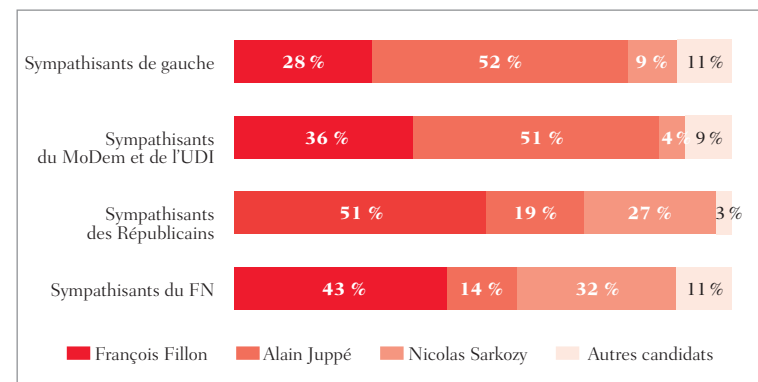
La similitude entre la carte du vote Juppé et celle de la gauche tant au niveau national qu'à l'échelle des communes a tout de suite orienté les commentateurs vers une explication : Alain Juppé devait ses quelques bons scores à l'électorat de gauche qu'il avait plus ou moins discrètement sollicité, tout comme Nicolas Sarkozy devait les siens à l'électorat FN qu'il avait courtisé. L'affaire n'est pas aussi simple. Les sondages permettent d'approcher l'influence des électeurs de l'extrême droite et de la gauche sur les résultats de la primaire.

LA PARTICIPATION DES ÉLECTEURS DE GAUCHE ET DU FN

Il a en effet beaucoup été question durant la campagne de la participation d'une frange de l'électorat de gauche à ce scrutin, qui s'adressait pourtant par principe à la droite et au centre. Après avoir balayé d'un revers de main cette hypothèse que les sondages laissaient pourtant entrevoir, les soutiens de Nicolas Sarkozy en ont fait un argument de campagne destiné à remobiliser leur base : des électeurs de gauche allaient s'infiltrer dans ce scrutin et voler aux électeurs de droite le droit de choisir le candidat de leur famille politique. D'après

les données d'enquête réalisées par différents instituts le jour du vote et dans l'entre-deux-tours, cette inquiétude était en partie fondée. Les sympathisants de gauche ont en effet représenté 17% du corps électoral de la primaire, ce qui est beaucoup. De surcroît, ils ont massivement voté pour un candidat en particulier : Alain Juppé. 30% des électeurs de ce dernier se revendiquent de gauche, contre respectivement 10% et 7% dans les électorats filloniste et sarkozyste. Les très bons scores obtenus par le maire de Bordeaux dans les arrondissements de l'est parisien ou en Seine-Saint-Denis, par exemple, traduisent l'apport substantiel qu'ont constitué ces « transfuges » pour sa qualification au second tour. Quand on analyse les votes électoral par électoral, les contrastes sont saisissants. Alain Juppé a été choisi par une majorité absolue des électeurs de gauche (52%) et du centre (51%) quand François Fillon franchissait la barre des 50% parmi les sympathisants des Républicains. Et seuls 19% de ces derniers, qui constituaient le cœur de cette élection, ont soutenu le maire de Bordeaux, 27% optant pour Nicolas Sarkozy.

Le vote au premier tour en fonction de la proximité politique



Si l'on recalcule les résultats uniquement sur le corps électoral à qui s'adressait en premier lieu la primaire, à savoir les sympathisants du MoDem, de l'UDI et des Républicains, on obtient le rapport de force suivant : 49 % pour François Fillon, 24 % pour Alain Juppé et 23 % pour Nicolas Sarkozy. Avec un corps électoral « chimiquement pur », c'est-à-dire si seuls des électeurs de la droite et du centre avaient voté, la seconde place aurait donc été très disputée et le député de Paris aurait frôlé la victoire au premier tour. Cela montre bien que la ligne politique d'Alain Juppé était nettement minoritaire à droite et que son statut de finaliste a en grande partie reposé sur l'appui d'électeurs de gauche⁶. Hormis les circonscriptions de Gironde qui constituaient son fief, les territoires qui ont le plus massivement voté pour Alain Juppé correspondent tous à des bastions de gauche. On peut citer la 5^e circonscription de Paris (49,3 %), à cheval entre le 3^e et le 10^e arrondissement dans le cœur du « Boboland », la 6^e circonscription de Paris (48,6 %) de Cécile Duflot dans le 11^e arrondissement, la 7^e circonscription de Seine-Saint-Denis (46,8 %) à Montreuil où est élu Razzy Hammadi, la 3^e des Landes (46 %), réélisant sans discontinuer Henri Emmanuelli depuis 1978⁷, ou bien encore la circonscription de la communiste Marie-Georges Buffet (4^e de Seine-Saint-Denis : 42 %).

Si la question de l'influence des électeurs de gauche sur l'issue du premier tour de la primaire a donc joué un rôle important, la participation des sympathisants frontistes a été moins évoquée. Or, elle était potentiellement déterminante, dans la mesure où Nicolas Sarkozy avait en partie axé sa campagne dans leur direction, et elle a d'ailleurs

6. On notera cependant que 28 % des électeurs de gauche ayant participé à la primaire ont voté François Fillon, le maire de Bordeaux n'ayant pas capté la totalité des voix de ces « infiltrés ».

7. Dans cette circonscription landaise, la proximité avec le fief girondin d'Alain Juppé a également joué en sa faveur.

pesé significativement. Bien qu'ils n'aient pas été pris en compte par les concepteurs de la primaire⁸, des électeurs frontistes ont en effet participé à ce scrutin. Ils ont représenté 11 % du corps électoral de la primaire, soit moins que ce qu'ont pesé les fameux « infiltrés » venant de la gauche. Outre ce poids plus faible, ils ont joué un rôle moins décisif dans l'établissement du rapport de force. En effet, si les électeurs de gauche ont massivement voté Alain Juppé, les voix frontistes se sont réparties sur deux candidats. 43 % ont voté pour François Fillon, contre 32 % pour Nicolas Sarkozy (et 14 % pour Alain Juppé). Cette concurrence sur ce segment électoral s'observe géographiquement. Par exemple, dans les fiefs gardois du FN que sont Saint-Gilles et Aigues-Mortes, Nicolas Sarkozy est en tête avec respectivement 40,3 % et 46 % des voix, mais son ancien Premier ministre n'est pas trop distancé, avec respectivement 33,2 % et 36,4 % des voix. Le schéma est le même dans le bassin minier du Pas-de-Calais. Nicolas Sarkozy vire en tête à Carvin (45,7 % contre 25,4 %) mais il est devancé à Dourges (35,5 % contre 40,5 %) et les deux candidats font quasiment jeu égal à Noeux-les-Mines (39,5 % contre 41 %).

L'exemple du Pas-de-Calais est intéressant car il illustre bien comment le positionnement programmatique de François Fillon lui a permis de capter une partie de cet électorat frontiste tout en préemptant l'électorat de droite plus aisé et conservateur. Il récolte ainsi 56,8 % des voix dans la commune balnéaire de Neufchâtel-Hardelot,

8. La répartition du nombre de bureaux de vote par circonscription ayant été établie sur la base du score cumulé de François Bayrou, Nicolas Sarkozy et Nicolas Dupont-Aignan au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, ce qui excluait de fait les électeurs lepénistes alors qu'une clé de répartition basée sur les résultats de Nicolas Sarkozy au second tour, critère également valide politologiquement pour mesurer l'audience de la droite dans les circonscriptions et qui aurait conduit à tenir compte de la frange importante de l'électorat lepéniste ayant voté pour le candidat représentant la droite au second tour de la présidentielle, aurait également pu être retenue.

contre seulement 20,7 % pour Nicolas Sarkozy. À l'inverse, la campagne très droitière de ce dernier lui a aliéné une bonne partie de ce vote « bourgeois » sans pour autant lui assurer un soutien massif des électeurs frontistes ayant voté à la primaire. Comme lors de l'élection présidentielle de 2012, on peut penser que le ton et le style de la campagne de l'ancien président ont réactivé un sentiment de duperie et une volonté de sanction dans une bonne partie de cet électorat. Si ce dernier s'était laissé séduire en 2007 par la rupture sécuritaire, économique et identitaire promise à l'époque par Nicolas Sarkozy, il était resté sur sa faim à l'issue de son quinquennat.

Éric Zemmour résume bien l'état d'esprit et le basculement de cette droite « hors les murs » quand il écrit : « On aurait pu croire que l'électorat le plus résolu à droite choisirait Nicolas Sarkozy pour “faire barrage” à Juppé. Mais ce barrage-là prend l'eau. Le discours “identitaire” de l'ancien président sent trop sa tactique, “son gros rouge qui tache”, son absence de convictions; son ultime déclaration en faveur du vote Hollande contre Marine Le Pen a achevé de décrédibiliser son propos. Alors, pour faire barrage à Alain Juppé et son “identité heureuse”, de nombreux esprits s'échauffent et plébiscitent François Fillon. Sans aveuglement. Pas le meilleur, mais le moins pire. Pour éviter le pire. On en est là. » Cet édito intitulé « Pourquoi, dans la primaire de la droite, l'hypothèse Fillon prend de l'épaisseur » est publié dans *Le Figaro Magazine* du 4 novembre 2016, soit deux semaines avant le premier tour. Hormis les 430 000 abonnés ou acheteurs en kiosque (et leurs familles) du *Figaro Magazine*, cet article est lu dans les jours qui suivent par pas moins de 100 000 personnes sur le site du *Figaro*, succès d'audience tout à fait significatif. Et l'on peut penser que, pour beaucoup de ces lecteurs adeptes de la droite décomplexée, cet article d'Éric Zemmour a valu imprimatur pour voter François Fillon. De la

même manière, la sortie à la fin du mois de septembre du livre de Patrick Buisson, *La Cause du peuple*, abondamment commentée dans les médias, a sans doute agi comme une piqûre de rappel dans une partie de l'électorat le plus droitier sur les échecs et les promesses non tenues de Nicolas Sarkozy durant son quinquennat.

Les résultats du premier tour dans les communes dirigées par le FN⁹ constituent un autre indice du fait que, si Nicolas Sarkozy est parvenu à capter une partie de cet électorat frontiste ou campant à la frontière de la droite et du FN, François Fillon a davantage séduit. Dans les huit communes (on a ajouté à la liste Béziers, dont Robert Ménard est le maire), le député de Paris vire ainsi en tête à sept reprises et fait jeu égal avec Nicolas Sarkozy à Hayange. Dans ces huit communes, l'ancien président de la République atteint systématiquement un score supérieur à sa moyenne nationale, quand Alain Juppé se situe à l'inverse à un faible niveau.

Les résultats du premier tour dans les communes frontistes

Communes	% de votes pour F. Fillon	% de votes pour N. Sarkozy	de votes pour A. Juppé
Fréjus	46,9 %	27,3 %	20 %
Béziers	45 %	30,8 %	18,8 %
Beaucaire	44,9 %	29,1 %	18,8 %
Villers-Cotterêts	44,3 %	23,7 %	25,1 %
Cogolin	42,5 %	34,3 %	17,1 %
Le Luc	42,3 %	32,8 %	18,4 %
Mantes-la-Ville	36,2 %	22,2 %	33,5 %
Hayange	36 %	36,3 %	21,5 %

9. Et dans lesquelles était présent au moins un bureau de vote pour la primaire.

Différents témoignages recueillis sur le terrain confirment ce choix de l'électorat frontiste pour François Fillon. Ainsi, Pascal Resplandy, conseiller municipal d'opposition Les Républicains à Béziers, raconte : « Il y a des consignes de l'extrême droite pour voter Fillon, j'ai vu défiler tous leurs électeurs. » Le maire de la ville, Robert Ménard, ne parle pas de consignes mais confirme que la plupart de ses adjoints a voté pour le Sarthois¹⁰.

LES EFFETS DE HALO

La chose semble donc entendue. À part l'influence de personnalités de premier plan sur le vote dans leur fief et dans tout leur département ou leur région dans le cas des trois candidats arrivés en tête de la primaire, les autres écarts seraient imputables au parasitage du vote par des personnes se réclamant de la gauche ou de l'extrême droite, les premières apportant majoritairement leurs voix à Alain Juppé (dans 52 % des cas), les secondes à Nicolas Sarkozy dans 32 % des cas. Cette explication est-elle suffisante ? C'est facile à vérifier. Les orientations électorales récentes dans chaque commune française peuvent être représentées par le résultat de l'élection européenne de 2014, qui est plus homogène sur l'ensemble du territoire que les élections départementales et régionales qui ont suivi en 2015. Aux élections européennes, le partage entre voix de gauche, de droite et d'extrême droite était respectivement de 34 %, 37 % et 25 %, en laissant de côté 4 % de divers et de régionalistes difficilement classables. Les sondages montrent d'autre part que 17 % des électeurs de la primaire se réclamaient

de la gauche, 11 % de l'extrême droite et 72 % de la droite et du centre. À l'échelon national, la probabilité qu'un sympathisant de gauche vote à la primaire était donc proportionnelle à 17 divisé par 34 soit 0,5, celle d'un sympathisant de droite ou du centre à 72 divisé par 37, soit 1,95 et celle d'un électeur FN à 11 divisé par 25, soit 0,44. Dès lors, pour connaître le pourcentage prévisible de suffrages en faveur d'Alain Juppé dans une commune donnée, il suffit de multiplier le nombre d'électeurs ayant voté pour chacune des tendances par ces coefficients, qui donnent le nombre de participants de chacune au vote, et de multiplier ces nombres par les préférences pour Alain Juppé fournies par les sondages et mentionnées plus haut. Si, par exemple, on avait compté 100 électeurs de gauche, 300 de droite et 100 d'extrême droite aux européennes de 2014, le nombre d'électeurs de gauche se présentant à la primaire serait proportionnel à $100 \times 0,5$, soit 50 ceux de droite et du centre à $300 \times 1,95$ soit 585 et ceux d'extrême droite à $100 \times 0,44$, soit 44. Le vote pour Alain Juppé serait alors simplement la moyenne pondérée par ces effectifs des votes des diverses tendances en sa faveur (respectivement 52 %, 24 % et 14 %), soit dans cet exemple :

$$(50 \times 52 \% + 585 \times 24 \% + 44 \times 14 \%) / (50 + 585 + 44) = 25,41 \%$$

On peut répéter la même procédure pour les 36 540 communes métropolitaines, et agréger les résultats par département pour les comparer aux pourcentages réellement obtenus par Alain Juppé. C'est là qu'une surprise se produit. La moyenne générale pour toute la France est la même dans les deux cas par construction, mais la dispersion des résultats réels est beaucoup plus importante que celle des résultats calculés avec la méthode précédente¹¹. La différence entre les deux

10. *Le Monde*, 22 novembre 2016.

11. L'écart type est de 6,45 % pour les résultats observés et de 1,15 % seulement dans le cas du calcul. En termes de variance, d'habitude utilisée pour indiquer la variabilité due à une cause, les apports du FN et de la gauche ne représentent que 3,2 %, ce qui est infime.

répartitions, observée et calculée, peut être facilement illustrée dans le tableau suivant par la répartition des 95 départements selon le niveau observé et calculé du vote en faveur d'Alain Juppé.

% de suffrages pour A. Juppé	Nombre de départements dans cette fourchette dans les votes observés à la primaire	Nombre de départements dans cette fourchette dans le cas du calcul
< 20 %	5	0
20-21 %	1	0
21-22 %	6	0
22-23 %	8	0
23-24 %	9	0
24-25 %	10	0
25-26 %	11	4
26-27 %	8	28
27-28 %	6	29
28-29 %	4	20
29-30 %	0	11
30-31 %	3	2
31-32 %	6	1
32-33 %	2	0
33-34 %	1	0
34-35 %	4	0
35-36 %	1	0
36-37 %	3	0
37-38 %	1	0
> 38 %	5	0

Même si l'on écarte les 10 départements aux suffrages les plus favorables à François Fillon ou à Alain Juppé, la distribution des scores observés par département reste nettement plus étendue que celle obtenue par le calcul. Autrement dit, ce ne sont pas les seuls apports d'électeurs de gauche ou du FN qui expliquent les différences observées pour les scores d'Alain Juppé (et pour la même raison, de

Nicolas Sarkozy). Indépendamment de l'apport des électeurs d'autres tendances politiques, les électeurs de droite et du centre sont polarisés par l'orientation de leur territoire à gauche ou à l'extrême droite. Là où la gauche est forte, davantage d'électeurs sympathisants de droite ou du centre ont choisi Alain Juppé. Là où le FN est fort, plus d'électeurs sympathisants de droite ou du centre ont choisi Nicolas Sarkozy. Le statut ambigu de la notion de « sympathisant » est à l'origine de ces difficultés d'interprétation. En fait, la population ne se divise pas en trois groupes, les sympathisants d'extrême droite, ceux de la droite ou du centre et ceux de la gauche. Il existe un grand flou dans la population, certains électeurs votant tantôt pour une tendance, tantôt pour une autre, ce que montrent d'ailleurs clairement les sondages portant sur les votes antérieurs. Dès lors, les fameux sympathisants de gauche sont, pour une partie, des personnes qui ont pu parfois voter à droite ou au centre et les sympathisants d'extrême droite, des personnes qui ont parfois aussi voté à droite. Mais ce flou, ou plus exactement ce halo, existe aussi à l'intérieur de la droite et du centre. Des « sympathisants de la droite et du centre » ont parfois voté à gauche pour certains, à l'extrême droite pour d'autres. Dès lors, la différence entre les pourcentages observés et calculés s'explique : lorsque la proportion d'électeurs du FN est élevée, le halo FN au sein de la droite est important, et réciproquement pour le halo de gauche quand la proportion d'électeurs de gauche est forte. Si l'on tient compte des halos, mécaniquement, la variabilité des pourcentages obtenus par Juppé (ou par Sarkozy) augmente jusqu'à atteindre la valeur observée¹².

L'évolution des votes de gauche et du FN d'une élection à la suivante apporte un argument supplémentaire en faveur de ce raisonnement :

12. Dans la méthode de calcul, cela revient à soustraire de l'effectif des électeurs de droite une part proportionnelle aux scores de la gauche et une part proportionnelle au score du FN qui se reconnaîtront dans Alain Juppé ou dans Nicolas Sarkozy.

les variations sont approximativement proportionnelles aux scores de l'élection précédente, ce qui correspond bien à l'étendue des halos. Cela explique aussi la stabilité des cartes électorales d'une élection à la suivante malgré des déplacements assez importants des pourcentages des trois principales tendances. Par exemple, les pourcentages de votes pour François Hollande au second tour de la présidentielle de 2012 sont, à peu près dans tous les départements, supérieurs de 8 % aux pourcentages obtenus par Ségolène Royal cinq ans auparavant au second tour de la présidentielle de 2007.

Maintenant que la géographie des votes en faveur d'Alain Juppé et de Nicolas Sarkozy est éclairée, que reste-t-il à François Fillon ? La répartition de ses suffrages apparaît comme le négatif de celle des deux autres candidats, mais un négatif particulièrement important en termes de nombre de voix puisqu'il a atteint en moyenne 44 %. François Fillon a logiquement recruté ses électeurs parmi ceux qui, à droite, ne faisaient partie ni du halo de gauche ni de celui d'extrême droite (encore qu'il obtienne, on l'a vu, des scores assez élevés dans les terres frontistes), et peut-être parmi ceux qui ne voulaient à aucun prix de la victoire d'un de ces deux halos, soit par refus du FN, soit par refus de la gauche, refus que documentent bien les enquêtes.

LE VOTE FILLON AU CENTRE DU JEU

Les scores de Nicolas Sarkozy à la primaire suivaient d'assez près ceux du FN à la présidentielle de 2012 et les scores de Juppé, ceux de la gauche. Pour François Fillon, dont on vient de voir qu'il captait une droite épurée, ses scores à la primaire s'écartent nettement de la droite au

premier tour de la présidentielle de 2012¹³, comme on peut le constater sur les figures 6a et 6b. Cela se vérifie dès la forteresse sarthoise, traditionnellement scindée en une partie est penchant vers la gauche et une partie ouest penchant vers la droite¹⁴. La même absence de contraste s'observe en Bretagne, où les scores de François Fillon restent assez homogènes alors que l'opposition traditionnelle entre le pays de

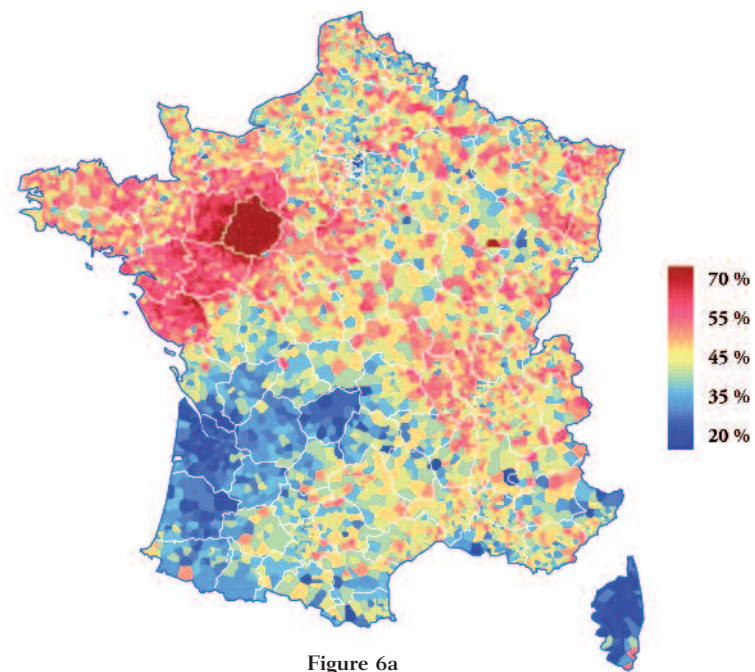


Figure 6a
% de suffrages de François Fillon au premier tour
de la primaire de la droite et du centre

13. La corrélation entre les deux est assez faible au niveau départemental (0,24).

14. Une coupure dont le beau livre de Paul Bois a montré qu'elle remontait à la Révolution (Paul Bois, *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion, 1971).

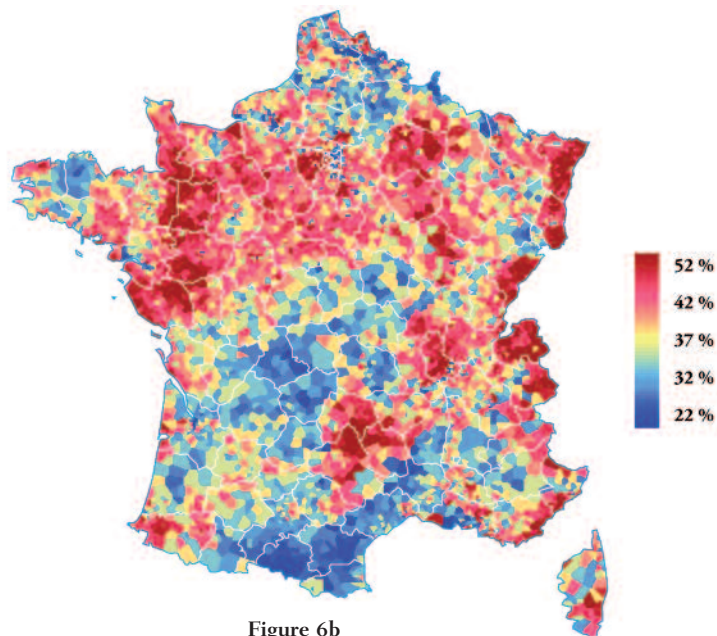


Figure 6b
% voix de la droite (Nicolas Sarkozy,
François Bayrou, Nicolas Dupont-Aignan)
au premier tour de
l'élection présidentielle de 2012

Léon de droite et le Huelgoat de gauche, voire d'extrême gauche, est encore bien visible lors de la présidentielle de 2012.

Plus généralement, la morphologie des deux répartitions diffère profondément. En dehors de la Corse pour Nicolas Sarkozy et de l'Aquitaine pour Alain Juppé, les scores de François Fillon dans toutes les autres régions (son fief des Pays de la Loire excepté) sont assez proches et élevés avec des fluctuations déstructurées. À l'inverse, la géographie de la droite conserve la marque de ses deux origines, la

France catholique qui, du MRP à François Bayrou, a privilégié un vote centriste, et la France située au nord de la Loire et à l'est du Rhône, où le premier gaullisme s'implanta après la guerre (c'est par exemple dans cette partie du pays que le RPF obtint ses meilleurs scores en 1951). La combinaison de ces deux influences se traduit par une nette prédominance de la droite dans l'ouest profond, sur la frontière est, de l'Alsace aux Hautes-Alpes, dans le sud-est du Massif central (centré sur le Cantal, l'Aveyron et la Lozère) et dans les Pyrénées-Atlantiques. À part l'Ouest profond, les autres zones n'ont pas spécialement davantage voté pour François Fillon que la moyenne nationale. L'absence de ressemblance nette entre la géographie de la droite et celle des votes pour François Fillon est cohérente avec les liens étroits entre les zones de force de Nicolas Sarkozy et d'Alain Juppé avec respectivement l'électorat FN et celui de la gauche. Cela confirme l'aspect résiduel du vote Fillon, mais un résidu qui s'élève à 44 %.

Dégagée de ses composantes populistes et centristes, la droite filloniste semble ressusciter une droite conservatrice qui s'est incarnée dans l'électorat de Jean Royer à l'élection présidentielle de 1974 (les deux points forts de son programme étaient la lutte contre la pornographie et contre les grandes surfaces), puis dans le vote pour Philippe de Villiers à l'élection européenne de 1994. La même géographie oppose aussi les suffrages de Valéry Giscard d'Estaing et de Jacques Chaban-Delmas en 1974, Jacques Chaban-Delmas dans la position d'Alain Juppé, Valéry Giscard d'Estaing dans celle de François Fillon. La similitude de ces trois épisodes avec la différence des pourcentages entre François Fillon et Alain Juppé au premier tour, à l'échelle départementale, apparaît nettement sur les figures 7a à 7d. Il est tentant alors de reprendre la classification en trois droites proposée par René Rémond pour structurer l'histoire de la droite au XIX^e siècle : la droite

bonapartiste, populiste et méfiante à l'égard des corps intermédiaires; la droite orléaniste, libérale, centrée sur les objectifs économiques; et la droite légitimiste, alors royaliste et défendant la tradition. Nicolas Sarkozy cadre bien avec la droite bonapartiste (y compris par son succès en Corse). Alain Juppé est un bon représentant de l'orléanisme, lui-même héritier des girondins. Reste la droite traditionaliste pour François Fillon, du moins actuellement, car on verra que le second tour a modifié la donne. De fait, les géographies des trois droites de René Rémond ne mènent pas aux répartitions actuelles des trois courants. Héritiers du bonapartisme, les partisans du général Boulanger avaient obtenu leurs meilleurs scores dans les zones républicaines, de la Champagne à la vallée de la Garonne. En outre, on ne peut taxer François Fillon de royalisme. La typologie de l'historien des droites, si elle ne révèle pas de filiations, reste cependant assez bien adaptée aux profils des trois candidats actuels.

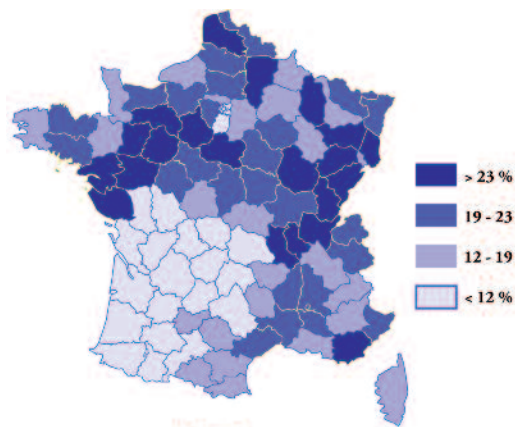


Figure 7a
Écart entre les % de voix obtenues
par François Fillon et Alain Juppé au premier tour
de la primaire de la droite et du centre

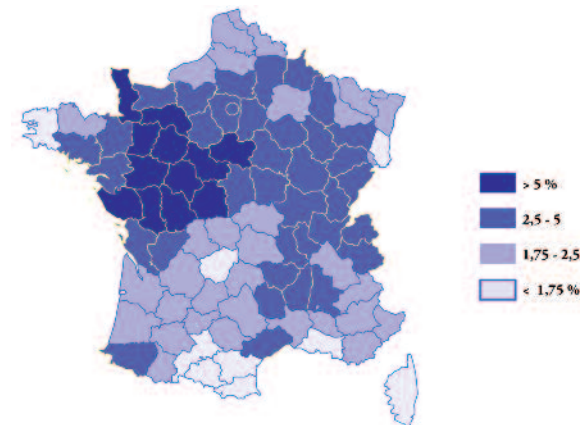


Figure 7b
% de votes pour Jean Royer
au premier tour de l'élection présidentielle de 1974

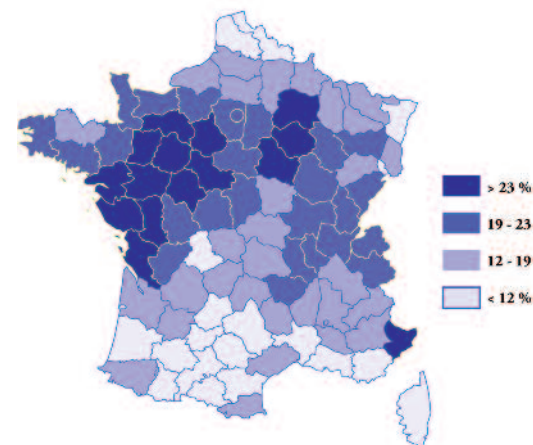


Figure 7c
% de votes pour la liste de Villiers
à l'élection européenne de 1994

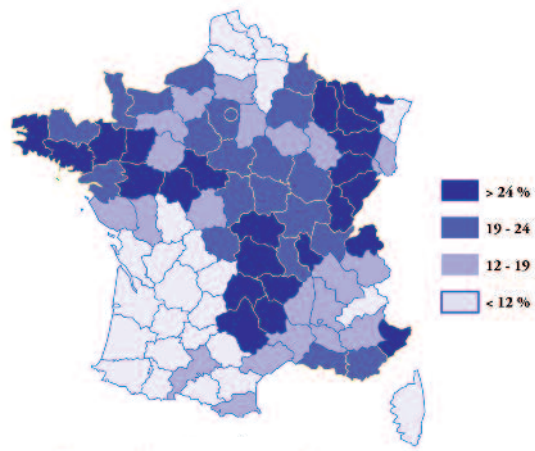


Figure 7d
Écart entre les % de voix obtenues par Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chaban-Delmas au premier tour de l'élection présidentielle de 1974

Pour maintenir l'équilibre de traitement avec Nicolas Sarkozy et Alain Juppé, les figures 8a et 8b comparent les scores de François Fillon à la primaire en Île-de-France à ceux de la droite en 2012. Les deux cartes se ressemblent plus à l'échelle régionale de l'Île-de-France qu'à l'échelle nationale. La raison en est simple. Les deux facteurs structurants de la droite, le gaullisme et la religion catholique, sont au même niveau en Île-de-France : faible pratique religieuse et gaullisme modéré. Dès lors, c'est un autre facteur qui surgit, le revenu. Si l'on compare ces deux cartes à celle des revenus médians déjà commentée (figure 3), la ressemblance saute aux yeux jusqu'à des détails fins comme la coupure radicale de Paris en deux moitiés est et ouest, la quasi-totalité des Yvelines du côté de la droite, des riches et des

fillonistes ou encore de l'autre bord, dans les trois cas, tout l'est de la petite couronne et la grande banlieue nord. On observe de même une coïncidence des poches de Fontainebleau et de Trappes sur les trois cartes. Après avoir invoqué les mânes de René Rémond, il faut ici faire appel à celles de Karl Marx.

De même que l'on a pris du temps pour mettre au jour l'assise profonde du fillonisme, l'électorat de François Fillon s'est lui aussi longtemps cherché. Il récusait le populisme de Nicolas Sarkozy. Il se méfiait de la technocratie d'Alain Juppé mais ne trouvait pas de ligne

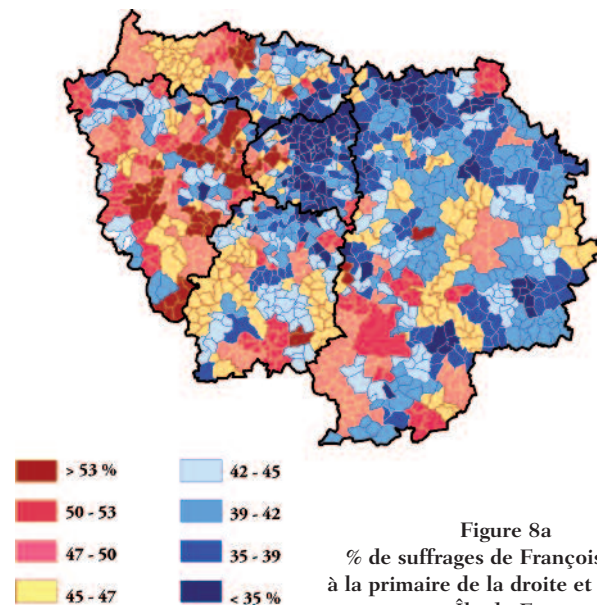
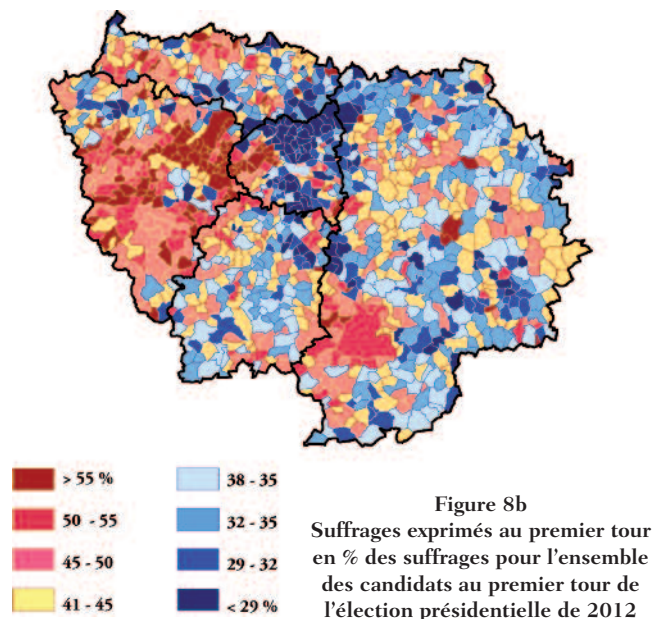


Figure 8a
% de suffrages de François Fillon à la primaire de la droite et du centre en Île-de-France



commune qui le fédère. François Fillon végétait dans les sondages à égalité avec Bruno Le Maire qui le plombait. L'un comme l'autre pouvaient passer pour des alternatives à Nicolas Sarkozy et à Alain Juppé, mais lequel choisir ? C'est alors que François Fillon a réussi un coup de maître en se dégageant de Bruno Le Maire – il est vrai que les contre-performances de ce dernier dans les débats télévisés l'y ont aidé. Il a pu enfin fournir l'alternative attendue à la fois par ceux qui ne voulaient pas que la droite se droitise encore plus ou se centrise pour être à portée de main d'une alliance avec les sociaux-démocrates, et par ceux qui détenaient la richesse.

La spectaculaire dynamique qui a conduit à l'éclatante victoire de François Fillon a constitué le fait marquant de la primaire de la droite et du centre. Alors que Nicolas Sarkozy et Alain Juppé devaient disputer un duel en finale, le député de Paris a déjoué tous les pronostics et s'est imposé dans la dernière ligne droite, porté par une vague irrésistible. Quels ont été les ressorts de cette puissante dynamique et en quoi les particularités intrinsèques d'une primaire l'ont-elle amplifiée ?

LA DYNAMIQUE FILLON

LA PRIMAIRE : UN MODE DE SCRUTIN FAVORISANT DES DYNAMIQUES ÉLECTORALES D'AMPLEUR

Deux caractéristiques propres à une primaire expliquent que les dynamiques de campagne soient potentiellement plus brutales que lors d'autres scrutins, comme une élection présidentielle. Lors de ce scrutin majeur de notre vie politique où les Français viennent encore voter en masse, le corps électoral atteint régulièrement 35 millions de votants. Pour la primaire de la droite et du centre, qui a certes connu un vrai succès en termes de mobilisation, le nombre de votants a été de 4,3 millions au premier tour et de près de 4,5 millions au second tour. Le corps électoral de la primaire au premier tour a donc été neuf fois plus restreint que lors du premier tour d'une présidentielle. Ce paramètre a échappé à bon nombre de commentateurs, qui ont indiqué par exemple dans la dernière semaine de la campagne que jamais ils n'avaient vu un candidat progresser comme François Fillon de 10 points en une semaine. Pour impressionnante que soit cette dynamique, il faut réintégrer la question des ordres de grandeur quand on procède à ce type de comparaison. Ainsi, cette hausse de 10 points, se produisant dans un corps électoral de 4,3 millions de personnes, correspond à un gain de 430 000 électeurs. Cela est certes remarquable, surtout quand ce basculement s'opère en quelques jours seulement, mais une telle progression se traduirait dans une campagne présidentielle par une

hausse de 1 à 1,5 point d'intention de vote. C'est nettement moins spectaculaire et a déjà été observé à maintes reprises par le passé, y compris sur un laps de temps très court.

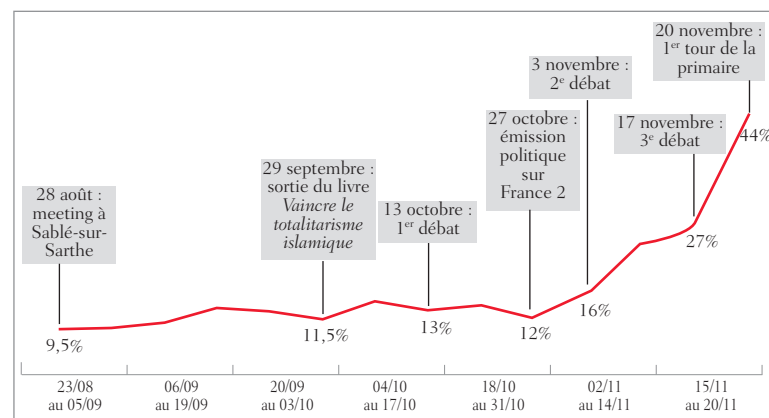
À cette étroitesse (relative) du corps électoral primairiste vient s'ajouter un autre paramètre favorisant la puissance des mouvements électoraux dans ce type de consultation. Il s'agit de la plus grande fluidité électorale, intrinsèque à ce type de scrutin. Le fait que la grande majorité des électeurs et la totalité des compétiteurs appartiennent à la même famille politique autorise des changements d'intentions de vote beaucoup plus nombreux. Passer d'une préférence pour un candidat A à un choix pour un candidat B n'est pas forcément évident pour un scrutin classique, car cela implique souvent un coût idéologique, voire psychologique important (on abandonne le candidat de sa famille politique pour un autre, ce basculement étant souvent vécu comme une transgression, voire une trahison). Mais ces états d'âme n'ont pas lieu d'être lors d'une primaire. L'électeur arbitre en effet entre différentes personnalités du même camp, défendant des options assez proches. Cette grande fluidité dans les choix des électeurs, consubstantielle à une concurrence organisée au sein d'une même famille de pensée, a d'ailleurs conféré aux débats télévisés un impact beaucoup plus important que lors d'une campagne présidentielle, et François Fillon en a largement bénéficié¹⁵.

15. Le fait que le ratio entre le nombre de téléspectateurs ayant suivi les débats et le nombre de votants ait été nettement plus élevé dans le cadre de cette primaire que lors d'une élection présidentielle (où le taux de pénétration des débats politiques sur un large corps électoral est restreint) a également conféré à ces débats une influence sur les choix électoraux plus importante qu'habituellement.

LES RESSORTS DE LA DYNAMIQUE FILLON

Si ces facteurs particuliers permettent donc d'expliquer d'un point de vue technique une partie de la dynamique Fillon, encore fallait-il que cette dernière soit initiée et qu'un ou plusieurs éléments déclencheurs apparaissent. Pour couvrir cette campagne, l'Ifop a lancé un dispositif d'enquête quotidien dès la fin du mois d'août 2016. L'analyse rétrospective des données enregistrées permet de dater avec une certaine précision à quels moments des hausses dans les intentions de vote en faveur du vainqueur de la primaire se sont produites et, partant, quels sont les événements de campagne qui les ont engendrées. La courbe suivante indique ainsi que le grand meeting de rentrée organisé à Sablé-sur-Sarthe le 28 août, au cours duquel François Fillon a très durement attaqué Nicolas Sarkozy (« Qui imagine un seul instant le général de Gaulle mis en examen ? »), a eu un impact positif très limité.

L'évolution de l'intention de vote pour François Fillon



La sortie de son livre *Vaincre le totalitarisme islamique* à la fin du mois de septembre aboutit à un début de hausse¹⁶. Mais le premier débat télévisé le 13 octobre, qui porte principalement sur les thématiques économiques, ne permet pas au Sarthois de franchir un nouveau palier. L'impact est en revanche nettement plus bénéfique quand il est l'invité de l'émission politique sur France 2 le 27 octobre. François Fillon rompt des lances successivement avec le leader indépendantiste guadeloupéen Élie Domota et l'humoriste Charline Vanhoenacker venue dresser son portrait en fin d'émission. En critiquant la société de dérision et du ricanement, en s'opposant aux journalistes du service public, en dénonçant pédagogisme et bien-pensance et en refusant de sombrer dans la repentance pour expier les fautes morales que la France aurait commises au cours de l'histoire, François Fillon marque assurément des points ce soir-là. Cette dynamique s'amplifie lors du deuxième débat télévisé le 3 novembre, durant lequel les questions régaliennes sont davantage traitées¹⁷. François Fillon rappelle alors la nécessité de reprendre le dialogue avec la Russie de Poutine pour lutter efficacement contre Daesh et protéger les chrétiens d'Orient. Il indique également son souhait que la France prenne ses distances avec le Qatar. Interrogé sur l'attitude à adopter face aux djihadistes présents au Levant, il se distingue nettement de ses six concurrents en déclarant qu'il fera en sorte que le plus grand nombre possible d'entre eux ne puissent pas entrer en France, ce qui sous-entend un accord avec la Turquie pour les bloquer à sa frontière, mais aussi une action militaire d'élimination physique. Ces positions

très dures sur le fond, mais exposées sans dérapages ou excès, trouvent un écho certain dans le cœur de l'électorat de droite, qui commence à modifier son regard sur François Fillon. À la veille du troisième débat (qui a lieu le 17 novembre, soit trois jours avant le premier tour), l'Ifop le crédite de 27 %, en hausse de 10 points en deux semaines et à 3 points de ses deux rivaux. Le troisième débat amplifie la dynamique et les tout derniers jours de campagne sont le théâtre d'un basculement massif de plusieurs nouveaux pans de l'électorat de droite dans son giron, mouvement qui le propulse à 44 % des voix au soir du premier tour.

D'autres données de l'Ifop permettent de mieux appréhender encore cette dynamique très puissante. Interrogés au lendemain du premier tour, 53 % des électeurs fillonistes déclarent qu'ils ont toujours envisagé de voter pour lui, mais quasiment la même proportion, 47 %, indiquent qu'ils pensaient initialement opter pour un autre candidat. Près de la moitié de l'électorat ainsi rassemblé par François Fillon n'envisageait donc pas de voter pour lui au départ¹⁸. L'emballement tardif de cette dynamique est confirmé par le détail des réponses de ces « ralliés ». Parmi les 47 % d'électeurs fillonistes qui envisageaient au départ de voter pour un de ses concurrents, 7 % déclarent avoir basculé plus de deux semaines avant le premier tour, 8 % deux semaines avant, 23 % la dernière semaine et 9 % la veille ou le jour même du scrutin. Près d'un tiers de son électorat s'est donc déterminé en sa faveur au cours des derniers jours de campagne !

16. Il en écoulera au total 60 000 exemplaires avant le premier tour de la primaire.

17. Ces éléments nous incitent à penser que ce sont ses propositions en matière régalienne et identitaire (qu'il a mises en avant tardivement) qui ont permis à François Fillon d'accrocher l'attention de l'électorat de droite, alors que son positionnement économique très libéral (mais proche de celui de ses rivaux), martelé durant toute la précampagne, ne lui avait manifestement pas permis d'enclencher une dynamique dans les sondages.

18. Et sans doute davantage si l'on se fie au niveau auquel François Fillon se situait à la fin de l'été 2016 (autour de 10 %). Ceux des électeurs de droite ayant voté pour lui et qui ont basculé progressivement reconstruisent probablement leur choix électoral rétrospectivement en indiquant qu'ils ont toujours pensé voter pour lui.

DES TRANSFERTS PROGRESSIFS EN PROVENANCE
DES ÉLECTORATS DE SES TROIS PRINCIPAUX RIVAUX

Cette capacité de François Fillon à rallier à lui une grande partie de l'électorat de droite au cours de la campagne, et notamment dans la dernière ligne droite, s'est exercée au détriment de tous les autres protagonistes, ce qui vient encore renforcer le caractère spectaculaire de ce phénomène électoral. Ce dernier a ainsi non seulement été puissant et relativement concentré dans le temps, mais il a été de surcroît alimenté par des logiques différentes, voire antagonistes, ce qui est très rare. Parmi les 47 % de « ralliés » à François Fillon au cours de la campagne, la moitié (22 %) envisageait au départ de soutenir Alain Juppé, 11 % Nicolas Sarkozy, 11 % également Bruno Le Maire et 3 % les autres candidats. Si ces différents ralliements se sont produits au cours des quatre dernières semaines, on distingue néanmoins des séquences. Comme le montre le tableau suivant, le siphonage d'Alain Juppé s'est déroulé durant toute cette période, mais c'est proportionnellement dans les trois dernières semaines que les ralliements au détriment de ce candidat ont été les plus nombreux.

La provenance des basculements d'intentions de vote en faveur de François Fillon au cours des différentes phases de la campagne

Périodes où se sont effectués les basculements en faveur de François Fillon	En provenance de l'électorat d'Alain Juppé	En provenance de l'électorat de Bruno Le Maire	En provenance de l'électorat de Nicolas Sarkozy	En provenance des autres électors
La veille ou le jour du scrutin..... 100 %	36 %	5 %	38 %	21 %
Au cours de la dernière semaine..... 100 %	53 %	23 %	19 %	5 %
Deux ou trois semaines avant le scrutin....100 %	43 %	30 %	21 %	6 %

Sur 100 électeurs ayant changé d'avis en faveur de François Fillon la veille ou le jour du scrutin, 36 % avaient initialement l'intention de voter pour Alain Juppé, 5 % Bruno Le Maire, 38 % Nicolas Sarkozy et 21 % pour un autre candidat.

Pour Bruno Le Maire, l'hémorragie a été précoce et il a été rapidement délesté de ses électeurs par le député de Paris, notamment à l'occasion de ses contre-performances dans les premiers débats télévisés, comme on l'a dit. La chronologie s'inverse pour Nicolas Sarkozy, dont l'électorat a d'abord plutôt mieux résisté que les autres à l'offensive filloniste, avant de céder dans les deux derniers jours.

Ces phases sont d'ailleurs corroborées par l'évolution des scores dans les sondages d'intentions de vote. La première poussée de François Fillon est corrélée avec une baisse brutale et rapide de son ancien ministre de l'Agriculture, qui dévisse, et par un début de décrochage du maire de Bordeaux. Dans les deux dernières semaines de campagne, cette baisse d'Alain Juppé se poursuit et accompagne le décollage du Sarthois alors que la courbe de Nicolas Sarkozy résiste bien. L'effondrement de ce dernier n'intervient que dans les deux derniers jours,

d'où le décalage marqué entre son score au soir du premier tour et les derniers sondages publiés juste avant le troisième débat, qui n'ont pu, par construction, enregistrer cet ultime basculement.

Ces ralliements ont répondu à des motivations diverses, voire opposées, car agissant sur des électors distincts. On peut penser que les deux premiers débats télévisés marqués par les bonnes prestations de François Fillon et les contre-performances de Bruno Le Maire ont eu pour effet de faire basculer vers François Fillon toute une partie de l'électorat lemairiste qui ne se reconnaissait ni dans Alain Juppé ni dans Nicolas Sarkozy. Il lui serait alors apparu comme un meilleur troisième homme que le candidat autoproclamé du renouveau. Au cours de ces débats, Alain Juppé, qui avait à ce moment une confortable avance dans les sondages, a adopté une posture prudente et s'est manifestement contenté de gérer sa position de favori. Cette attitude un peu décevante, combinée aux très virulentes attaques du camp sarkozyste sur la thématique de « l'identité heureuse » puis sur son alliance avec François Bayrou, a causé d'importants dégâts dans les rangs juppéistes. L'efficacité de cette charge ciblant le leader centriste s'est lue notamment dans les données du Tableau de bord politique Ifop-Fiducial pour *Paris Match*. Entre octobre et novembre, la cote de François Bayrou y a très nettement reflué parmi les électeurs des Républicains, mais aussi parmi ceux de l'UDI, le ciblage systématique du Béarnais par les sarkozystes commençant à la fin du mois d'octobre.

L'évolution de la cote de popularité de François Bayrou entre octobre et novembre 2016

	Octobre 2016	Novembre 2016	Évolution
Ensemble des Français	57 %	51 %	-6 points
Sympathisants de gauche	55 %	59 %	+ 4 points
Sympathisants de l'UDI	65 %	46 %	-19 points
Sympathisants des Républicains	54 %	34 %	-20 points

Le ralliement du leader centriste, qui constituait initialement un atout pour le maire de Bordeaux, est alors devenu un handicap et Alain Juppé est apparu comme un candidat ne présentant pas toutes les garanties d'une alternance franche. Toute une partie de son électorat, qui l'avait d'abord choisi par antisarkozysme, a progressivement vu dans François Fillon un candidat porteur de valeurs de droite plus affirmées et lui aussi opposé à Nicolas Sarkozy, d'où un basculement progressif vers le député de Paris et une érosion rapide du capital électoral d'Alain Juppé. Fort de ces apports en provenance de deux de ses concurrents, François Fillon a vu les intentions de vote en sa faveur décoller, au point de rattraper dans la dernière ligne droite les deux finalistes initialement attendus. Les performances du Sarthois dans les derniers débats télévisés comme sa dynamique sondagière ont alors changé le regard que portaient sur lui bon nombre d'électeurs de droite qui appréciaient son programme mais, dans un souci de vote utile (contre un Alain Juppé trop modéré pour certains et contre un Nicolas Sarkozy à l'image abîmée pour d'autres), avaient jusqu'alors l'intention de voter pour l'ancien président de la République ou pour le maire de Bordeaux. Dans la dernière ligne droite, l'hypothèse que François Fillon

puisse accéder au second tour a pris corps. Il est alors apparu comme le candidat incarnant la synthèse qu'attendaient de nombreux électeurs de droite, entre le style présidentiel classique et sans outrance d'un Alain Juppé et la ligne idéologique droitiste d'un Nicolas Sarkozy. Depuis un moment, pour une bonne partie des électeurs de ce dernier, François Fillon incarnait lui aussi une droite décomplexée, sans pour autant déraiper sur les ancêtres gaulois ou les doubles portions de frites à la cantine ni être régulièrement cité dans des affaires judiciaires. Pour autant, ces électeurs sarkozystes étaient restés derrière leur candidat car ils pensaient qu'il constituait la meilleure garantie pour empêcher une victoire d'Alain Juppé, dont ils rejetaient la ligne trop modérée. Le fait que, dans les derniers jours de campagne, François Fillon semble en capacité de se qualifier au second tour a brutalement changé la donne. Disposant d'un candidat anti-Juppé plus présentable, toute une partie de cet électorat a abandonné Nicolas Sarkozy, mouvement qui a contribué à propulser François Fillon très au-dessus de son niveau dans les derniers sondages publiés, quand l'ancien président dévissait subitement.

La campagne de la primaire a donc progressivement révélé les fragilités de Bruno Le Maire, d'Alain Juppé et de Nicolas Sarkozy. La ligne portée par Alain Juppé était de fait très minoritaire à droite. Différentes enquêtes de l'Ifop avaient montré que, sur toute une série de thématiques, le concept de « l'identité heureuse » ne faisait pas du tout recette à droite. En septembre 2015, par exemple, pas moins de 81 % des sympathisants des Républicains adhéraient à l'idée de « réserver les allocations familiales et les aides au logement aux seuls Français et ressortissants de l'Union européenne » et 66 % étaient d'accord avec l'opinion suivante : « Il faut supprimer l'acquisition automatique de la nationalité française pour les enfants nés en France de parents

immigrés clandestins¹⁹ », soit des majorités écrasantes à droite en faveur de la préférence européenne et d'une remise en cause du droit du sol... En avril 2016, 72 % de ces mêmes sympathisants se disaient favorables à l'interdiction du port du voile ou du foulard dans la rue pour les musulmanes. La même proportion estimait que l'influence et la visibilité de l'islam en France étaient trop importantes²⁰. Et en juillet 2016, au lendemain de l'attaque de Saint-Étienne-du-Rouvray, pas moins de 84 % des sympathisants des Républicains se disaient « plutôt favorables à ce que toutes les personnes qui font l'objet d'une fiche "S" soient arrêtées et emprisonnées car l'État ne doit prendre aucun risque dans la période actuelle²¹ ». Les résultats du second tour illustrent bien combien le maire de Bordeaux s'est montré décalé par rapport aux attentes du peuple de droite, et ce d'autant plus que son score a été « dopé » par l'apport d'électeurs centristes et de gauche qui ont massivement voté pour lui, comme nous le verrons. Dans ce contexte, la virulence de l'antisarkozysme prévalant dans toute une partie de l'électorat de droite constituait le principal atout du maire de Bordeaux. Or il a progressivement perdu son statut de réceptacle de cet antisarkozysme au profit de François Fillon. Dans le même temps, Nicolas Sarkozy, dont le positionnement correspondait davantage au centre de gravité idéologique de la droite, souffrait d'un grave déficit d'image que le style de sa campagne est venu souligner et rappeler aux électeurs. Ils se sont finalement tournés vers un candidat leur semblant plus en phase avec le profil classique attendu d'un président de la République. Les données suivantes extraites d'une enquête de l'Ifop

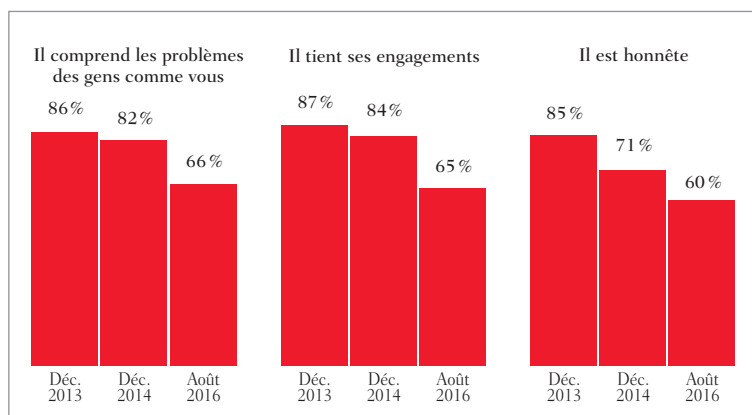
19. Sondage Ifop pour *Valeurs actuelles* réalisé par Internet du 29 septembre au 1^{er} octobre 2015 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 004 personnes.

20. Sondage Ifop pour *Le Figaro* réalisé par Internet du 14 au 18 avril 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 008 personnes.

21. Sondage Ifop pour Atlantico réalisé par Internet du 27 au 29 juillet 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 012 personnes.

pour Atlantico²² témoignent bien de la dégradation de l'image de Nicolas Sarkozy ces dernières années, y compris dans l'électorat des Républicains.

**Les traits d'image associés à Nicolas Sarkozy
par les sympathisants des Républicains
(% de réponses « s'applique bien »)**



François Fillon a donc bénéficié à plein des fragilités de ses concurrents. Mais il a également su trouver les mots et incarner les valeurs chères au peuple de droite. C'est la conjonction de ces différents paramètres associés aux spécificités de ce scrutin particulier (corps électoral restreint et fluidité électorale démultipliée) qui a rendu possible sa spectaculaire remontée puis sa large victoire.

LES CIBLES DE FRANÇOIS FILLON

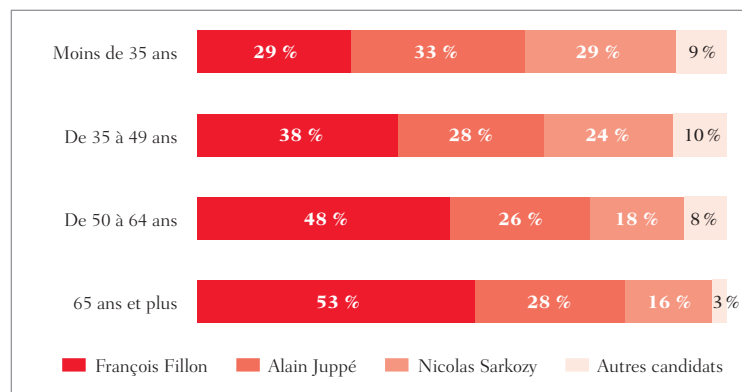
Les retraités, les chefs d'entreprises et les indépendants étant surreprésentés dans le corps électoral de la primaire, c'est également dans ces catégories que François Fillon a creusé l'écart avec ses deux principaux concurrents. En termes d'âge, parmi les moins de 35 ans, le député de Paris fait tout juste jeu égal avec Nicolas Sarkozy (29 % chacun) et est devancé d'une courte tête par Alain Juppé (33 %), qui a sans doute bénéficié de l'apport des voix des électeurs de gauche, proportionnellement plus nombreux dans cette tranche d'âge. Mais, au-delà de 35 ans, la domination de François Fillon devient de plus en plus nette : 10 points d'avance sur le maire de Bordeaux parmi les 35-49 ans, 22 points parmi les 50-64 ans et 25 points auprès des 65 ans et plus, qui lui ont accordé la majorité absolue (53 %) dès le premier tour.

Ces retraités de droite ont d'ailleurs fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'équipe de François Fillon. Écoutons à ce propos Patrick Stefanini, le stratège de la campagne, interviewé par *Le Monde* : « Avec Fillon, j'ai fait un choix stratégique, que j'avais déjà fait dans toutes mes précédentes campagnes : distribuer un journal de campagne, tiré à 1,5 million d'exemplaires, dans les boîtes aux lettres, explique-t-il. Je sais pour l'avoir fait avec Chirac en 1995 et en 2002, puis encore avec Péresse en 2015, que cela a un fort impact. Cela permet aux gens – notamment les retraités – d'avoir le temps de lire le programme tranquillement chez eux. » L'initiative paraît simple, mais le stratège note que « seul Fillon l'a fait parmi les candidats à la primaire²³ ».

22. Enquête réalisée par Internet du 22 au 24 août 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 001 personnes.

23. « Stefanini, l'homme-orchestre », *Le Monde*, 25 novembre 2016.

Le vote au premier tour selon l'âge



Ce graphique montre par ailleurs qu'Alain Juppé a bénéficié d'un niveau de soutien assez homogène dans les différentes tranches d'âge, quand Nicolas Sarkozy présentait une structure de soutien totalement inversée par rapport à celle de son ancien Premier ministre. Plus l'électeur était jeune et plus sa propension à voter pour Nicolas Sarkozy a été forte, avec un score quasiment deux fois plus élevé chez les moins de 35 ans (29 %) qu'auprès des 65 ans et plus (16 %).

Au plan sociologique, François Fillon a nettement surclassé ses adversaires dans le cœur traditionnel de l'électorat de droite que constituent les retraités (ce phénomène étant bien évidemment corrélé avec la domination évoquée parmi les 65 ans et plus), mais aussi les chefs d'entreprises et les commerçants et artisans. Il est également en tête, mais moins nettement, chez les cadres supérieurs et les professions libérales et dans les classes moyennes (professions intermédiaires). De plus, s'il a été dit à juste titre que les catégories populaires ont été les grandes absentes de cette primaire (comme elles le furent

en 2011 lors de la primaire du Parti socialiste), on constate que, parmi les ouvriers et les employés qui se sont déplacés, c'est François Fillon qui a capté le plus de soutiens.

Cette avance dans les catégories populaires est sans doute plus nette encore si l'on ne considère pas l'ensemble des votants, mais uniquement les électeurs de droite. En effet, parmi les salariés du secteur public ayant voté, Alain Juppé, bénéficiant d'un net soutien des électeurs de gauche surreprésentés dans cette catégorie, est légèrement devant avec 36 % des voix contre 34 % pour François Fillon²⁴. Le rapport de force s'inverse en revanche totalement dans l'autre partie du salariat, avec 39 % pour le député de Paris contre 29 % pour son rival parmi les salariés du privé, milieu où les électeurs de droite sont plus nombreux. François Fillon s'est aussi habilement appuyé sur des secteurs moins importants par leur nombre que par leur influence, comme les chasseurs, type même du réseau social à l'ancienne, très différent de Facebook et de Twitter, mais sans doute plus efficace en la circonstance.

LES CHASSEURS : UN ÉLECTORAT TRÈS COURTISÉ

La taille attendue du corps électoral étant nettement plus restreinte que pour un scrutin classique, le poids de tel ou tel groupe social, culturel ou affinitaire, même relativement circonscrit, revêt de l'importance. Les différents états-majors ne s'y sont pas trompés et certains réseaux et milieux ont fait l'objet d'une attention toute

24. Ce dernier a sans doute aussi pâti dans cette partie de l'électorat de son annonce concernant la suppression de 500 000 postes dans la fonction publique.

particulière. Nous parlerons plus loin des catholiques de droite que François Fillon a su rallier, mais un autre groupe, les chasseurs, a aussi été très courtisé. Avec environ 1,2 million de permis, le monde de la chasse pèse lourd, notamment dans le cadre d'une primaire concernant 4,3 millions de votants. Ce poids potentiel est d'autant plus stratégique que, si les chasseurs ne votent pas de manière homogène, la droite et le FN y sont majoritaires. De surcroît, le milieu de la chasse, avec ses 95 fédérations départementales, mais également ses dizaines de milliers d'associations communales, demeure un univers très maillé où l'on peut faire circuler messages et mots d'ordre qui seront relayés au plus près du terrain. Déjà, lors des régionales, l'UMP avait particulièrement choyé cette catégorie, historiquement plutôt acquise à la droite mais de plus en plus tentée par le FN. Espérant capitaliser sur ce travail d'approche, l'équipe de Nicolas Sarkozy, qui misait sur une participation assez restreinte et déployait donc une campagne très ciblée s'adressant à des segments bien identifiés, a continué de s'affairer. Le 28 octobre, elle a envoyé à plusieurs milliers de chasseurs un e-mail pour les inciter à voter à la primaire : « Il est temps de mettre un terme aux menaces contre la chasse française alors que vous êtes de véritables défenseurs de la nature et que les valeurs rurales que vous portez sont des valeurs fortes de notre société [...]. Ce qui vient d'être fait dans les régions doit se faire demain au niveau national²⁵. »

Le camp de François Fillon n'était pas en reste et comptait un atout majeur en la personne de Gérard Larcher, président du Sénat et très introduit dans le monde de la chasse. Ces différentes stratégies ont apparemment eu un impact certain. D'après les données de l'Ifop, le taux de participation au premier tour de la primaire a en effet atteint

20 % parmi les détenteurs d'un permis de chasse, soit le double de la moyenne nationale, qui atteint 9 % (mais on peut plutôt retenir la moyenne de 11 % dans la population masculine, les chasseurs étant à plus de 90 % des hommes). Cette surmobilisation des chasseurs ne s'explique pas par un effet de structure lié à une surreprésentation des électeurs de droite dans leurs rangs. En effet, quand on analyse le taux de participation selon l'orientation partisane, on retombe également sur une participation nettement supérieure des chasseurs. Les sympathisants LR ayant un permis de chasse sont 46 % à avoir voté à la primaire, contre 26 % pour leurs homologues non chasseurs²⁶.

L'effet d'entraînement a sans doute joué un rôle dans l'importante participation des chasseurs à la primaire, notamment dans les régions où la chasse se pratique en groupe. Un témoin nous a ainsi rapporté une forte affluence matinale dans les bureaux de vote solognots, les chasseurs venant voter ensemble dès l'ouverture des bureaux avant de rejoindre leur lieu de chasse.

S'ils ont donc investi massivement cette primaire dans les régions où ils sont nombreux²⁷, un candidat en a-t-il bénéficié en particulier ? Quand on analyse les résultats dans différents terroirs de chasse, il semblerait que Nicolas Sarkozy ait capté une partie de ce vote dans différentes régions, avec des scores régulièrement supérieurs à sa moyenne nationale – sans que cela lui permette pour autant de virer en tête. En Sologne, dans la Brière (arrière-pays de Saint-Nazaire), dans

25. « Le lobby des chasseurs sort du bois avant la présidentielle », *Le Monde*, 16 novembre 2016.

26. Parmi les chasseurs ayant une sympathie partisane autre que Les Républicains, le taux de participation atteint 15 %, contre seulement 5 % parmi les personnes n'ayant pas le permis de chasse et se sentant proches d'une autre formation politique que Les Républicains.

27. Le taux de participation élevé des chasseurs ne doit pas laisser penser qu'ils ont constitué une part déterminante du corps électoral de la primaire. D'après nos estimations, les chasseurs ont représenté environ 6 % de l'ensemble des votants à la primaire, même si ce taux a été bien plus élevé dans certains endroits.

la baie d'Isigny ou bien encore dans la baie de Somme, l'ancien président de la République obtient d'assez bons scores. Mais ils ne sont pas spectaculaires et il ne parvient pas à supplanter François Fillon, qui se place nettement en tête dans ces différents terroirs de chasse. On peut donc penser que les voix de cet électorat de chasseurs de droite se sont principalement réparties entre ces deux candidats avec, ici comme dans d'autres catégories, un avantage au Sarthois malgré un soutien à Nicolas Sarkozy sans doute un peu plus marqué que dans d'autres segments de l'électorat de droite.

Les résultats du premier tour dans les terroirs de chasse

Bureaux de vote	% de votes pour F. Fillon	% de votes pour N. Sarkozy	% de votes pour A. Juppé
En Sologne			
Salbris	51,3 %	27,2 %	18,3 %
Lamotte-Beuvron	51 %	22,4 %	21,3 %
Neung-sur-Beuvron	49 %	25,7 %	20,3 %
Dans la baie d'Isigny			
Grandcamp-Maisy	47,9 %	25 %	20,7 %
Isigny-sur-Mer	43,6 %	32,2 %	21,1 %
Dans la Brière			
Trignac	45,3 %	28,2 %	21,8 %
Donges	42,8 %	26,6 %	20,2 %
Montoir-de-Bretagne	41,5 %	19,9 %	31,8 %
En baie de Somme			
Rue	51 %	20,5 %	21,5 %
Saint-Valéry	46,9 %	21,6 %	24,8 %
Ault	43,1 %	32,2 %	16,1 %

Alain Juppé, quant à lui, est fragilisé dans ces territoires, avec des scores souvent inférieurs de 10 points à sa moyenne nationale, sauf dans les zones de chasse situées dans sa région, où l'effet de fief a fonctionné. Il est ainsi en tête dans le Médoc et la Pointe de Grave.

Les résultats du premier tour dans le Médoc et les marais charentais

Bureaux de vote	% de votes pour F. Fillon	% de votes pour N. Sarkozy	% de votes pour A. Juppé
Dans le Médoc			
Valeyrac	29,8 %	12,8 %	54,6 %
Lesparre-Médoc	27,7 %	22,2 %	45 %
Saint-Vivien-de-Médoc	29,6 %	24,5 %	42,8 %
Dans les marais charentais			
Port-des-Barques	38,6 %	23,2 %	33,1 %
Soubise	38,7 %	24,4 %	30 %
Marennes	40,3 %	23,4 %	28,5 %

Mais dans les marais charentais, pourtant géographiquement assez proches de Bordeaux, il est surclassé de peu par François Fillon. Nicolas Sarkozy y obtient des scores un peu supérieurs à son résultat national, nouveau signe d'un tropisme sarkozyste d'une partie du monde cynégétique.

Les chasseurs ne sont qu'un exemple des relais et des réseaux qui vont rameuter les électeurs pour le compte d'un candidat. Un autre groupe encore plus restreint, mais bien plus influent, est composé des personnalités politiques et administratives qui gravitent autour du candidat. Si ces personnalités disposent d'une implantation locale forte, elles ont tissé des réseaux de proximité que l'on a d'ailleurs identifiés

sur les premières cartes, d'abord pour les trois candidats, et plus particulièrement François Fillon et Alain Juppé, ensuite pour leurs principaux soutiens, tels Christian Estrosi, Éric Ciotti et François Baroin pour Nicolas Sarkozy, Édouard Philippe, Fabienne Keller et Benoist Apparu pour Alain Juppé, Bernard Accoyer et Gérard Larcher pour François Fillon.

L'EFFET DE FIEF ET L'IMPACT DU SOUTIEN D'ÉLUS

UN EFFET DE FIEF PUISSANT POUR LES DEUX FINALISTES

La primaire du Parti socialiste en 2011 avait montré que « l'effet d'amitié locale » fonctionnait avec une ampleur toute particulière²⁸. Ce phénomène, que l'on pourrait aussi qualifier d'« effet de fief », se manifeste par une très nette prime pour un candidat dans son département d'élection ou d'implantation historique, mais aussi parfois sur des territoires pouvant couvrir une dizaine, voire une quinzaine de départements. Les phénomènes de notabilité, de notoriété et d'empathie pour le candidat de la région jouent également lors d'élections nationales comme la présidentielle. On se souvient par exemple de la « Chiraquie », vaste territoire couvrant une bonne partie du Massif central et structuré autour de la Corrèze, où Jacques Chirac obtenait régulièrement de bons résultats. Mais deux caractéristiques propres à la primaire viennent en amplifier significativement l'impact. Tout d'abord, alors que, dans une élection nationale, la tentation de voter pour « le régional de l'étape » est freinée par les affiliations partisans (une partie de l'électorat de gauche aura par exemple du mal à voter pour un candidat de droite même s'il est élu de longue date dans le département ou la région), ce blocage partisan n'existe quasiment pas

28. Jérôme Fourquet, *Géographie électorale des primaires socialistes*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, décembre 2011.

dans une primaire, puisque les candidats et les électeurs sont censés appartenir à la même famille politique. Les différences idéologiques étant de l'ordre de la nuance, elles viennent nettement moins concurrencer la proximité ressentie par les électeurs avec un candidat de leur région.

Une seconde spécificité de la primaire favorisant ce phénomène est la taille relativement restreinte et la composition du corps électoral. Les seniors (groupe le plus au fait de la politique locale et davantage lecteur de la presse quotidienne régionale, où l'action du responsable politique est abondamment relatée) et les personnes qui s'intéressent le plus à la politique et sont susceptibles de s'y impliquer sont surreprésentés parmi les votants. Or ces deux catégories ont plus de chances de graviter autour des réseaux partisans et militants ou des élus locaux faisant campagne pour le candidat ou d'avoir été en contact avec eux. Au sein de ce corps électoral primariste qui reste relativement restreint, le poids de ces sympathisants (c'est-à-dire des électeurs non pas adhérents ou militants, mais qui peuvent venir assister à un meeting, par exemple) est nettement plus prégnant que lors d'un scrutin présidentiel, où ces électeurs les plus sensibilisés sont dilués dans un corps électoral dix fois plus imposant. On peut légitimement penser que l'effet d'amitié locale joue particulièrement dans ce segment de l'électorat le plus politisé. Celui-ci peut avoir eu l'occasion de rencontrer ou d'écouter le candidat local à plusieurs reprises ou avoir bénéficié d'un service ou d'une faveur de sa part. Il peut ainsi avoir noué une relation particulière faite d'empathie, de reconnaissance et de fidélité avec cette personnalité. D'une certaine manière, le mécanisme des primaires, s'il offre une avancée démocratique par rapport à une désignation d'un candidat jusque-là réservée à un appareil partisan, permet aussi l'expression de la hiérarchisation censitaire ou clientélaire

du corps électoral. En 2005, soit avant l'introduction des primaires en France, Pierre Tafani écrivait à propos du fonctionnement des clientèles : « À travers des proximités sociales, corporatistes ou administratives, aux côtés des lobbies, des parentèles, des participations, les clientèles stimulent la constitution d'une citoyenneté active – de première classe –, opposée à une citoyenneté passive – de seconde classe –, composée d'acteurs de rangs inférieurs. Les premiers, par l'étendue de leurs fréquentations, font l'opinion et contribuent à la décision ; les seconds, par l'indigence de leurs relations, se voient réduits à participer à une sélection déjà largement préétablie, quand ils ne se réfugient pas dans l'abstention ou le populisme. Pour les premiers, le jeu des clientèles démultiplie les opportunités de participation²⁹. » Si l'on poursuit cette analyse, il n'est pas déraisonnable de penser que ces citoyens les plus actifs, les plus politisés et les plus insérés se sont pleinement emparés de ce nouvel outil qu'est la primaire et que ce type d'élection constitue également un scrutin où l'effet de fief, c'est-à-dire la capacité à mobiliser des clientèles sur des territoires plus ou moins vastes, est déterminant.

Une particularité de l'effet de fief est, comme son nom l'indique, de se développer dans le cadre des circonscriptions politiques et administratives. Sur les cartes des votes en faveur de François Fillon et d'Alain Juppé (*4a et 6a*), on les distingue clairement. Ainsi, François Fillon réalise ses meilleurs scores dans les bureaux de vote de Sablé, où il a passé une partie de sa vie et exercé des mandats de conseiller général et de député-maire. Les meilleurs résultats suivants sont presque tous situés dans le reste de la Sarthe dont il a présidé le conseil général. Le périmètre suivant est celui de la région des Pays de la Loire

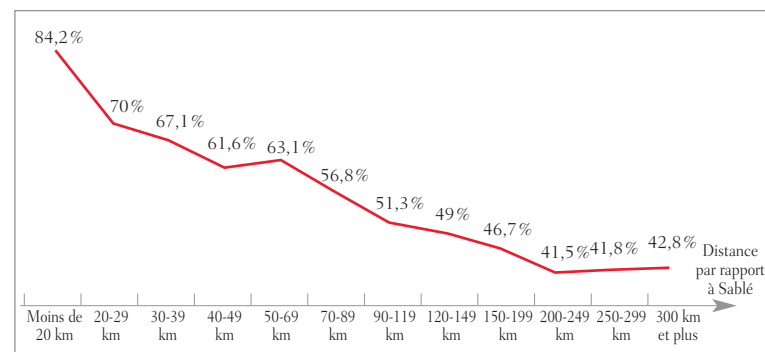
29. Pierre Tafani, « Du clientélisme politique », *Revue du MAUSS*, 2005/1, n° 25.

qu'il a aussi présidée. Chacun de ces périmètres successifs influence à son tour un voisinage proche. Sablé, épïcêtre fillonien, a un effet direct sur les bureaux de vote de son voisinage, l'ouest de la Sarthe rayonne à son tour sur l'est de la Mayenne, le nord de la Sarthe, partie du second périmètre, influence le sud de l'Orne. Au-delà, l'ensemble de la région des Pays de la Loire communique avec les régions voisines de Bretagne, de Normandie et, dans une moindre mesure, du Centre. Mais les frontières administratives apparaissent avec une netteté particulière, ce qui révèle le rôle des élites politiques et administratives, dont le pouvoir s'exerce dans leurs limites. Par exemple, le pourcentage obtenu par François Fillon chute tout le long des frontières de la Sarthe. La perte de points est encore plus forte sur quasiment toute la frontière de la région des Pays de la Loire. Même sans tracer sur la carte la frontière de la région des Pays de la Loire, on serait capable de la dessiner à partir des votes en faveur de François Fillon.

On peut émettre des remarques analogues pour les fiefs d'Alain Juppé, avec d'abord Bordeaux dont il est maire, puis les bureaux des communes voisines, puis la Gironde dont il a été député. Le périmètre suivant est l'ancienne région d'Aquitaine, dont les frontières marquent presque toutes une baisse nette des votes en faveur d'Alain Juppé ; ensuite, avec plus de continuité, les deux régions du Poitou-Charentes et du Limousin, qui viennent d'être rattachées à la région Aquitaine lors de la réforme régionale. Des effets de voisinage sont sensibles avec les anciennes régions du Midi-Pyrénées et de l'Auvergne, mais cessent au-delà, comme ils déclinent assez brutalement à la frontière des Pays de la Loire, fief du rival François Fillon. Les calculs effectués par l'Ifop viennent confirmer la puissance de cet effet d'amitié locale pour les deux principaux candidats sur des aires d'influence très étendues. Nous avons en effet calculé le score moyen pour François Fillon en fonction

de la distance séparant chaque bureau de vote de son fief historique de Sablé. La courbe ci-dessous montre des résultats spectaculaires.

Le vote en faveur de François Fillon au premier tour en fonction de la distance par rapport à Sablé-sur-Sarthe

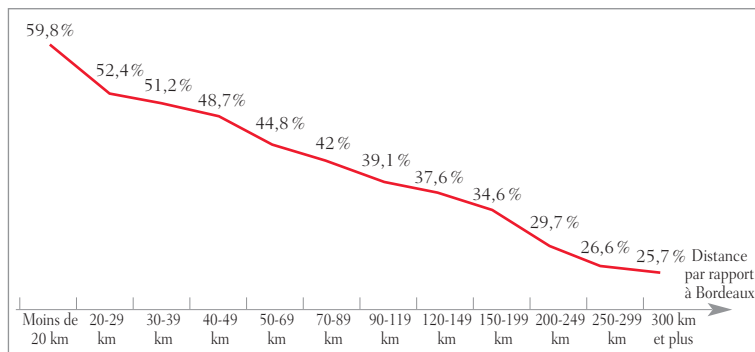


Non seulement les résultats de François Fillon au plan national sont indexés sur cette variable de la distance à Sablé, mais l'effet de fief est extrêmement puissant. D'une part, les scores atteints jusqu'à 70 kilomètres sont en effet très nettement supérieurs à la moyenne nationale (au moins 20 points de plus en moyenne). D'autre part, cette « prime » à la proximité fonctionne en moyenne jusqu'à 200 kilomètres de distance autour de Sablé. Une telle distance fait par exemple rayonner l'influence ou la prime locale au Sarthois à l'ouest jusqu'à Mûr-de-Bretagne dans les Côtes-d'Armor (49,8 %) et à l'est jusqu'à Sully-sur-Loire dans le Loiret (47,1 %). En direction du sud-ouest, les scores à une telle distance deviennent plus faibles (et en général inférieurs à la moyenne nationale) : 41 % à Loulay et 38,2 % à Cire-d'Aunis en Charente-Maritime et 34,5 % à Availles-Limouzine dans la Vienne, par exemple. Cette moindre performance s'explique en partie par la concurrence représentée par l'effet de fief en faveur d'Alain

Juppé, dans ces départements qui appartiennent à la région Nouvelle-Aquitaine.

Ce phénomène fonctionne en effet aussi pour le maire de Bordeaux, qui enregistre un score moyen de près de 60 % dans les bureaux de vote situés à moins de 20 kilomètres de la métropole girondine. Jusqu'à 120 kilomètres de distance de son fief, Alain Juppé atteint encore 39,1 %, soit quasiment 10 points de plus que sa moyenne nationale. Et si son score est moins impressionnant dans le cœur de son fief que pour François Fillon dans le sien (mais la densité de population est bien plus importante à Bordeaux qu'à Sablé et dans la périphérie), on observe que la prime en sa faveur persiste encore à 200 kilomètres de la métropole girondine.

Le vote en faveur d'Alain Juppé au premier tour en fonction de la distance par rapport à Bordeaux



Les cartes ont ainsi fait apparaître des effets de frontière très nets aux limites des régions administratives, et les courbes indiquent un vote indexé sur la distance à l'épicentre du fief. S'agit-il d'un même

phénomène représenté selon deux modalités différentes (la carte et la courbe), les communes relativement proches du fief (moins de 50 ou 60 kilomètres) et survotant massivement pour le candidat étant en fait des communes appartenant à la région administrative du candidat et les communes plus éloignées, où l'intensité du vote décline, relevant d'autres régions ? Ou l'effet de fief combine-t-il à la fois deux phénomènes : un effet régional maximisant le vote dans la région d'implantation et un effet de proximité rayonnant au-delà des limites administratives de ce territoire ? L'analyse montre que c'est la seconde piste qui est la bonne. Les deux facteurs s'imbriquent et s'additionnent. Pour l'illustrer, prenons le cas du vote Fillon et intéressons-nous aux strates de communes suffisamment éloignées de Sablé pour comporter à la fois des communes ligériennes et d'autres appartenant à d'autres régions limitrophes (Centre, Normandie, Bretagne...).

Le score de François Fillon au premier tour selon la distance par rapport à Sablé-sur-Sarthe dans les Pays de la Loire et les régions limitrophes

Distance par rapport à Sablé-sur-Sarthe	Communes des Pays de la Loire	Communes d'autres régions	Écart
de 70 à 89 km	62,2%	52,2%	+10 points
de 90 à 119 km	55,8%	48,6%	+7,2 points
de 120 à 149 km	55,7%	46,6%	+9,1 points
de 150 à 199 km	54,2%	45,5%	+8,7 points

François Fillon atteint en moyenne un score de 62,2 % dans les communes des Pays de la Loire situées dans un rayon de 70 à 89 kilomètres de Sablé et 52,2 % dans les communes des autres régions situées à la même distance.

Remarque : nous n'avons pu établir de comparaison pour les distances inférieures à 70 kilomètres car on trouve très peu de communes hors Pays de la Loire à cette distance.

Le tableau page suivante montre que les communes des Pays de la Loire ont accordé en moyenne entre 7 et 10 points de plus à François Fillon que leurs homologues des autres régions situées à une distance identique de Sablé-sur-Sarthe. Il y a donc eu un « bonus » régional. Mais, dans le même temps, on voit que, jusqu'à 120 kilomètres du cœur du fief, le vote Fillon a été plus élevé que sa moyenne nationale (44%) même dans des communes non ligériennes, l'effet de proximité débordant donc des limites régionales.

Si les deux phénomènes ont fonctionné, l'effet régional est le plus structurant. On a rappelé précédemment le poids de la clientèle électorale que chaque grand élu a su se constituer dans son territoire d'élection. Mais ce facteur n'est sans doute pas assez puissant pour expliquer à lui seul l'ampleur du survote en faveur de François Fillon dans une région dont, rappelons-le, il a perdu la présidence en 2004 et dont il n'est plus député depuis 2012. Le soutien très actif du Vendéen Bruno Retailleau, nouveau président du conseil régional, a sans doute joué (on observe des scores massifs en Vendée). Mais nous ne tenons là qu'une partie de l'explication. Les frontières administratives limitent le périmètre de l'exercice du mandat par les hommes politiques (et c'est dans ce cadre qu'ils peuvent se constituer une clientèle électorale), mais elles correspondent aussi assez nettement à la zone de diffusion des grands médias régionaux. C'est le cas pour France 3 Régions, dont la zone de compétence est calquée sur le découpage administratif. C'est aussi en partie le cas pour *Ouest-France*. Ce journal couvre tout le Grand Ouest, mais l'essentiel de sa zone de diffusion correspond à la Bretagne et aux Pays de la Loire. À l'est, la Sarthe constitue sa pointe avancée puisque le journal ne diffuse ni en Eure-et-Loir, ni en Indre-et-Loire. Il est en revanche présent dans l'Orne, mais avec un taux de pénétration moindre que dans la région ligérienne. La prise en compte

de la zone de chalandise de ces médias est selon nous très importante pour comprendre cet effet régional car ils sont très regardés et lus (notamment dans le cas de *Ouest-France*), en particulier par la population âgée, qui a constitué, on l'a dit, une part significative des votants à la primaire. Or ces médias rendent compte de l'actualité locale à l'échelle de la région et accordent une place significative aux réalisations, décisions et interventions des grandes figures de la vie politique régionale. Pendant des années, un habitant de la Mayenne ou du Maine-et-Loire a ainsi été beaucoup plus informé des activités et du parcours politique d'un François Fillon (notamment avant son passage à Matignon) qu'un habitant d'Eure-et-Loir ou d'Indre-et-Loire. Ces départements sont pourtant situés à même distance de la Sarthe que les deux précédemment cités, mais ils font partie de la région Centre, et les médias locaux de ces départements (France 3 Centre et les déclinaisons de *La Nouvelle République du Centre*) ont logiquement concentré leur regard et leur travail sur la vie politique de leur région, animée par d'autres personnalités.

On constate le même phénomène, mais à un niveau un peu moins important, pour le vote Juppé en Aquitaine, comme le montre le tableau ci-dessous. L'effet des médias régionaux joue également, notamment concernant la frontière Aquitaine/Occitanie, qui correspond à la limite de diffusion de *Sud-Ouest* (qui diffuse en revanche en Charente-Maritime). Mais Alain Juppé n'a jamais dirigé la région Aquitaine ni le conseil général de Gironde, ce qui rend son assise régionale un peu moins puissante que celle de François Fillon en Pays de la Loire.

**Le score d'Alain Juppé au premier tour selon
la distance par rapport à Bordeaux dans l'ancienne
région Aquitaine et les régions limitrophes**

Distance par rapport à Bordeaux	Communes de l'ancienne Aquitaine	Communes d'autres régions	Écart
de 70 à 89 km	43,3 %	39,8 %	+3,5 points
de 90 à 119 km	40,8 %	36,7 %	+4,1 points
de 120 à 149 km	41,3 %	33,9 %	+7,4 points
de 150 à 199 km	38,4 %	32,8 %	+5,6 points

L'IMPACT CONTRASTÉ DES SOUTIENS LOCAUX

L'implantation locale des deux finalistes a donc eu un impact électoral très important sur un vaste territoire. Qu'en est-il de l'influence des députés, dont les candidats se sont âprement disputé les parrainages et les soutiens ? Afin de répondre à cette question, on a calculé les scores moyens de François Fillon, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy pour différents types de circonscriptions, en distinguant les circonscriptions de gauche et les circonscriptions de droite et, pour les circonscriptions de droite, en tenant compte du candidat soutenu par le député de la circonscription.

Le tableau qui suit montre d'abord que la couleur politique de la circonscription n'a pas eu un impact décisif sur les résultats. Toutefois, en moyenne, Alain Juppé obtient un score significativement plus élevé dans les circonscriptions de gauche (30,4 % contre 24,6 % dans celles de droite), ce qui confirme l'effet de halo, dans cette configuration

favorable au maire de Bordeaux. À l'inverse, François Fillon amplifie son score dans les circonscriptions de droite : 46,1 % contre 42 % dans celles de gauche.

Le second enseignement de ce tableau est que le soutien d'un député a engendré une petite prime dans la circonscription pour le candidat soutenu, sans que cet apport soit spectaculaire. Quand on compare le score moyen de chaque candidat dans l'ensemble des circonscriptions de droite et dans les circonscriptions dans lesquelles le député le soutenait, on constate que le bonus s'élève à 2 points pour Nicolas Sarkozy, 2,5 points pour Alain Juppé et près de 3,5 points pour François Fillon.

**Le score des principaux candidats à la primaire
selon le profil des circonscriptions**

	% de votes en faveur de F. Fillon	% de votes en faveur de A. Juppé	% de votes en faveur de N. Sarkozy
Dans l'ensemble des circonscriptions de gauche	42 %	30,4 %	21,1 %
Dans l'ensemble des circonscriptions de droite	46,1 %	24,6 %	22,5 %
– dont dans les 38 circonscriptions de droite dont le député soutenait F. Fillon	49,4 %	23,2 %	20,8 %
– dont dans les 38 circonscriptions de droite dont le député soutenait A. Juppé	44,1 %	27,1 %	22,3 %
– dont dans les 60 circonscriptions de droite dont le député soutenait N. Sarkozy	44,7 %	24,4 %	24,4 %
– dont dans les autres circonscriptions de droite	46,5 %	24,2 %	22 %

Cela incite à penser que, si la chasse aux soutiens de députés peut avoir une utilité, dans la mesure où un candidat alignant derrière lui plusieurs dizaines de parlementaires renvoie une image de puissance et donne une preuve de sa capacité à entraîner et à fédérer, le rendement électoral local d'une telle stratégie est moins évident.

Dans les zones où l'effet prescripteur d'un député entrant en concurrence avec l'effet de fief bénéficiant à un candidat de la primaire autre que celui soutenu par le député local, l'effet prescripteur a eu assez peu de poids. Ainsi, dans l'aire d'influence de François Fillon, son effet de fief n'a pas été contré par l'influence des prises de position de députés en faveur de ses concurrents. Il atteint ainsi 61,4 % dans la 3^e circonscription de la Mayenne (nord de ce département limitrophe de la Sarthe) dont le député Yannick Favennec soutenait Alain Juppé, qui n'obtient lui que 19,7 % des voix. La domination du Sarthois est également des plus nettes dans la 7^e circonscription du Maine-et-Loire (nord-ouest de ce département lui aussi voisin de la Sarthe), avec 55,8 % contre 26,2 % pour Alain Juppé, pourtant appuyé localement par le député Marc Laffineur. On observe le même scénario dans le fief girondin d'Alain Juppé. Le maire de Bordeaux devance très nettement Nicolas Sarkozy (44 % contre 18,9 %) dans la 8^e circonscription détenue par Yves Foulon, député-maire d'Arcachon³⁰.

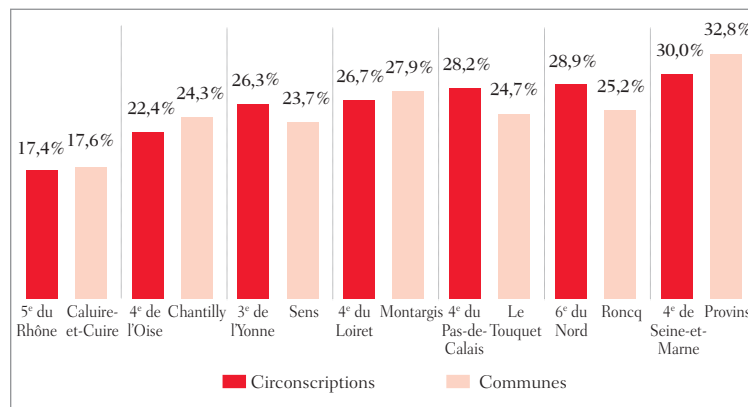
Le cas d'Yves Foulon est intéressant car il dispose d'un double mandat et son influence politique s'exerçait potentiellement à deux échelons géographiques distincts. Or il semble que son pouvoir de prescription a été un peu plus important au niveau de sa commune

30. On notera néanmoins que c'est dans cette circonscription qu'Alain Juppé obtient son moins bon résultat en Gironde, et qu'inversement Nicolas Sarkozy y atteint son meilleur score dans le département. L'effet du soutien du parlementaire a donc joué, mais de manière beaucoup moins puissante que l'effet de fief.

(Nicolas Sarkozy obtenant 22,3 % à Arcachon) qu'à l'échelle de sa circonscription (18,9 %), territoire plus vaste où son influence de député est moins nette que celle de maire sur sa propre commune. Deux autres soutiens de Nicolas Sarkozy ont également exercé un peu plus d'influence à l'échelle de leur commune que sur l'ensemble de leur circonscription. À Provins, ville de Christian Jacob, l'ancien président de la République rassemble 32,8 % des voix contre 30 % sur l'ensemble de la 4^e circonscription de Seine-et-Marne. Éric Woerth voit quant à lui son candidat obtenir 24,3 % dans sa ville de Chantilly, soit un niveau un peu plus élevé que dans sa circonscription (4^e de l'Oise) : 22,4 %.

Néanmoins, ce schéma n'est pas la règle et n'est pas observé dans tous les cas. Nicolas Sarkozy atteint par exemple un meilleur score dans la circonscription de Daniel Fasquelle qu'au Touquet. Il en est de même à Sens par rapport à la 3^e circonscription de l'Yonne, dont Marie-Louise Fort est députée-maire.

Le score de Nicolas Sarkozy dans certaines circonscriptions et villes dont le député-maire le soutenait



Si l'on considère non plus les députés-maires, mais les maires d'une manière générale, quelle a été leur influence? On a identifié 60 maires d'une ville moyenne ou petite ayant soutenu Nicolas Sarkozy (les communes rurales ont été exclues). Le pouvoir de prescription semble réel puisque, dans 44 cas sur 60, Nicolas Sarkozy a obtenu un score supérieur à sa moyenne nationale dans ces communes. Il y atteint ainsi en moyenne 26,5 % contre 20,7 % au plan national, soit une « prime » de 5,8 points, ce qui n'est pas négligeable. Cette prime est parfois nettement plus importante et lui permet de virer en tête dans 5 communes : à Biguglia en Haute-Corse, à Châteaurenard dans les Bouches-du-Rhône – ville de Bernard Reynès, soutien historique de Jean-François Copé ayant rallié Nicolas Sarkozy – ainsi que dans trois villes à fort vote FN : Freyming-Merlebach en Moselle, Agde dans l'Hérault et Calais, où Nicolas Sarkozy est au coude-à-coude avec François Fillon (36,6 % contre 36 %). Dans 28 autres communes sur cette liste de 60, il arrive en deuxième position et, dans 27 cas, à la troisième place. C'est le cas en particulier dans les villes aisées des Hauts-de-Seine (Chaville, Colombes, Rueil-Malmaison et Asnières-sur-Seine), où François Fillon mais aussi Alain Juppé obtiennent de bons scores, ou bien à Fresnay-sur-Sarthe, chef-lieu de canton du nord de la Sarthe où, en dépit du soutien de Fabienne Labrette-Ménager, Nicolas Sarkozy est écrasé par le « régional de l'étape » : 77,8 % pour François Fillon contre 9,5 % seulement pour l'ancien président.

Si, dans une minorité des cas évoqués, Nicolas Sarkozy n'a pas tiré bénéfice des soutiens de ces maires, le rendement électoral global de leur engagement à ses côtés a été plus élevé (gain de 5,8 points par rapport à la moyenne nationale) que le soutien des députés (gain de 1,9 point par rapport à sa moyenne dans l'ensemble des circonscriptions de droite et de 3,7 points par rapport à sa moyenne nationale).

On peut être étonné par l'influence qu'exercent les personnalités politiques sur l'électorat, et plus particulièrement par l'ampleur des fiefs de François Fillon et d'Alain Juppé, voire de Nicolas Sarkozy en Corse. Rien de tel ne prévaut dans les élections régionales, pour lesquelles l'aura d'un candidat connu se limite au proche voisinage de sa résidence, par exemple autour de Saint-Quentin pour Xavier Bertrand ou autour du Puy-en-Velay pour Laurent Wauquiez aux élections régionales de 2015. Une première explication a déjà été proposée : en l'absence d'une opposition partisane de gauche ou d'extrême droite, les électeurs de la droite et du centre sont plus libres d'exprimer leurs préférences pour le « local de l'étape », puisqu'elles ne risquent pas de nuire à leur parti. Mais une seconde raison a plus d'importance : la composition sociologique des votants de la primaire est très différente de celle des élections légales. Les retraités, les professions supérieures et les urbains y sont beaucoup mieux représentés que dans l'électorat national. Médecins, notaires, commerçants, fonctionnaires ou chefs de petites entreprises, ils sont plus informés, leurs réseaux sociaux sont plus étendus et ils constituent une « clientèle » électorale plus facilement mobilisable que l'ensemble du corps électoral.

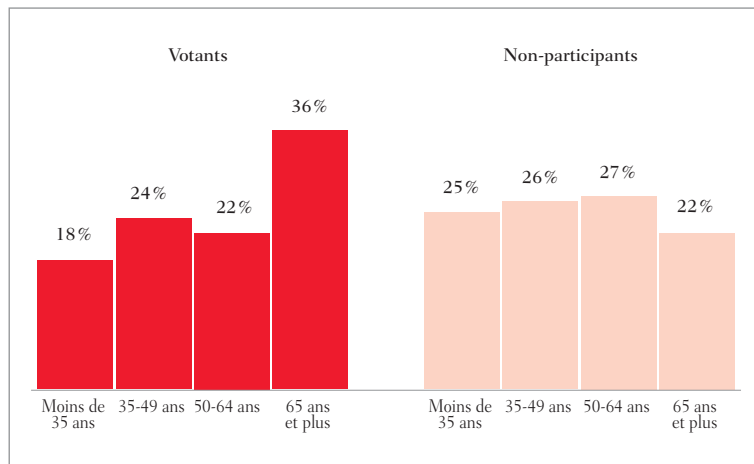
UN CORPS ÉLECTORAL INHABITUEL

La primaire du Parti socialiste en 2011 l'avait déjà montré, le profil des électeurs d'une primaire diffère assez sensiblement du corps électoral général. Cet exercice démocratique mobilise un public plus politisé et plus concerné par l'actualité. Ainsi, dans les enquêtes par sondage portant sur toute la population, les hommes représentent 47 % des non-participants, mais 58 % des participants.

DES ÉLECTEURS ÂGÉS

De même, comme le montrent les deux graphiques page suivante, les deux pyramides des âges diffèrent sensiblement. Au sein du corps électoral de la primaire, les personnes âgées de moins de 35 ans ne pèsent que 18 %, contre 25 % parmi les non-participants. À l'inverse, ceux qui ont dépassé 65 ans constituent 36 % des votants, contre seulement 22 % chez les non-participants. La nette surreprésentation de seniors explique notamment que les mesures de recul d'âge de départ à la retraite aient pu être annoncées par les différents candidats à la primaire sans risque majeur de rejet, ce qui sera sans doute différent lors de la campagne présidentielle.

La structure par âge des votants et des non-participants à la primaire



La présence nettement plus importante des seniors³¹ s'accompagne d'une surreprésentation des catégories supérieures. Les professions libérales, les cadres supérieurs ou les chefs d'entreprises et artisans ou commerçants ont ainsi compté pour 22 % des électeurs de la primaire, contre 14 % dans les rangs des non-participants. A contrario, les ouvriers et les employés, qui constituaient 29 % des non-participants, n'étaient que 18 % parmi les votants. Même constat en ce qui concerne les

31. Cette surreprésentation des seniors parmi les votants à la primaire par rapport au corps électoral global ne s'explique pas principalement par le fait que ce scrutin s'adressait aux électeurs de droite, à la moyenne d'âge plus élevée que le reste de la population. En effet, on retrouve au sein même des sympathisants des Républicains un différentiel de participation très marqué selon les générations. Les 65 ans et plus représentent ainsi 49 % des sympathisants LR ayant voté alors qu'ils ne pèsent que 28 % des sympathisants n'ayant pas participé à la primaire (soit près de 20 points de moins !). Le clivage générationnel a donc également puissamment fonctionné au sein même du « peuple de droite », les électeurs de droite en âge de travailler s'étant nettement moins mobilisés que leurs aînés à la retraite, ce qui n'est pas sans conséquences sur les attentes du corps électoral qui s'est exprimé.

chômeurs : 7 % chez les non-participants contre seulement 2 % parmi les votants.

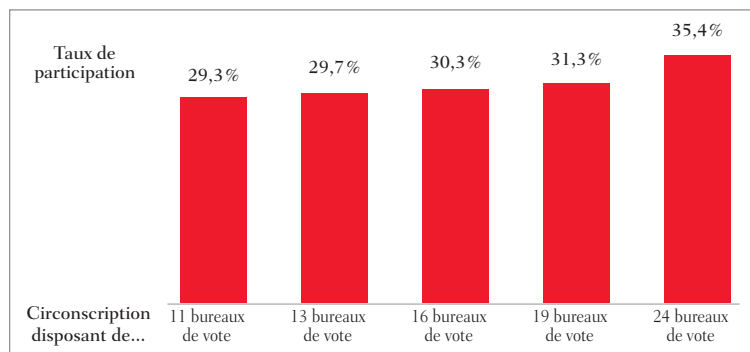
Cette sélection à l'allure censitaire s'observe également sur le plan du capital culturel. 33 % des non-participants ne possédaient pas le bac, soit 10 points de plus que parmi les votants. À l'autre extrémité du spectre, 26 % des votants étaient titulaires d'un diplôme du second ou du troisième cycle universitaire, contre seulement 16 % parmi les non-participants.

DES ÉLECTEURS URBAINS ET RICHES

Même si, comme nous l'avons vu, des électeurs de gauche et frontistes se sont invités à la primaire, ce sont les électeurs de la droite et du centre qui étaient conviés en priorité à ce scrutin. Les organisateurs de la primaire se sont de ce fait basés sur le nombre de voix obtenues au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 par François Bayrou, Nicolas Sarkozy et Nicolas Dupont-Aignan dans chacune des circonscriptions législatives pour déterminer le nombre de bureaux de vote qui serait attribué à chaque territoire. Si l'on retient ce périmètre électoral comme étant la cible potentielle de la primaire et que l'on compare ce total des voix de la droite et du centre du premier tour de 2012 au nombre de participants au premier tour de la primaire, on peut alors calculer un taux de participation « théorique ». Calculé sur la base des circonscriptions de métropole, ce taux s'établit à 31,7 %. Cela est certes élevé, mais ne doit pas être interprété comme le fait qu'un électeur sur trois des candidats de la droite et du centre de la présidentielle a effectivement voté à la primaire. En effet, on l'a dit, des

électeurs de gauche et lepénistes ont également participé à ce scrutin, ce qui a eu pour effet de gonfler ce taux de participation théorique³². Quelles que soient les limites de cet indicateur, il est néanmoins utile pour mesurer les disparités de la mobilisation sur le territoire et pour tenter d'en cerner les ressorts. Les différences sont en effet très marquées entre les circonscriptions. Les mieux nanties en bureaux de vote s'en étaient vu attribuer 24, compte tenu du nombre d'électeurs de la droite et du centre décomptés au premier tour de la présidentielle. Dans ces circonscriptions de droite et/ou très peuplées (et donc souvent plutôt urbaines), le taux de participation s'est établi en moyenne à 35,4 %. À l'inverse, il n'a été que de 29,3 % dans la strate de circonscriptions qui ne comptaient que 11 bureaux de vote, le pourcentage déclinant régulièrement mais assez faiblement en fonction du nombre de bureaux de vote attribués à la circonscription.

Un taux de participation plus important dans les circonscriptions disposant du plus grand nombre de bureaux de vote



32. D'après les données d'enquête de l'Ifop, le taux de participation « réel » serait de 22 % dans l'électorat de Nicolas Sarkozy et de 12 % dans celui de François Bayrou. Dit autrement, 78 % des électeurs de Nicolas Sarkozy du premier tour de 2012 n'ont pas participé à la primaire. La légitimité de la victoire de François Fillon est incontestable, mais il convient de rappeler que la majeure partie de l'électorat de droite ne s'est pas déplacé.

Le nombre de bureaux de vote affecté à chaque circonscription législative a certes donc eu une influence, mais son impact a été moins décisif que le degré d'urbanisation. Un très net clivage urbain/rural ressort en effet. À première vue, cela paraît la conséquence de la surreprésentation des classes supérieures et des diplômés dans les grandes villes mais, inversement, les retraités et les personnes âgées (qui ont eux aussi beaucoup voté) y sont sous-représentés.

Par-delà les effets de structure sociale, la participation à la primaire répond donc aussi à une logique spatiale. La distance par rapport à un bureau de vote ne pose pas de gros problèmes aux électeurs aisés. S'ils sont en ville, il se trouve en général assez proche de leur domicile. S'ils résident à la campagne, ils possèdent en général un véhicule et ont l'habitude de s'en servir pour les tâches de la vie courante. Mais ce schéma a sans doute été nettement différent s'agissant des personnes âgées (qui ont composé une part importante du corps électoral de la primaire et sont surreprésentées dans les zones rurales). En ville, leur participation à ce scrutin n'a été que peu entravée alors que dans les campagnes, leur moindre mobilité a sans doute dissuadé une partie d'entre eux de se rendre dans un bureau de vote éloigné de leur résidence. De la même façon, la plus grande accessibilité des bureaux de vote en milieu urbain a probablement permis de capter une clientèle électorale qui s'intéresse certes à la politique, mais n'était pas prête à parcourir une longue distance pour désigner un candidat de droite. Cet électorat moins impliqué que les noyaux militants et les plus politisés a manifestement fait davantage défaut dans les territoires ruraux, tirant la participation à la baisse.

La répartition territoriale de la proportion de votants de la primaire par rapport à l'ensemble des votants de droite et du centre au premier

tour de l'élection présidentielle de 2012 se caractérise ainsi par des différences considérables, comme le montre la figure 9. Dans les communes en bleu foncé, la participation tourne autour de 10 % ; dans celles en rouge vif et rouge foncé, elle dépasse 45 %. Les grandes villes apparaissent toutes en rouge vif ou en rouge foncé, donc avec une forte participation. On distingue nettement Nantes, Rennes, Lille, Reims, Strasbourg, Nancy, Besançon, Dijon, Lyon, Grenoble, Clermont, Poitiers, Toulouse. Cela demeure vrai pour des villes plus petites comme Narbonne, Carcassonne, Montauban, Niort, Limoges et beaucoup d'autres. En revanche, la participation baisse rapidement dès que l'on

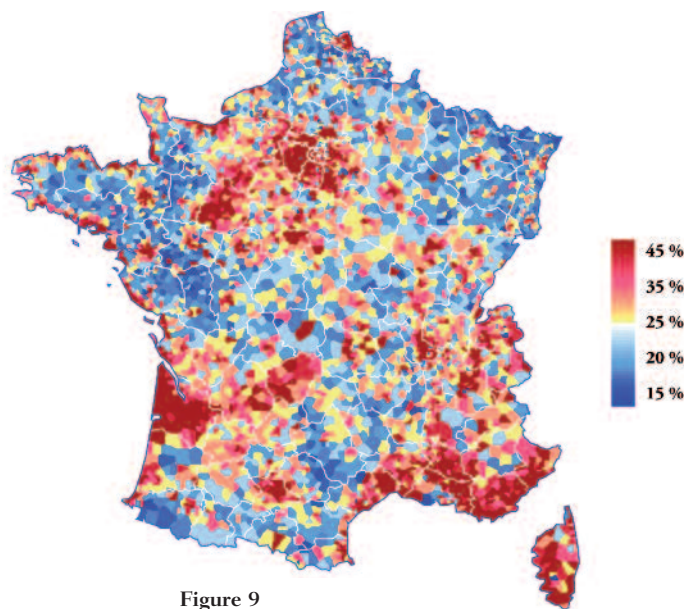


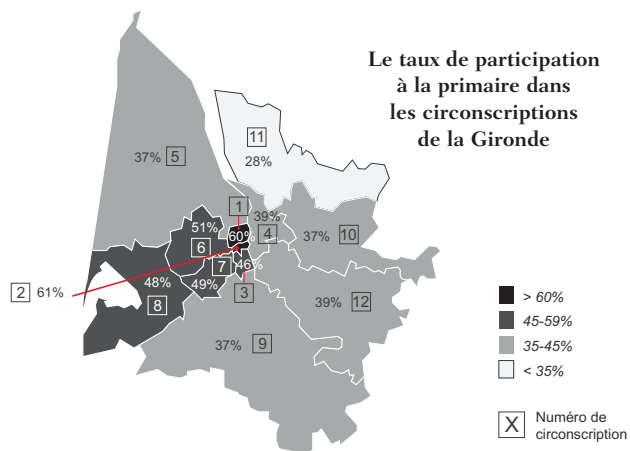
Figure 9
% de participation à la primaire de la droite et du centre
(rapport du nombre de votants à la primaire au nombre
de votants pour un candidat de droite au premier tour
de l'élection présidentielle de 2012)

s'éloigne des centres-villes. L'effet de fief qu'on a analysé plus haut est de plus faible ampleur. Pour François Fillon, il se limite à la Sarthe. Dès que l'on passe en Mayenne ou en Maine-et-Loire, le taux de participation chute. La situation est la même pour Alain Juppé en Gironde. Les ruraux béarnais, landais, vendéens et bretons ne se précipitent pas davantage vers les urnes que les Picards, les Alsaciens ou les Lorrains résidant loin des villes.

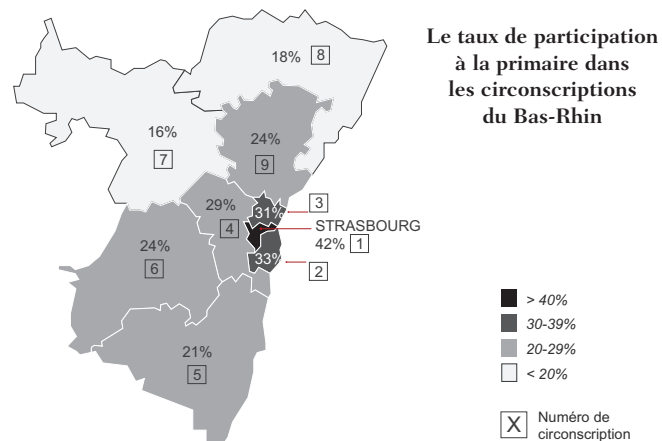
On trouve bien sûr quelques exceptions. Ainsi, tous les bureaux de vote de la Corrèze ont connu une forte affluence, Alain Juppé apparaissant sans doute comme la synthèse des deux figures tutélaires du département, le presque radical-socialiste Jacques Chirac et le social-démocrate François Hollande. Forte participation aussi dans une large bande sud-est s'élargissant de Donzère-Mondragon, à la limite de la Drôme provençale, jusqu'à englober pratiquement tout le Vaucluse et le Gard, puis la côte, de Perpignan à Nice. C'est très exactement la zone de force du FN, ce qui rend encore plus intéressante l'assez faible performance de Sarkozy dans les bureaux de vote qui s'y trouvaient. Mais l'un des aspects les plus intéressants de cette carte est la forte participation le long de presque toutes les côtes, atlantiques comme méditerranéennes. Un filet continu de bureaux à forte proportion de votants part d'Hendaye, poursuit par la côte aquitaine et le rivage vendéen, encadre toute la Bretagne et toute la Normandie et n'est interrompu en fin de parcours qu'entre les plages du Nord et du Pas-de-Calais. On observe le même filet large et continu le long de toute la côte méditerranéenne. Il est plus que vraisemblable que l'on tient ici l'électorat des personnes âgées jouissant d'un bon niveau de vie, celles-là mêmes qui étaient peu souvent au cœur des agglomérations, qu'elles avaient quittées à leur retraite. S'ajoutent des artisans et commerçants plus nombreux qu'ailleurs en cause de cette clientèle de retraités et du tourisme balnéaire.

LES EXEMPLES DE BORDEAUX, DE STRASBOURG
ET DE LA RÉGION PARISIENNE

Le cas de la Gironde montre très bien le contraste entre les circonscriptions bordelaises (1^{re} et 2^e très mobilisées), les circonscriptions recouvrant les communes de la Communauté urbaine (3^e, 4^e, 6^e et 7^e) avec une participation un peu moins importante, et les autres circonscriptions correspondant à des territoires périurbains ou ruraux où la primaire a encore moins fait recette.



L'exemple bordelais ne s'explique pas seulement par l'implantation d'Alain Juppé. La logique d'une participation décroissante à mesure que l'on s'éloigne du cœur des grandes agglomérations pour aller vers les périphéries puis le rural profond se répète un peu partout, comme le montre le cas du Bas-Rhin. Là aussi, la participation décline sensiblement à mesure que l'on s'éloigne de Strasbourg.



Les circonscriptions législatives permettent de bien déceler la différence entre les territoires ruraux et urbains, mais elles sont relativement opaques aux différences sociales. Il faut pénétrer à l'intérieur des agglomérations pour les observer, ce que l'on a fait sur la figure 10. Celle-ci montre le niveau de participation à la primaire dans toutes les communes d'Île-de-France. Les différences sont à nouveau très importantes, puisque l'on passe de moins de 25 % à plus de 60 % de votants en proportion des votes de droite au premier tour de la présidentielle de 2012. Elles n'obéissent pas à la logique centre/périphérie que laissait supposer la carte à grande échelle, mais à une logique socio-économique. En effet, cette carte ressemble à s'y méprendre à celle des revenus (figure 3). Plus le revenu médian est élevé, plus la participation s'est révélée importante.

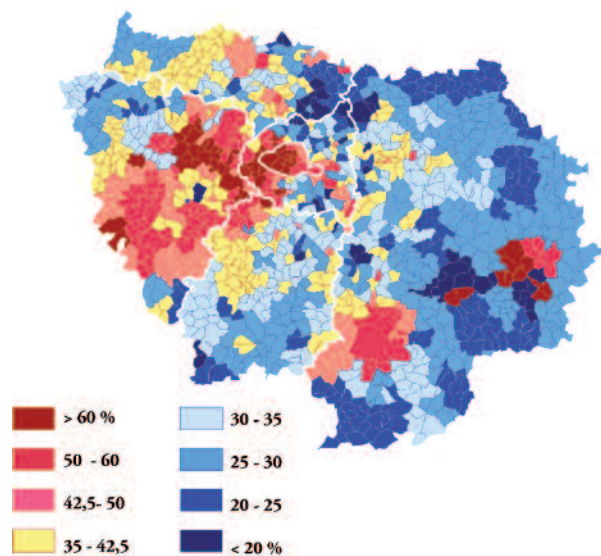


Figure 10
% de participation à la primaire de la droite et du centre
(rapport du nombre de votants à la primaire au nombre
de votants pour un candidat de droite au premier tour
de l'élection présidentielle de 2012)

Même les détails de la carte apportent de précieux renseignements. L'enclave très pauvre de Trappes au centre des Yvelines a aussi un très faible taux de participation, sans effet sur son voisinage. De même, en Seine-et-Marne, où la participation est presque partout faible sauf dans la poche de Fontainebleau, les deux villes importantes, Meaux et Melun, ont à la fois un revenu plus élevé et une participation plus forte que les communes qui les entourent, sans aucun effet d'entraînement sur elles, ce qui va dans le sens de la plus faible étendue des fiefs

constatée à l'échelle de la France entière. Comme toute règle sociale supporte des exceptions, l'une d'entre elles apparaît dans la même Seine-et-Marne à Provins et dans les communes voisines. Bien que le revenu médian soit faible, la participation a été forte et a débordé la seule ville de Provins. L'explication est simple. Le maire et député de Provins est Christian Jacob, chef de file des députés Les Républicains à l'Assemblée nationale et l'un des principaux soutiens de Nicolas Sarkozy. Le vote de Provins est donc un effet de fief. En outre, Christian Jacob est agriculteur, ce qui lui assure un bon réseau dans les communes rurales voisines de Provins, dont il a ainsi influencé la participation.

On observe un autre aspect intéressant à Paris. Alors que les différences de revenu sont importantes entre un centre et un ouest bien nantis et des arrondissements périphériques de l'est nettement plus pauvres, la participation est forte partout. Les 10^e, 11^e, 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements, bien que plus pauvres et acquis à la gauche, ont largement voté³³, et surtout pour Alain Juppé. Cette forte participation de l'est parisien en dépit d'un plus faible revenu moyen par habitant peut s'expliquer en partie par la densité élevée des bureaux de vote, mais aussi par la forte proportion de diplômés dans ces quartiers. C'est là la source vraisemblable du cliché d'un Alain Juppé candidat des bobos entretenu par des professionnels des médias et des sociologues qui habitent sans doute dans ces quartiers. La carte montre que ce cliché est l'arbre qui cache la forêt de la participation élevée des hauts revenus à la primaire de la droite.

33. La couleur politique de la circonscription ne semble donc pas avoir joué un rôle déterminant sur la participation à Paris, ni ailleurs en France. Au plan national, le taux de participation s'est en effet établi en moyenne à 32,8 % dans les circonscriptions ayant élu un député de droite et à peine un peu moins, 30,2 %, dans celles représentées par un député de gauche.

En comparant des paires de circonscriptions, on mesure mieux la combinaison des facteurs ayant influencé la participation. Prenons par exemple la 1^{re} circonscription de l'Hérault, détenue par la gauche, et la 1^{re} de l'Oise, acquise à la droite. On y a dénombré le même nombre d'électeurs de la droite et du centre au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 (22 192 dans la première et 22 155 dans la seconde). Elles disposaient toutes deux du même nombre de bureaux de vote (13). Logiquement, la circonscription picarde aurait dû voter un peu plus à la primaire car elle est détenue par la droite. Or, le taux de participation s'est établi à 37,5 % dans la circonscription héraultaise, soit deux fois plus que dans la 1^{re} circonscription de l'Oise (19,8 % seulement). Les déterminants géographiques et sociologiques ont creusé l'écart entre une circonscription correspondant au cœur de l'agglomération montpelliéraine et une autre périurbaine et rurale (cantons du Beauvaisis).

Une telle combinaison de facteurs explique également le différentiel de participation entre la 1^{re} circonscription de Haute-Garonne (centre de Toulouse, 37,8 % de participation) et la 2^e circonscription des Vosges (est des Vosges autour de Saint-Dié, 19,8 % de participation). Alors que le nombre de bureaux de vote était identique dans les deux circonscriptions (13 bureaux chacune), que la droite et le centre ont rassemblé exactement le même nombre d'électeurs dans ces deux territoires et que la circonscription vosgienne était détenue par la droite quand la circonscription toulousaine l'était par la gauche, le taux de participation s'est révélé près de deux fois supérieur dans cette dernière circonscription très urbaine à ce qu'il a été dans la circonscription vosgienne, correspondant à un espace très rural. Les 13 bureaux de vote de cette circonscription couvraient pas moins de 118 communes et un bureau de vote comptait à lui seul 32 communes rattachées.

On imagine que la distance à parcourir pour aller voter dans ce bureau a été beaucoup plus grande que pour les électeurs de l'hyper-centre de Toulouse, ce qui a eu un impact certain sur la participation. Dans ce bureau de vote vosgien (n° 211, situé sur la commune de Bruyère), le taux de participation a été seulement de 15,9 %, soit près de 4 points de moins que la moyenne, déjà basse, de la circonscription.

Dans certaines circonscriptions, les multiples facteurs influençant négativement la participation se sont combinés pour aboutir à un taux de votants très faible. Au plan national, les circonscriptions lanternes rouges sont toutes de gauche, avec le plus faible nombre de bureaux de vote (11), et correspondent toutes à des zones populaires périurbaines ou rurales, avec une forte proportion d'ouvriers et d'employés, comme le montre le tableau suivant.

Le profil politique et sociologique des circonscriptions où la participation a été la plus faible

Circonscriptions	% de participation	Nombre de bureaux	Étiquette du député	% d'ouvriers et d'employés*
10 ^e du Pas-de-Calais	15,7 %	11	gauche	33,4 %
16 ^e du Nord	15,4 %	11	gauche	35 %
8 ^e de Moselle	14,1 %	11	gauche	37,5 %
3 ^e du Pas-de-Calais	13,3 %	11	gauche	33,7 %
12 ^e du Pas-de-Calais	12,7 %	11	gauche	36 %
11 ^e du Pas-de-Calais	12,2 %	11	gauche	34,5 %

* 30,4 % en moyenne en France.

FRANÇOIS FILLON ET LES CATHOLIQUES

À peine connu le succès de François Fillon, ses causes géographiques, économiques et sociales ont été mentionnées, mais une autre cause a surtout retenu l'attention des commentateurs : le vote catholique. Ce vote n'avait plus fait parler de lui depuis qu'en son nom Christine Boutin avait plafonné à 1% des voix aux européennes de 2014. La baisse importante de la pratique religieuse expliquait aussi l'effacement de la question religieuse qui avait longtemps tarabusté la République. Fallait-il attribuer sa réapparition à François Fillon qui avait appuyé sur ce levier durant la campagne ou, plus profondément, à un tournant dans la place politique prise par la religion en réponse à la montée perçue de l'islam en France ? Fallait-il y voir l'influence de La Manif pour tous dont les ténors avaient appelé à soutenir François Fillon ? Ou bien s'agissait-il d'une illusion d'optique suscitée par la victoire imprévue de l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy ?

FRANÇOIS FILLON A FAIT SIGNE AUX CATHOLIQUES DE DROITE

Durant toute la campagne, et même avant, François Fillon a envoyé des messages aux catholiques de droite et pris position sur une série de thématiques qui touchent cet électorat. Si son image et son parcours

personnels (notable puis homme d'État issu d'une famille catholique de l'ouest de la France) ont permis une identification ou, du moins, une certaine proximité avec cet électorat, c'est bien la juxtaposition de ses prises de position sur des sujets touchant les différentes composantes de la droite catholique qui a constitué la clé de son impact sur ce public.

Le député de Paris a ainsi accordé une large place à la défense de la famille traditionnelle, sujet majeur dans l'électorat catholique de droite. Cela s'est traduit par sa promesse de revenir sur la loi Taubira en remplaçant l'adoption plénière par l'adoption simple pour les couples homosexuels de façon à restaurer le principe de la filiation d'origine. Ce faisant, François Fillon accédait à une des revendications de l'association Sens commun, qui l'a soutenu, et de La Manif pour tous³⁴. Mais ses prises de position sont allées au-delà du sujet sensible du mariage pour tous. Le député de Paris a manifesté une volonté de remettre à plat la politique familiale du gouvernement socialiste en supprimant la mise sous conditions de ressources des allocations familiales et en relevant le seuil du quotient familial. Sa volonté d'accorder une place centrale à la famille s'exprime nettement dans cet extrait du discours qu'il a prononcé à Lyon le 22 novembre : « Je remettrai la famille au cœur de toute politique publique. Pour moi, la famille c'est une valeur, pas une variable budgétaire et encore moins un sujet d'expérimentations sociales hasardeuses. » Pour François Fillon, il faut à tout prix défendre et protéger la famille traditionnelle

34. D'après une enquête Ifop pour Atlantico, 11 % des sympathisants des Républicains se déclarent « très proches des valeurs et des idées défendues par La Manif pour tous » et 25 % « assez proches ». Parmi les sympathisants qui sont très proches, et qui sont potentiellement en lien ou en contact avec ces réseaux, la mobilisation a été nettement plus forte que dans la moyenne de l'électorat de droite. 39 % d'entre eux déclarent avoir voté au second tour, contre 27 % des sympathisants LR en moyenne, et leur soutien à François Fillon a été massif : 87 % au second tour contre 75 % en moyenne dans l'électorat de droite (enquête réalisée du 21 au 23 novembre auprès d'un échantillon de 1 178 sympathisants LR extrait d'un échantillon national représentatif de 6 901 personnes).

car elle est à la fois le fondement de la société, mais aussi le lieu où se transmettent des valeurs fortes et où s'exercent des solidarités. Cette définition de la famille renvoie à celle qu'utilise Olivier Bobineau dans ce qu'il appelle la « civilisation paroissiale³⁵ », qui attache également de l'importance à la distinction entre le sacré et le profane. En critiquant une modernité qui promeut l'égalitarisme et qui nie une transcendance qu'il s'agit de restaurer, François Fillon s'est inscrit dans cette grille de lecture partagée par de nombreux catholiques. Soucieux d'entretenir un dialogue intellectuel avec le monde catholique, il a pris la peine de répondre rapidement et de manière argumentée à l'appel de la Conférence des évêques à « retrouver le sens du politique », alors qu'Alain Juppé n'a répondu que tardivement.

François Fillon a également abordé à de nombreuses reprises le sort des chrétiens d'Orient. Il s'est rendu plusieurs fois au Kurdistan irakien dans des camps de réfugiés de cette minorité et a participé en juin 2015 à Paris à un meeting en soutien à cette population. Si cette cause est moins fédératrice que la défense de la famille traditionnelle, elle est néanmoins chère à toute une partie de la France catholique. 67 % des catholiques pratiquants et 66 % des non-pratiquants étaient ainsi favorables en mai 2016 à l'accueil de chrétiens d'Orient³⁶. La proximité des catholiques avec cette population se lisait dans le fait que la propension à l'accueil était significativement plus élevée quand il s'agissait de chrétiens d'Orient que des migrants en général : 13 points de plus en faveur de l'accueil de cette minorité chez les catholiques pratiquants et 29 points de plus chez les non-pratiquants,

35. Olivier Bobineau, « Le succès de François Fillon illustre "la résistance d'une France paroissiale catholique" », *Le Monde*, 24 novembre 2016.

36. Sondage Ifop pour Atlantico réalisé par Internet du 30 avril au 4 mai 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 667 personnes.

majoritairement favorables à l'accueil des chrétiens d'Orient mais massivement opposés à l'accueil de migrants en général.

Si la ligne conservatrice et de droite décomplexée retenue par François Fillon a rencontré un écho dans les milieux catholiques de droite, c'est également parce qu'il a abordé sans fard la question de l'islam et de l'islamisme qui inquiète cet électorat. Les données de l'Ifop avaient montré que c'est dans ce segment électoral que le FN avait le plus progressé entre les élections départementales et les régionales de 2015. Il avait gagné 9 points parmi les catholiques pratiquants et 6 points chez les non-pratiquants alors qu'il reculait de 2 points auprès des sans religion. Se sentant minoritaires dans leur propre pays (la défaite de la mobilisation contre le mariage pour tous a renforcé cette perception), bon nombre de catholiques vivent avec inquiétude le développement et l'enracinement de l'islam en France, car cette religion est perçue par beaucoup comme démographiquement plus dynamique, et par certains comme conquérante. Le trouble profond suscité dans ces milieux par le meurtre du prêtre de Saint-Étienne-du-Rouvray par deux djihadistes est venu renforcer l'image menaçante de l'islam aux yeux de certains.

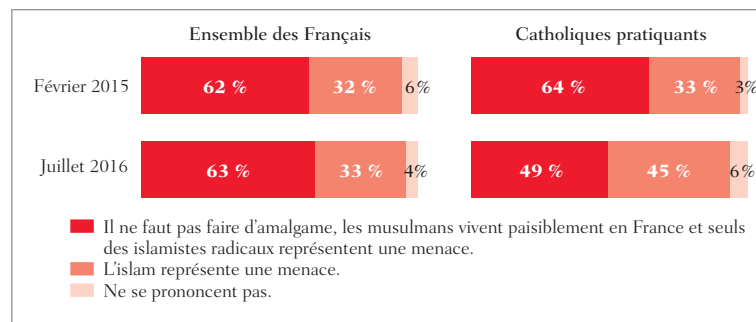
Au lendemain de cet attentat, la sécurité et la lutte contre le terrorisme apparaissent ainsi comme la priorité numéro un des Français avec 58 % de citations, loin devant le chômage qui ne recueille que 17 % de citations, mais cette focalisation sur l'enjeu sécuritaire est encore plus spectaculaire parmi les catholiques pratiquants avec 68 % de réponses sur l'item « la sécurité et la lutte contre le terrorisme », contre 12 % sur « la lutte contre le chômage »³⁷. Dans le même ordre d'idées,

37. Sondage Ifop pour Atlantico réalisé par Internet du 27 au 29 juillet 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 012 personnes.

l'adhésion à l'internement préventif des individus fichés « S », qui atteint pas moins de 74 % dans l'ensemble de la population, est encore davantage plébiscitée par les catholiques pratiquants, avec 84 % de réponses plutôt favorables.

À la suite des attentats de janvier 2015, les catholiques pratiquants, à l'instar de l'ensemble de la population française, refusaient l'amalgame pour environ deux tiers d'entre eux. Fait marquant, au lendemain des attaques de Nice et de Saint-Étienne-du-Rouvray, ce rapport de force n'a pas varié dans l'ensemble de la population française. Cependant, comme le montre le graphique suivant, cette stabilité ne se vérifie pas chez les catholiques pratiquants.

Le rapport des Français et des catholiques à l'islam en France



En un an et demi, et à la suite de multiples attaques, dont la dernière en date visait spécifiquement un représentant et des fidèles de l'Église, la proportion des catholiques pratiquants refusant l'amalgame entre les musulmans et les islamistes radicaux a reflué de 15 points quand, dans le même temps, la proportion de ceux qui considèrent l'islam comme une menace passait de 33 % à 45 %, cette

opinion faisant désormais quasiment jeu égal avec le refus de l'amalgame chez les catholiques pratiquants. Dans ce contexte, les prises de position de François Fillon sont apparues parfaitement en phase. Dans son livre *Vaincre le totalitarisme islamique*, il écrit : « Il n'y a pas de problème religieux en France. Il y a un problème lié à l'islam. » Dans la même veine, il a rappelé à de multiples reprises qu'il était opposé à l'adoption de nouvelles mesures plus strictes en matière de laïcité car elles auraient selon lui comme effet de brider l'expression des convictions religieuses, notamment celles des chrétiens. Ces derniers deviendraient en quelque sorte des victimes collatérales des tensions existant entre la République et une partie de la population musulmane. Cet argument a été reçu cinq sur cinq dans une large frange des milieux catholiques³⁸. De la même façon, le vainqueur de la primaire a affiché une ligne très dure et sans ambiguïté concernant l'attitude à adopter face aux djihadistes français combattant en Irak et en Syrie. Il a déclaré qu'il ferait en sorte que le plus grand nombre possible d'entre eux soient neutralisés sur place de manière à restreindre

38. À l'inverse, la position plus ouverte d'Alain Juppé a manifestement été bien perçue par une frange de l'électorat musulman (dont la majorité vote néanmoins à gauche). Ainsi, certains bureaux de vote correspondant à des quartiers ou des communes comptant une importante population originaire de pays musulmans ont massivement voté pour le promoteur de l'identité heureuse et des accommodements raisonnables avec l'islam. On peut également penser que le réflexe anti-Sarkozy, toujours très vivace parmi ces électeurs, a incité certains d'entre eux à participer à la primaire et à voter pour Alain Juppé. Ce dernier atteint ainsi des scores très nettement supérieurs à la moyenne (avec certes souvent une assez faible participation) dans les communes de banlieue ou dans les quartiers à forte population immigrée. La Seine-Saint-Denis est, avec 6 départements de son fief aquitain, l'un des seuls départements à l'avoir placé en tête au premier tour. Le maire de Bordeaux obtient 82,8 % à la Courneuve, 46,5 % à Saint-Denis, 42,7 % à Saint-Ouen, 42 % à Aubervilliers ou 39,8 % à Clichy-sous-Bois. Les scores sont également impressionnants dans des quartiers à très forte proportion d'habitants issus de l'immigration, avec par exemple 81,7 % dans le bureau situé rue Félix-Pyat dans le 3^e arrondissement de Marseille ou bien encore 75,4 % à Mantes-la-Jolie dans le bureau implanté dans le centre commercial de Mantes-2. On se souvient que les sarkozystes avaient raillé le déplacement d'Alain Juppé sur la dalle d'Argenteuil (lieu où Nicolas Sarkozy avait prononcé sa célèbre phrase sur les « racailles ») en arguant qu'il n'y avait pas d'électeurs de droite dans ce quartier. L'analyse des résultats détaillés montre que ce déplacement n'a sans doute pas été totalement vain puisque le maire de Bordeaux arrive en tête dans 4 des 9 bureaux de cette ville, avec des scores proches de 40 %.

au maximum le nombre de djihadistes revenant en France. François Fillon a donc tout fait pour être entendu par les catholiques de droite. Et il semble, au vu de certains résultats, qu'il ait réussi.

L'ÉLECTORAT CATHOLIQUE LR S'EST DAVANTAGE MOBILISÉ POUR FRANÇOIS FILLON

Les données de l'Ifop³⁹ montrent tout d'abord que l'électorat catholique pratiquant de droite, qui pèse environ 15 % de l'ensemble de l'électorat de droite, s'est nettement plus mobilisé que la moyenne des électeurs de droite au premier tour de cette primaire. Le comportement plus civique des catholiques pratiquants, régulièrement observé dans d'autres scrutins, s'est manifesté une nouvelle fois. Alors qu'en moyenne 27 % des sympathisants Les Républicains ont participé au premier tour de la primaire, cette proportion s'est établie à 36 % parmi les sympathisants des Républicains se déclarant catholiques pratiquants, contre seulement 28 % chez les sans religion et 24 % parmi les sympathisants LR se définissant comme catholiques non pratiquants. Autre enseignement de cette enquête, François Fillon s'est taillé la part du lion au sein de la composante catholique pratiquante des sympathisants Les Républicains. Comme le montre le tableau suivant, il atteint en effet le score élevé de 59 % dans ce segment.

39. Sondage Ifop pour Atlantico réalisé en ligne auprès d'un échantillon de 1 178 sympathisants des Républicains, extrait d'un échantillon national représentatif de 6 901 personnes interrogées du 21 au 23 novembre 2016.

Le vote au premier tour de la primaire selon la pratique religieuse des sympathisants Les Républicains

Candidats	Sympathisants Les Républicains	TOTAL catholiques	Catholiques pratiquants	Catholiques non pratiquants	Sans religion
François Fillon	51 %	51 %	59 %	48 %	51 %
Nicolas Sarkozy	27 %	28 %	27 %	28 %	21 %
Alain Juppé	19 %	18 %	11 %	21 %	24 %
Bruno Le Maire	2 %	2 %	1 %	2 %	2 %
Nathalie Kosciusko-Morizet	1 %	1 %	1 %	1 %	2 %
Jean-Frédéric Poisson	–	–	1 %	–	–
Jean-François Copé	–	–	–	–	–
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Mais trois constats doivent être émis à ce stade. D'une part, si ce score est massif, il faut souligner que François Fillon a recueilli 48 % parmi les sympathisants LR catholiques non pratiquants et 51 % parmi les sans religion. Le vainqueur de la primaire a donc bénéficié d'une prime de près de 10 points chez les pratiquants par rapport à la moyenne enregistrée dans l'ensemble des électeurs des Républicains. Mais il domine aussi largement ses concurrents dans tous les compartiments de l'électorat des Républicains, et plus particulièrement dans les rangs des catholiques pratiquants. Second constat, la composante catholique pratiquante de l'électorat de droite n'a pas voté de manière monolithique pour François Fillon, du moins au premier tour. D'après les enquêtes de l'Ifop, 27 % d'entre eux ont opté pour Nicolas Sarkozy et 11 % pour Alain Juppé. Dès avant les passes d'armes de l'entre-deux-tours, le maire de Bordeaux se trouvait donc en situation de faiblesse

particulière dans cette frange de l'électorat de droite. Enfin, troisième constat, les catholiques de droite pratiquants ont très peu voté pour le candidat du Parti chrétien-démocrate (PCD), Jean-Frédéric Poisson. Déjà, lors des élections européennes de 2014, les listes « Force vie » animées par Christine Boutin, dirigeante de ce parti, n'avaient pas rencontré les faveurs de cet électorat et avaient en moyenne obtenu seulement 1 % dans les circonscriptions où elles se présentaient⁴⁰. Si certains catholiques, et notamment des personnes impliquées dans le mouvement de La Manif pour tous, ont pu être tentés de voter pour Jean-Frédéric Poisson, il semble que la grande majorité d'entre eux a fait le choix du vote utile en optant pour un candidat en mesure de porter leurs valeurs et de répondre à une partie de leurs doléances une fois à l'Élysée⁴¹. Ainsi, à Versailles, bastion des catholiques conservateurs et haut lieu de mobilisation des réseaux proches de La Manif pour tous, Jean-Frédéric Poisson obtient des scores très supérieurs à sa moyenne nationale mais il ne franchit quasiment jamais la barre des 10 %, quand François Fillon atteint entre 52 % et 67 % dans les mêmes bureaux de vote au premier tour.

40. Voir à ce sujet Jérôme Fourquet, *Européennes 2014*, notes de la Fondation pour l'innovation politique sur les européennes de 2014, octobre 2014.

41. Ce dilemme a été bien perçu par Guillaume de Prémare, ancien dirigeant de La Manif pour tous et délégué général d'Ichtus, un institut catholique conservateur, qui déclarait : « La question de la stratégie était centrale. Vaut-il mieux peser 5 % à l'extérieur ou accepter un compromis à l'intérieur ? », *Le Monde*, 23 novembre 2016.

Les scores comparés de François Fillon et de Jean-Frédéric Poisson dans certains bureaux de vote versaillais

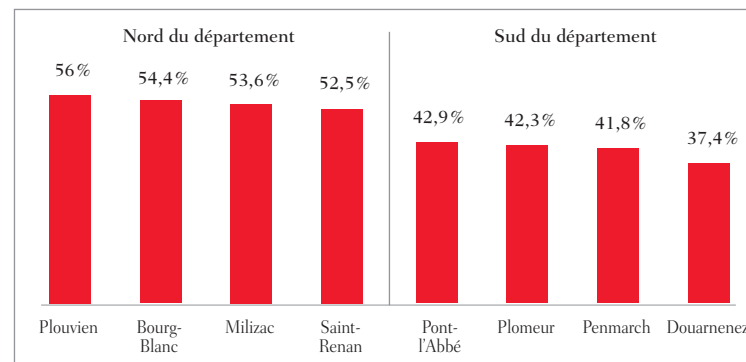
Bureaux	% de votes pour François Fillon au premier tour	% de votes pour Jean-Frédéric Poisson au premier tour
5 rue de Solférino	66,7 %	9,5 %
4 rue du Colonel-Bange	59,8 %	10,4 %
38 rue du Peintre Lebrun	57,5 %	6,2 %
2 rue des Petits Bois	56,5 %	7,5 %
29 rue Saint-Louis	56 %	9,9 %
Rue Saint-Michel	53,1 %	7,5 %
3 rue du Vieux-Versaillais	53,1 %	11 %
38 bis rue des Bourdonnais	51,6 %	7,8 %

Dans les deux bureaux de vote de Rambouillet, ville où le milieu catholique conservateur est également présent et dont Jean-Frédéric Poisson a été le maire (de 2004 à 2007) avant d'en devenir député, ce dernier obtient des scores plus élevés avec 11,1 % et 16,5 % des voix, mais François Fillon est néanmoins largement en tête avec respectivement 48,1 % et 45 % des suffrages. Dans d'autres communes très bourgeoises des Yvelines, mais à plus faible tradition catholique, le député de Paris atteint toujours des scores très élevés quand son concurrent du PCD ne recueille, lui, que très peu de suffrages : 57,3 % pour François Fillon contre 2,7 % pour Jean-Frédéric Poisson à Saint-Nom-la-Bretèche, 57,9 % contre 2,3 % au Vésinet ou bien encore 57,5 % contre 1,3 % à Croissy-sur-Seine.

UNE PRIME À FRANÇOIS FILLON DANS DES TERROIRS CATHOLIQUES

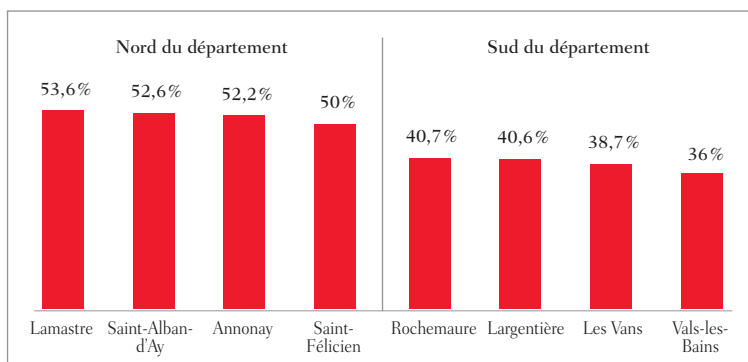
La prime dont a bénéficié François Fillon dans les places fortes de l'Église des Yvelines est également perceptible dans d'autres régions françaises. Les écarts entre les résultats de différents terroirs d'un même département renvoient en partie au degré de présence (ou de survivance) du catholicisme. Il en va ainsi par exemple dans le Finistère, où le député de Paris franchit au premier tour la barre des 50 % dans toute une série de bureaux de vote du Finistère nord et notamment du Léon, zone où la proportion de catholiques pratiquants est encore assez conséquente. Comme le montre le graphique suivant, les résultats, tout en restant significatifs, sont inférieurs dans le sud du département, et notamment en pays bigouden et en Cornouaille, relativement déchristianisés de longue date.

Le score de François Fillon au premier tour de la primaire dans certains bureaux de vote du Finistère



On constate le même phénomène dans la Manche, avec des scores souvent supérieurs à 50% dans le sud du département (Avranchin) : 62 % à Saint-Pois, 53,8 % à Mortain, 53,4 % à Saint-Hilaire-du-Harcouët ou bien encore 52,8 % à Brécey. Ce territoire de bocage aux confins de l'Orne, de la Mayenne et de l'Ille-et-Vilaine, qui fait figure de bastion catholique conservateur, a donc privilégié François Fillon quand, plus au nord, le Cotentin, plus déchristianisé, votait un peu moins pour lui : 41,8 % à Martinvast, 41,5 % à Beaumont-Hague, 40,5 % aux Pieux et 40,1 % à La Glacière⁴². Il en va de même en Ardèche, département dont André Siegfried avait mis en lumière le clivage religieux entre un nord catholique et un sud protestant ou déconfessionnalisé. Là aussi, des différences assez sensibles apparaissent entre les scores des bureaux de vote septentrionaux (Lamastre : 53,6 %, Annonay : 52,2 %) et ceux situés dans la moitié sud du département : 36 % à Vals-les-Bains et 38,7 % aux Vans.

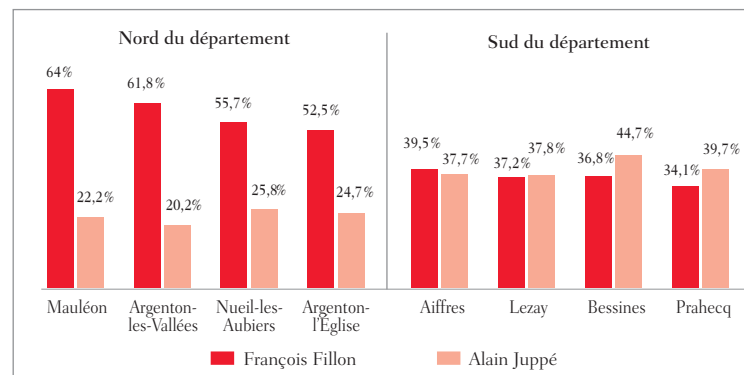
Le score de François Fillon au premier tour de la primaire dans certains bureaux de vote ardéchois



42. Cela dit, du fait de sa proximité plus grande avec la Sarthe, ce territoire du sud de la Manche a davantage ressenti l'effet de fief de François Fillon que le nord du Cotentin.

Dans le département des Deux-Sèvres, divisé également par une ligne de fracture historique toujours d'actualité⁴³ entre le bocage du nord, où la pratique catholique demeure encore assez vivace, et un sud plus déchristianisé, le contraste a été renforcé par le positionnement géographique du département situé aux confins des zones d'influence respectives des deux finalistes. Le nord du département est limitrophe des Pays de la Loire, fief de François Fillon, quand le sud des Deux-Sèvres et la région de Niort se trouvent dans la grande aire d'influence de la métropole bordelaise. Le poids de ces influences combiné à la fracture religieuse a abouti électoralement à un département coupé en deux. Au premier tour, François Fillon domine ainsi largement dans l'arrondissement de Bressuire au nord du département, alors que ses scores sont nettement moins élevés dans le sud déchristianisé, où Alain Juppé fait jeu égal avec lui, voire le devance dans certains bureaux de vote.

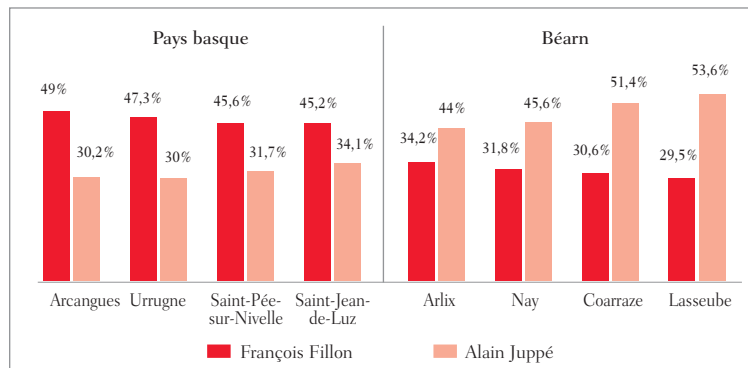
Le score de François Fillon et d'Alain Juppé au premier tour de la primaire dans certains bureaux de vote des Deux-Sèvres



43. Voir à ce sujet Jérôme Fourquet et Hervé Le Bras, *La Religion dévoilée. Une nouvelle géographie du catholicisme*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, avril 2014.

Les Pyrénées-Atlantiques constituent un dernier exemple intéressant, dans la mesure où, bien qu'affichant encore une pratique du catholicisme parmi les plus élevées de France, le vote Fillon n'a pas été aussi fort que ce degré de pratique le laissait penser. Le fait qu'il s'agisse d'un département aquitain dans lequel l'effet régional a pu jouer en faveur du maire de Bordeaux et au détriment du député de Paris constitue un premier élément d'explication. Les deux hommes font quasiment jeu égal dans ce département : 39,7 % pour François Fillon contre 37,8 % pour Alain Juppé. Mais l'observation de la carte fait ressortir que la répartition très équilibrée de ces voix s'est faite en bonne partie sur une logique géographique. Sauf exception, François Fillon domine sur la côte et dans le Pays basque, quand son rival vire en tête dans le Béarn, comme le montre le graphique suivant.

Le score de François Fillon et d'Alain Juppé au premier tour de la primaire dans certains bureaux de vote des Pyrénées-Atlantiques



On devine ici le poids d'un autre facteur local : l'influence de François Bayrou, maire de Pau et élu béarnais de longue date, qui de surcroît avait franchement pris parti pour Alain Juppé.

Si ces terroirs catholiques ont offert une prime à François Fillon, ce dernier a également rencontré un écho en Alsace, mais cette fois dans les territoires marqués par une présence luthérienne. Il obtient ainsi dans le nord-ouest du Bas-Rhin 61,9 % à Drulingen, 59,6 % à La Petite-Pierre, 54,4 % à Sarre-Union et 49,6 % à Bouxwiller. Les autres régions de tradition protestantes (mais calvinistes) comme certains terroirs de la Drôme ou les Cévennes, par exemple, n'ont pas rejeté François Fillon mais ne lui ont manifestement pas accordé un soutien aussi appuyé que les zones catholiques ou luthériennes. Le député de Paris obtient ainsi 46,7 % à Saint-Jean-du-Gard, 43,2 % à Anduze ou bien encore 42,8 % à Saint-Hippolyte-du-Fort dans le département du Gard.

UNE COMPARAISON GÉNÉRALE DE LA PRATIQUE CATHOLIQUE ET DU VOTE POUR FRANÇOIS FILLON

On sait qu'une hirondelle ne fait pas le printemps. Pour significatifs qu'ils soient, les résultats que nous venons d'évoquer sont des coups de sonde au milieu de 10 000 bureaux de vote. En les commentant, on a pu constater qu'ils sont perturbés par d'autres facteurs : la présence de François Bayrou à la mairie de Pau dans le cas des Pyrénées-Atlantiques, la proximité du fief sarthois de François Fillon dans le cas du sud de la Manche, la concurrence entre les fiefs de François Fillon et d'Alain Juppé dans le cas des Deux-Sèvres. Quant à la Cornouaille, la pratique religieuse y est à peine inférieure à celle du pays de Léon, mais c'est une terre de gauche tandis que le Léon, qui était qualifié par André Siegfried de « démocratie cléricale », vote traditionnellement à droite. Pour savoir si l'inclination que les

catholiques pratiquants éprouvent pour François Fillon a un caractère général indépendamment des facteurs qui viennent d'être mentionnés, le seul moyen est de confronter les votes de tous les bureaux en sa faveur au niveau de la pratique religieuse régulière dans leur périmètre. Deux types de données détaillées sur la religion sont disponibles : la grande enquête sur la pratique religieuse menée en 1965 dans toutes les paroisses rurales et l'échantillon de l'Ifop regroupant 54000 réponses à la question de l'appartenance religieuse en 2012.

LE VOTE FILLON ET LA TRADITION RELIGIEUSE

L'enquête de 1965 est un excellent marqueur de la tradition religieuse de longue durée en France. Ses résultats au niveau départemental sont en effet très proches de ceux du recensement de 1872, seul recensement français à avoir posé la question de la religion, ou bien de la proportion des ordinations par département connue depuis le milieu du XIX^e siècle. Ils concordent même très bien avec une donnée précise et plus ancienne, la proportion de prêtres ayant refusé de prêter serment à la Constitution civile du clergé en 1791, qui est connue à un niveau fin correspondant aux arrondissements (environ quatre par départements). L'enquête de 1965 a été effectuée dans toutes les paroisses de la France rurale. Les curés ont compté l'assistance à la messe dominicale pendant un an et la présence à la messe pascale. L'ensemble des résultats comparés à la population adulte des communes où se trouvaient les paroisses a fourni un pourcentage de pratiquants réguliers (les « messalisants ») et de pratiquants occasionnels (les « pascalisants »). Les résultats ont été totalisés par canton.

Comme les bureaux de vote de la primaire peuvent aussi être regroupés par cantons, il est possible de comparer les pourcentages obtenus par François Fillon à ceux des messalisants dans près de 3000 cantons. Si la candidature Fillon a attiré les catholiques pratiquants de droite, les pourcentages de François Fillon doivent être calculés à partir de l'électorat potentiel de droite (les votants en faveur de François Bayrou, Nicolas Sarkozy et Nicolas Dupont-Aignan en 2012), et non en fonction de la proportion des suffrages exprimés en faveur de François Fillon, qui mesure seulement son attrait relativement aux autres candidats de la primaire.

Les figures 11a et 11b comparent la répartition par canton des votes Fillon à celle de la pratique religieuse (les messalisants en 1965). La répartition des pourcentages obtenus par François Fillon par rapport au potentiel de la droite est un peu différente de celle obtenue par rapport à ses pourcentages parmi les votants de la primaire, car elle est pondérée par l'importance de la participation. Les côtes où la participation a été plus élevée sont visibles et l'intérieur de l'Ouest, la Sarthe mise à part, retrouve le niveau faible des autres régions rurales. Mais ce qui frappe au premier coup d'œil est la différence entre cette carte et celle des messalisants de 1965. Dit autrement, il n'y a pas de rapport entre la pratique religieuse et le vote pour François Fillon. Le coefficient de corrélation calculé sur l'ensemble des cantons est d'ailleurs de -0,073, donc très faible et en sens contraire de ce qui était attendu. Dans les départements où ont été choisis les exemples proposés plus haut, quand on prend en compte tous les cantons, les corrélations soit disparaissent (-0,064 dans les Pyrénées-Atlantiques, 0,03 dans le Finistère), soit sont significativement négatives, indiquant que François Fillon a glané plus de voix à droite là où la pratique religieuse était plus faible (-0,277 en Ardèche et -0,563 dans la Manche).

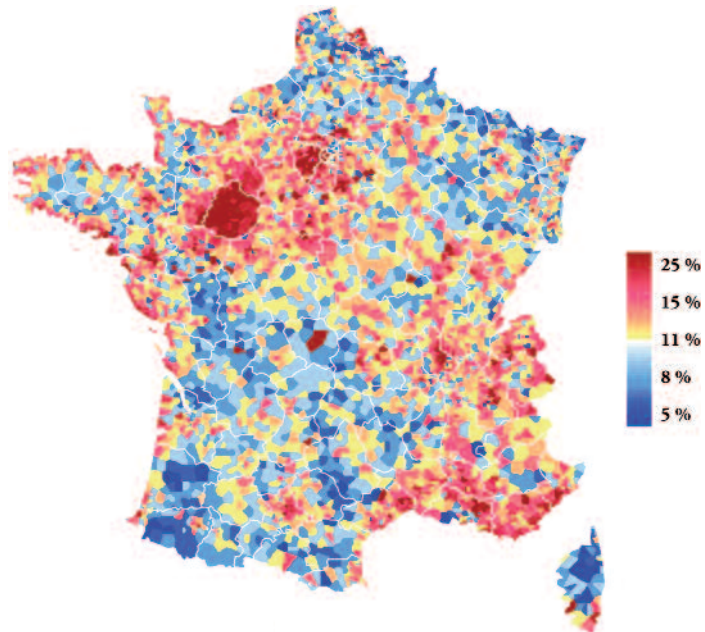


Figure 11a
Rapport du nombre de votants pour François Fillon
au premier tour de la primaire au nombre de
votants pour un candidat de droite au premier
tour de la présidentielle de 2012 (en %)

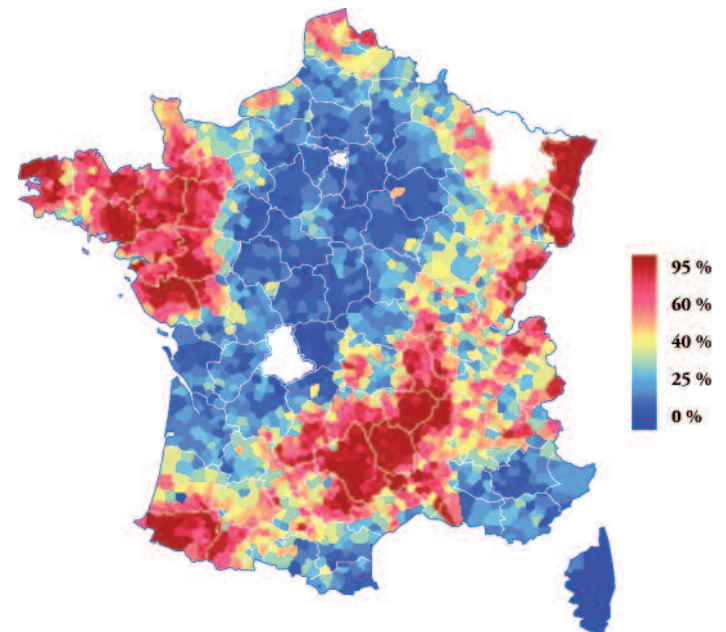


Figure 11b
% d'adultes catholiques pratiquants
(messalisants) dans l'enquête de 1965
(en blanc, les départements non couverts)

Plus généralement, dans les départements voisins de la Sarthe (Orne, Mayenne, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire et Indre-et-Loire), la pratique augmente en allant vers l'ouest tandis que l'effet du fief sarthois s'atténue. Au contraire, en allant vers l'est (Eure-et-Loir, Loir-et-Cher), la pratique religieuse diminue de pair avec l'éloignement de l'épicentre sarthois de Sablé. Les figures 12a et 12b, qui zooment les précédentes sur la Sarthe et ses voisins, illustrent le mécanisme précédent, qui est seulement la conséquence de la confrontation de deux structures, l'une polaire, l'autre linéaire – « polaire » signifiant que la fréquence diminue régulièrement à partir d'un centre (en l'occurrence, Sablé), « linéaire » signifiant que la fréquence est à peu près la même dans la direction verticale, mais diminue fortement en allant vers l'est dans la direction horizontale.

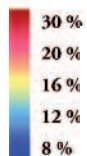
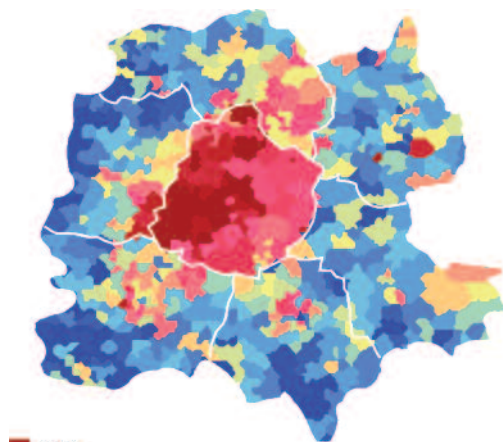


Figure 12a
Rapport du nombre de votants pour François Fillon au premier tour de la primaire au nombre de votants pour un candidat de droite au premier tour de la présidentielle de 2012 (en %) dans la Sarthe et les départements voisins

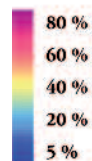
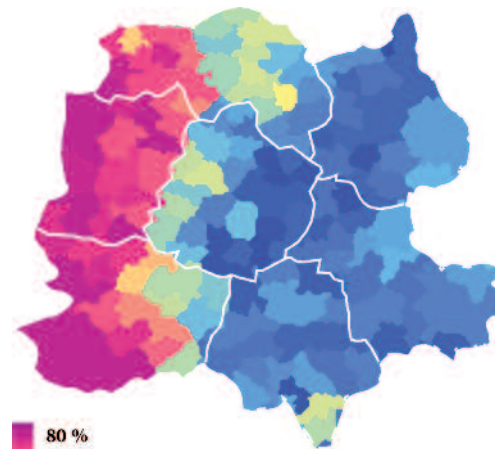


Figure 12b
% de messalisants dans la Sarthe et les départements voisins dans l'enquête de 1965

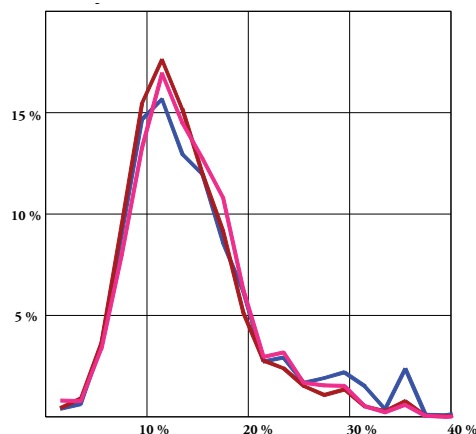
LE VOTE FILLON ET LA PRATIQUE RÉCENTE DU CATHOLICISME

Les données récentes sont-elles susceptibles de remettre en cause l'absence de lien entre l'importance du vote Fillon et l'emprise de la religion catholique qui vient d'être prouvée avec l'enquête de 1965 sur les messalisants ? Ces données proviennent d'enquêtes de l'Ifop menées en 2012, au cours desquelles une question identique a été posée sur la religion ventilée en sept catégories : catholique pratiquant, catholique non pratiquant, protestant, juif, musulman, autre, sans religion. La commune de résidence de la personne objet de l'enquête était connue.

En mettant bout à bout ces enquêtes, on a constitué une base de données comptant 3 900 catholiques pratiquants, 12 800 non-pratiquants et 8 500 sans religion⁴⁴.

La cartographie de ces données à l'aide de méthodes de lissage a montré un bon accord avec l'enquête de 1965 dans ses grandes masses (le département moyen contenait seulement 40 catholiques pratiquants, ce qui ne permettait pas de descendre à une échelle fine). La seule nouveauté était un retour de la pratique religieuse dans les communes aisées de la région parisienne, fait qui a son importance, comme on va bientôt le voir.

Figure 13
Répartition (%) des catholiques pratiquants (bleu), non pratiquants (brun) et des personnes sans religion (rose) selon le % de participation à la primaire dans les communes de leur bureau de vote



Participation à la primaire : nombre de votants pour François Fillon rapporté au nombre de votants de droite au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 (%)

44. Ces données ont été analysées dans l'ouvrage *La Religion dévoilée*, op. cit.

Pour comparer ces informations sur la pratique religieuse avec le pourcentage d'électeurs de droite ayant voté pour Fillon, la méthode utilisée avec l'enquête de 1965 n'est plus praticable, vu le nombre relativement restreint d'observations. On peut cependant faire abstraction de la géographie en construisant la répartition des catholiques pratiquants, non pratiquants et des sans religion par niveau de vote en faveur de François Fillon. La figure 13 montre comment se répartissent les trois catégories selon leur vote pour François Fillon réparti en 20 classes, de 0-2 % à 38-40 % par pas de 2 %. Les trois répartitions sont étonnamment voisines. Leurs moyennes sont respectivement de 13,5 %, 12,4 % et 12,8 %⁴⁵. On aboutit donc au même constat qu'à propos de l'enquête de 1965. François Fillon n'a pas exercé d'attraction particulière sur l'électorat catholique dans son ensemble. Bien que les trois répartitions de la figure 13 soient assez régulières, on remarque un rebond des catholiques pratiquants pour des valeurs élevées du vote en faveur de François Fillon (entre 34 et 36 % de l'électorat de droite). Ces valeurs sont pour la plupart observées à Paris et à l'ouest de Paris. Si l'on ôte de l'échantillon de l'Ifop les personnes résidant dans Paris, les Hauts-de-Seine ou les Yvelines, les scores moyens des trois groupes baissent à 11,8% pour les catholiques pratiquants, 11,5 % pour les non-pratiquants et 11,9 % pour les personnes sans religion. Ainsi, en dehors de l'ouest de la capitale, il n'existe plus aucune différence entre le vote des catholiques pratiquants et celui des personnes sans religion.

45. Les écarts types sont aussi voisins autour de 6,5 %. Dès lors, l'écart de 1,1 % entre les catholiques pratiquants et les sans religion ne compte que pour 1 % de la variabilité (mesurée par la variance totale).

LES CATHOLIQUES LR ET LES AUTRES CATHOLIQUES

Comment concilier les dernières analyses, où toute différence disparaît entre catholiques et personnes sans religion, avec les différences assez nettes trouvées dans le sondage de l'Ifop sur le vote des sympathisants des Républicains selon leur affiliation religieuse ? On peut d'abord penser que le résultat serait différent si, au lieu de la proportion d'électeurs de droite en 2012, on partait de la proportion de votants à la primaire. C'est une fausse piste. Les résultats sont pratiquement les mêmes. En revanche, la faille réside dans le fait que les catholiques sympathisants des Républicains ne représentent qu'une fraction de tous les catholiques. L'échantillon de l'Ifop et les messalisants comprennent des catholiques de gauche. Ils comprennent aussi des catholiques proches du FN, et surtout des catholiques du centre qui est l'héritier du MRP, le mouvement démocrate-chrétien français qui a connu son heure de gloire sous la IV^e République, en s'appuyant notamment sur les JOC et JAC, la Jeunesse ouvrière chrétienne et la Jeunesse agricole catholique. Leurs valeurs et un certain progressisme qui les animait étaient aux antipodes des positions conservatrices prises par François Fillon. Leurs héritiers ne se sont sans doute pas mieux reconnus dans Nicolas Sarkozy ou dans Alain Juppé. Il est vraisemblable qu'ils n'aient pas participé à la primaire, ou moins participé que les catholiques de droite.

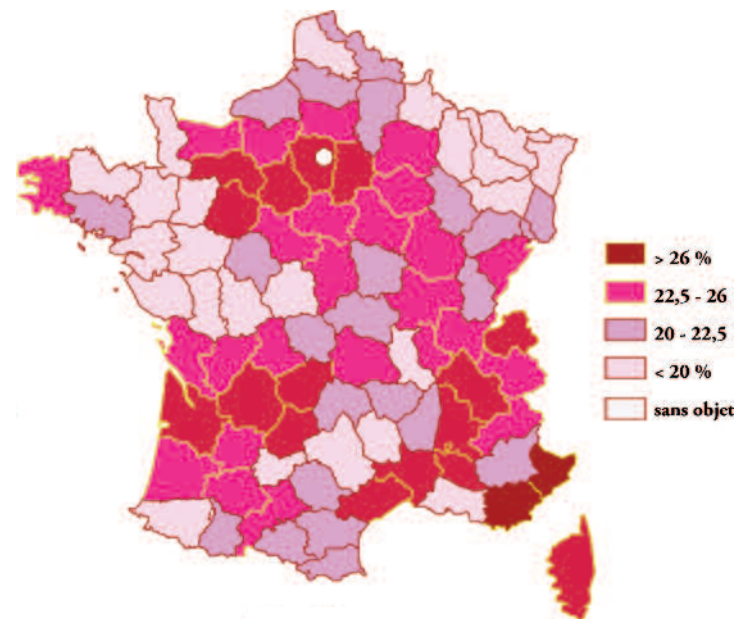


Figure 14
Participation à la primaire de droite dans les bureaux de vote des communes les plus rurales (votants en % des votants de droite au premier tour de la présidentielle de 2012)

Un indice va dans le sens de cette explication. Quand on cartographie le niveau de participation des bureaux de vote situés dans les plus petites communes, les départements les plus catholiques arrivent presque tous en queue de peloton (*figure 14*). Les lignes de fracture entre le Grand Ouest et le bassin parisien ou entre la Champagne et la Lorraine sont très visibles, ainsi que la présence des départements les plus catholiques du sud (de la Loire à l'Aveyron et aux Pyrénées-Atlantiques). Au fond, les différences au sein de l'électorat

catholique répliquent les différences dans tout l'électorat et aussi à l'intérieur de l'électorat de droite, mais avec des pondérations particulières : plus faible proportion de catholiques à gauche que la moyenne, plus forte au centre et sans doute intermédiaire chez les Républicains. En tout état de cause, l'idée selon laquelle la victoire de François Fillon serait due à une surmobilisation de tout le monde catholique ne tient pas la route. Il a en revanche été nettement soutenu par les milieux catholiques de droite, mais ces derniers sont minoritaires, y compris dans l'électorat de droite. De surcroît, le député de Paris a également dominé ses rivaux dans les autres composantes de l'électorat de droite, de telle sorte que le soutien des « cathos de droite » a amplifié sa victoire mais ne l'a pas créée.

LE SECOND TOUR AMPLIFIE LA DYNAMIQUE FILLON

DES VARIATIONS DE PARTICIPATION
ENTRE LE PREMIER ET LE SECOND TOUR
CONTRASTÉES SELON LES RÉGIONS

Comme ce fut le cas lors de la primaire du Parti socialiste en 2011, le second tour de la primaire de la droite et du centre enregistre une légère hausse de la participation, le nombre de votants passant de 4 272 880 à 4 380 377 en une semaine, soit 2,5 % de plus. Les variations de la participation sont cependant plus importantes et plus contrastées au niveau local, comme le montre la figure 15. Près d'un tiers des bureaux de vote a enregistré une baisse pouvant aller jusqu'à 10 %, tandis que la hausse a parfois dépassé 15 % dans les autres. La répartition des baisses se calque sur celle des scores élevés de Nicolas Sarkozy, donc aussi sur les régions où le FN obtient ses meilleurs scores. Les fiefs sarkozystes sont les plus touchés par la baisse : la Corse, les Alpes-Maritimes (Éric Ciotti et Christian Estrosi), la Haute-Loire (Laurent Wauquiez), le Nord (Gérald Darmanin), Marseille (Jean-Claude Gaudin). La mauvaise humeur des lieutenants de l'ancien président de la République et les protestations de ses plus fidèles supporters n'étaient donc pas simulées. Sur les deux tiers restants du territoire, la hausse a été assez générale mais en dessinant un clivage est/ouest assez marqué. Elle a culminé dans les campagnes de la Sarthe et, en règle générale, a été plus élevée dans les communes rurales que dans les villes importantes.

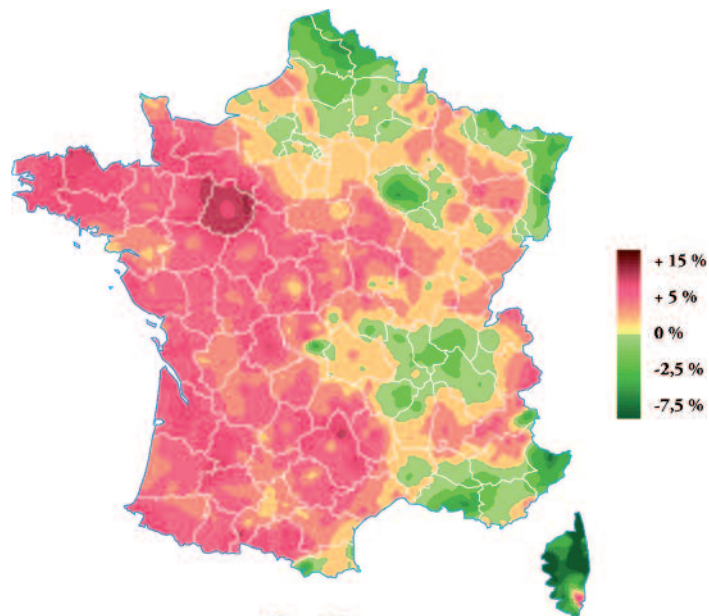
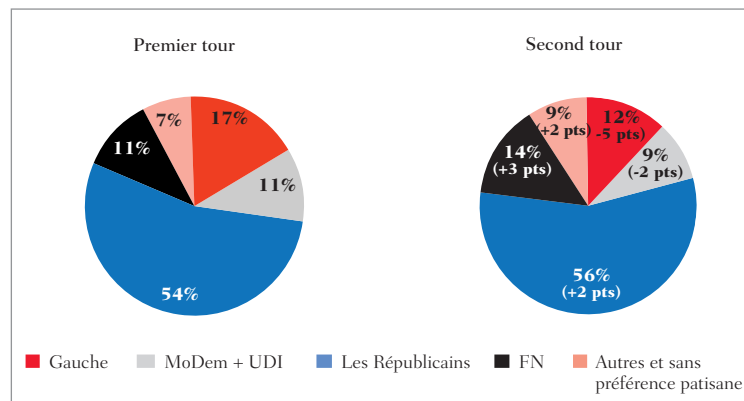


Figure 15
% de variation de la participation entre les deux tours de la primaire de la droite

Les résultats du premier tour et la campagne de l'entre-deux-tours ont donc eu des effets contrastés sur les différents segments électoraux. Comme le montre le graphique ci-contre, la proportion de sympathisants de gauche a en effet reflué d'un tour à l'autre en passant de 17 % à 12 % des votants.

La proximité politique des électeurs du premier et du second tour de la primaire



Le poids de l'électorat centriste a lui aussi un peu baissé, tandis que la proportion de sympathisants des Républicains (56 %, +2 points) et frontistes (14 %, +3 points) augmentait. Tout se passe comme si, l'élimination de Nicolas Sarkozy étant actée, une frange de l'électorat de gauche qui s'était principalement mobilisée pour lui barrer la route avait décidé de ne plus se mêler de ce scrutin. Le même phénomène s'observe avec une intensité moindre parmi les sympathisants centristes. Il semble donc que la campagne d'entre-deux-tours d'Alain Juppé attaquant son adversaire sur l'IVG et la casse du modèle social n'ait pas permis de maintenir le degré de mobilisation de la gauche et du centre, et encore moins de susciter un sursaut supplémentaire dans cet électorat, condition *sine qua non* pour revenir au score sur François Fillon. Et l'on peut penser qu'à l'inverse l'orientation de cette campagne s'adressant d'abord aux électeurs de gauche et du centre a eu comme effet d'accroître la détermination et la mobilisation de l'électorat de droite et des sympathisants frontistes, mais... contre Alain Juppé.

Le choix de l'angle d'attaque d'Alain Juppé comme la déclaration de Nicolas Sarkozy le soir du premier tour reconnaissant la grande proximité idéologique de son programme avec celui de François Fillon ont permis de très bons reports de l'électorat sarkozyste sur le député de Paris⁴⁶. Le propos d'une fidèle sarkozyste interrogée par *Le Monde* dans un village du Mercantour l'illustre : « Juppé est trop gentil pour régler la question de l'envahissement du pays par les migrants qui viennent dans nos vallées depuis l'Italie. On ne peut pas s'occuper d'eux, les Français vont déjà tellement mal. Fillon sera plus ferme⁴⁷. »

LA PROGRESSION DE FRANÇOIS FILLON ENTRE LES DEUX TOURS

À première vue, la progression de François Fillon entre les deux tours est homogène. La répartition de ses résultats au second tour face à Alain Juppé (*figure 16*) ressemble beaucoup à celle du premier tour (*figure 6a*), à ceci près que ses pourcentages y sont plus élevés de 20 %. Cependant, en comparant plus précisément les résultats des deux tours, on constate que François Fillon semble avoir progressé plus nettement dans la France de l'Est et du Nord-est que dans celle de l'Ouest et du Sud-Ouest, ce qui est assez logique. A priori, c'est en effet dans les fiefs sarkozystes que François Fillon a pu renforcer ses scores : avec des hausses de plus de 40 points en Corse, et comprises entre 30 et 40 points dans les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône, le

46. Même si, on l'a vu, c'est dans les fiefs sarkozystes que la participation recule le plus. Ceci n'est pas contradictoire. Une frange de l'électorat sarkozyste s'est abstenue au second tour (faisant reculer la participation) mais la grande majorité a basculé sur François Fillon lui offrant ses meilleures progressions nationales dans les bastions sarkozystes.

47. « Dans l'arrière-pays niçois, "Juppé est trop gentil" », *Le Monde*, 25 novembre 2016.

Vaucluse, le Gard, l'Aude, les Pyrénées-Orientales et, plus au nord, la Haute-Marne et l'Aube. À cette liste s'ajoutent l'Eure et la Haute-Saône, les deux départements qui avaient le plus voté au premier tour pour Bruno Le Maire, lequel avait également appelé à voter pour François Fillon.

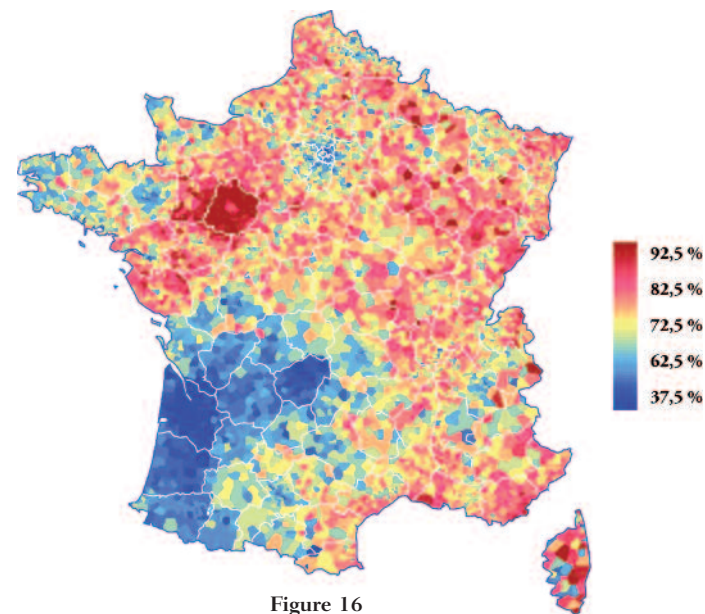


Figure 16
% de suffrages en faveur de François Fillon
au second tour de la primaire de la droite

La séparation des zones d'influence des deux candidats est particulièrement nette compte tenu de la localisation de leurs épïcêtres (Sablé et Bordeaux). L'ancienne région Poitou-Charentes est le champ d'affrontement où se heurtent ces deux plaques tectoniques. Un zoom (*figure 17*) sur la ligne de faille montre que François Fillon s'est imposé assez nettement dans ses quatre départements, mais c'est

dans les Deux-Sèvres que son avance est la plus importante (65,8 %), et notamment dans la partie septentrionale de ce département, avec des scores de plus de 80 % à proximité des Pays de la Loire. Si un phénomène de contagion à partir des deux régions-fiefs a fonctionné, les limites régionales ressortent très nettement entre la Vendée, où François Fillon dépasse quasiment partout les 75 %⁴⁸, et le sud des Deux-Sèvres et le nord de la Charente-Maritime. À l'autre extrémité de l'ancienne région, le bleu foncé, signe d'un fort vote Juppé, domine dans l'extrême sud de la Charente et de la Charente-Maritime, mais à partir de Royan (qui est séparée du fief juppéiste par l'estuaire de la Gironde), le Sarthois reprend l'avantage. Les villes grandes ou moyennes se singularisent. Au nord-ouest, on distingue ainsi l'agglomération nantaise teintée en bleu-vert, et La Roche-sur-Yon, bastion de la gauche vendéenne qui a un peu moins voté François Fillon que le reste du département, tout comme Parthenay dans les Deux-Sèvres. Les villes de Poitiers, Niort, Angoulême et La Rochelle constituent aussi des zones de relative résistance à l'hégémonie filloniste. Cette domination régionale de François Fillon est d'autant plus impressionnante que le maire de Bordeaux, tel un suzerain féodal, avait reçu le soutien des principaux barons locaux. Or, non seulement leur mobilisation n'a pas été suffisante pour enrayer la dynamique Fillon à l'échelle de l'ancienne Région, mais de surcroît ces figures ont été, pour la plupart, désavouées localement par leur base. François Fillon obtient ainsi 71,4 % à Moncutant, fief du sénateur des Deux-Sèvres, Philippe Mouiller, 66,7 % à Chauvigny, terre d'élection d'Alain Fouché, sénateur de la Vienne, et 65 % à Saint-Georges-de-Didonne, patrie du très juppéiste Dominique Bussereau.

48. Avec des scores encore plus massifs dans le Bocage, cœur de l'insurrection vendéenne et fief de Bruno Retailleau, 86,2 % aux Épesses, 84,7 % aux Essarts, 83,4 % à Pouzauges ou bien encore 83 % à Saint-Fulgent ; et des résultats un peu inférieurs, quoique toujours élevés, dans certaines communes du sud du département où la gauche existe davantage : 72,7 % à Maillezais et 68,4 % à Oulmes, par exemple.

Même scénario à Parthenay (64,9 %), où est implanté Gilbert Favreau, président du conseil départemental des Deux-Sèvres, ainsi que dans le bureau de Jaunay-Clan (61,9 %), auquel était rattachée la commune Chasseneuil-du-Poitou, fief historique de Jean-Pierre Raffarin, soutien de poids du maire de Bordeaux.

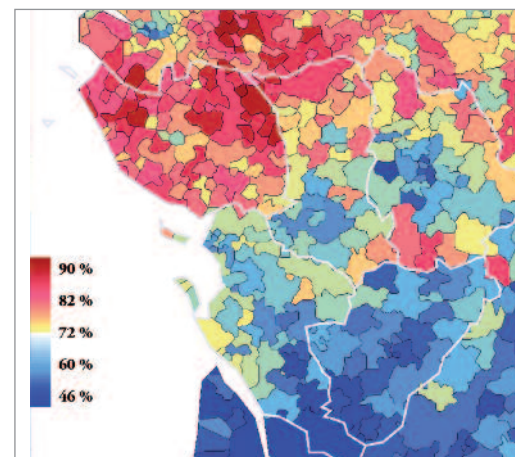


Figure 17
% de suffrages de François Fillon au second tour
de la primaire en Poitou-Charentes et en Vendée

Si la carte fait nettement ressortir le clivage urbain/rural, le littoral se distingue également assez nettement de l'arrière-pays dans le département de la Charente-Maritime. Deux facteurs y ont favorisé le vote Fillon : la présence importante de retraités aisés et de commerçants liés à l'économie touristique – 74,2 % pour François Fillon à Ars-en-Ré et 68,5 % en moyenne sur les bureaux de Royan –, et la pratique répandue de la chasse dans ces zones de marais – 70,2 % à La Tremblade et 66,8 % à Marennes. Un dernier élément rend plus aigu le duel entre

François Fillon et Alain Juppé dans ces terres de l'Ouest : la faiblesse relative des scores de Nicolas Sarkozy. Sur le reste du territoire, au contraire, où ils sont plus élevés, ils vont constituer un renfort important pour François Fillon.

Quand on compare la répartition de la somme des scores obtenus au premier tour par Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire et Jean-Frédéric Poisson aux gains de François Fillon entre le premier et le second tour (*figures 18a et 18b*), la similitude est en effet remarquable. Les seuils sont les mêmes sur les deux cartes pour faciliter la comparaison. La progression de François Fillon est supérieure à la somme des voix obtenues par les trois qui se sont désistés en sa faveur dans tout l'Ouest, particulièrement sur le littoral vendéen et dans les Pays de la Loire. Autant avoir un enfant du pays aux commandes, quoiqu'on pense de sa future politique qui sera sans doute différente de son programme, comme c'est aujourd'hui la mode dans le monde entier. Inversement, François Fillon progresse moins que la somme des voix des trois défaits dans la région parisienne, dans les grandes villes, au nord de la France et, logiquement, en Gironde. Même si les différences entre les gains de François Fillon entre les deux tours et la somme des voix de Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire et Jean-Frédéric Poisson au premier tour sont faibles, leur répartition est intéressante car elle met en évidence des différences entre l'électorat de Nicolas Sarkozy, voire celui du FN, et l'électorat de François Fillon (*figure 19*). Dans les zones qui vont du jaune au rouge foncé, les gains de François Fillon entre les deux tours sont supérieurs à la somme des voix de Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire et Jean-Frédéric Poisson au premier tour. On retrouve sans surprise la Sarthe et les autres départements des Pays de la Loire, mais aussi un large grand ouest limité par une ligne Le Havre-Blois-sud de la Vendée. Les régions où François Fillon ne récupère pas le total des voix offertes

par les trois candidats battus sont peut-être plus significatives. On retrouve les fiefs de Jean-Claude Gaudin, Christian Estrosi, Éric Ciotti, François Baroin, mais surtout un très large nord-est au-dessus de la ligne Le Havre-Belfort et sa partie la plus densément peuplée car ce n'est pas l'exception à cette règle par les bureaux de la Meuse, de la Haute-Marne et des Vosges situés dans la fameuse diagonale du vide qui comptent beaucoup. On a vu que la participation avait aussi été moindre dans la même zone. C'est sans doute une indication de la différence entre un électorat plus ouvrier et plus populaire au nord

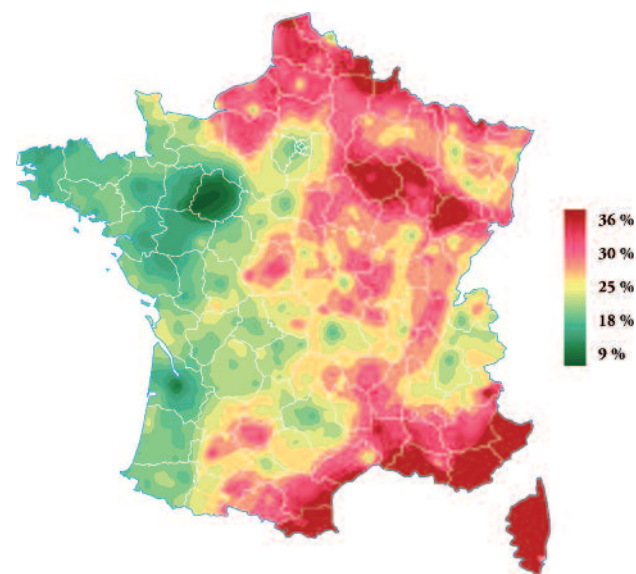


Figure 18a
Somme des % de suffrages obtenus par
Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire et Jean-Frédéric Poisson
au premier tour de la primaire de la droite

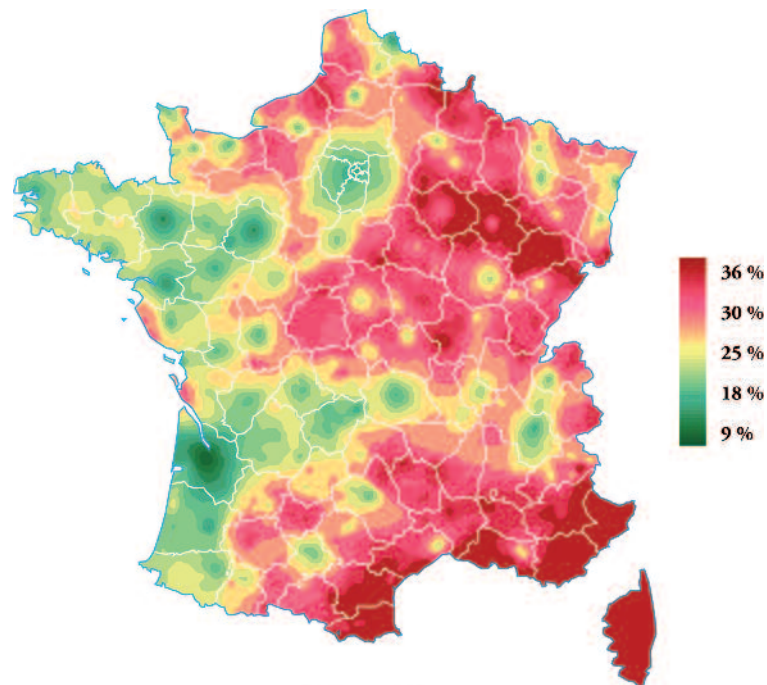


Figure 18b
Gains en % de François Fillon
entre le premier et le second tour
de la primaire de la droite

qu'au sud, dupliquant la même différence observée dans l'électorat FN. De nombreux ouvriers, anciens ouvriers et petits employés qui se reconnaissaient dans la gouaille sarkozienne n'ont pas apprécié la réserve bourgeoise fillonesque. On voit enfin que les grandes villes ont fourni un contingent plus faible que prévu au second tour, sans doute à la suite de la défection des antisarkoziens, notamment ceux qui appartenaient au halo de gauche, comme on l'a vu plus haut.

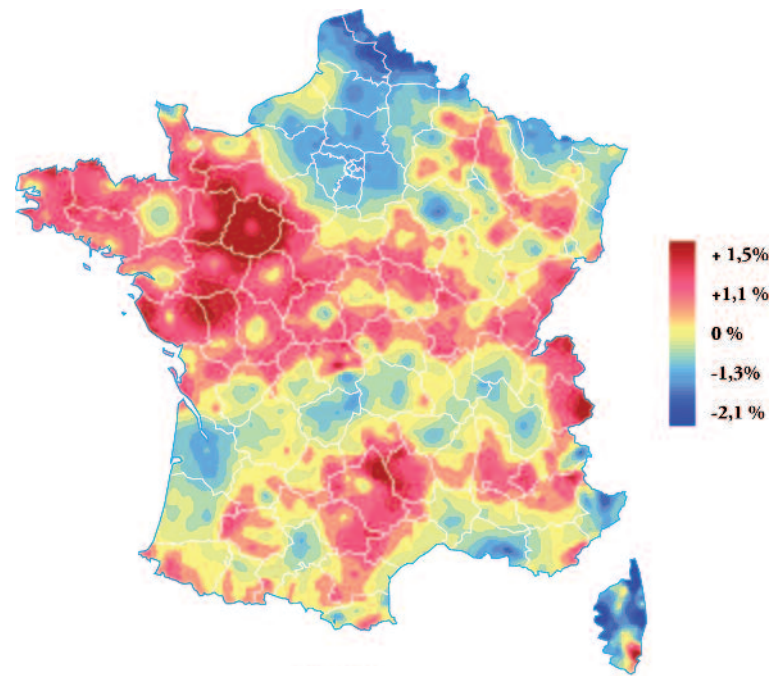


Figure 19
Différence entre les gains de François Fillon entre
les deux tours et la somme des % de suffrages obtenus
par Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire
et Jean-Frédéric Poisson au premier tour
de la primaire de la droite

LA FAIBLE PROGRESSION D'ALAIN JUPPÉ AU SECOND TOUR

Le nombre de voix obtenues par Alain Juppé a aussi progressé au second tour, mais beaucoup moins que pour François Fillon car, hormis Jean-François Copé, qui n'avait obtenu que 0,3 %, une seule autre déboutée du premier tour, Nathalie Kosciusko-Morizet, le soutenait. Comme celle-ci n'avait été épaulée par aucun cacique de la droite, la géographie des suffrages en sa faveur reflète mieux des tendances profondes de l'électorat que celle des trois candidats arrivés en tête. La distribution des votes en sa faveur (*figure 20*) est pratiquement la même que celle des votes « oui » aux référendums sur l'Europe : une superposition des grandes agglomérations et des régions les plus catholiques (elles se manifestent enfin). La parenté est aussi assez nette avec les résultats qu'obtiennent les écologistes, en particulier en Bretagne, en Alsace, dans les Alpes et le Dauphiné, où Grenoble est dirigée par un maire écologiste. Cette géographie explique cependant assez peu celle des gains d'Alain Juppé entre les deux tours, contrairement à ce qui s'est passé entre Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire et François Fillon.

Les gains d'Alain Juppé (*figure 21*) se concentrent en effet autour de son fief aquitain (et corrézien), dans les grandes agglomérations et, de manière plus intéressante, dans les anciennes régions ouvrières de Lorraine et du Nord (particulièrement dans le sillon houiller) ainsi que dans tout le nord-est de Paris. Il est vraisemblable qu'une clientèle populaire très rétive à l'égard de François Fillon se soit décidée à voter Juppé, le « tout sauf Fillon » succédant au « tout sauf Sarkozy », d'autant que ce dernier soutenait sans vergogne François Fillon. En revanche, les régions qui avaient le plus voté pour Nathalie Kosciusko-Morizet,

l'Alsace, les Alpes et le Dauphiné, n'ont pas donné de suffrages supplémentaires à Alain Juppé au second tour, sans doute parce que son penchant pour l'écologie n'était pas plus affirmé que celui de François Fillon.

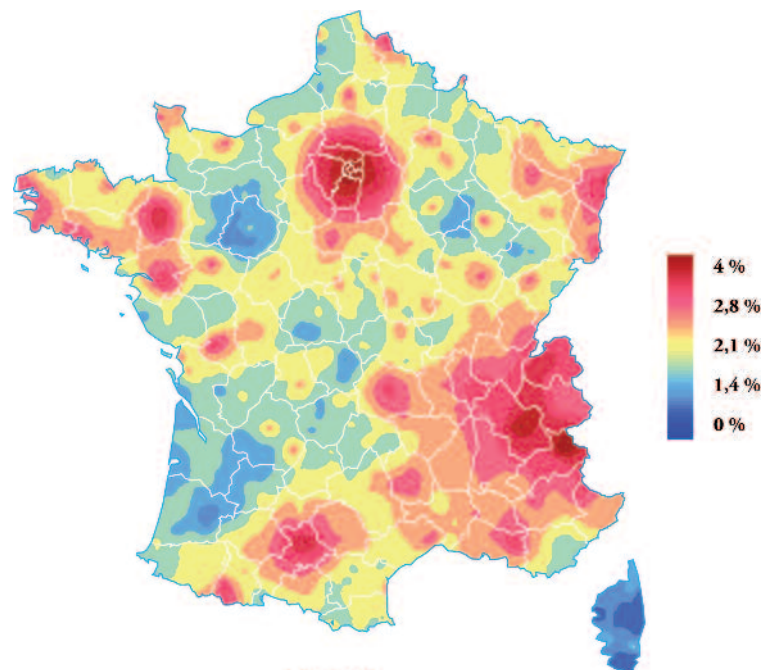


Figure 20
% de suffrages obtenus par Nathalie Kosciusko-Morizet
au premier tour de la primaire de la droite

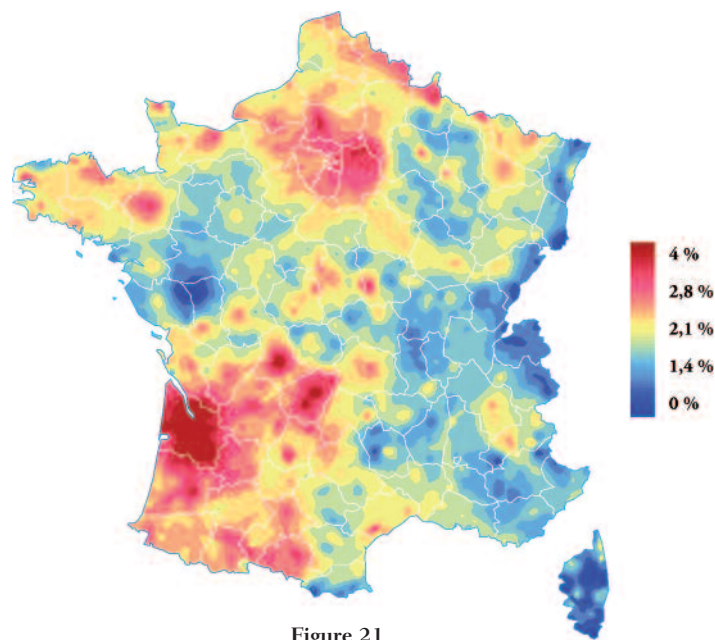


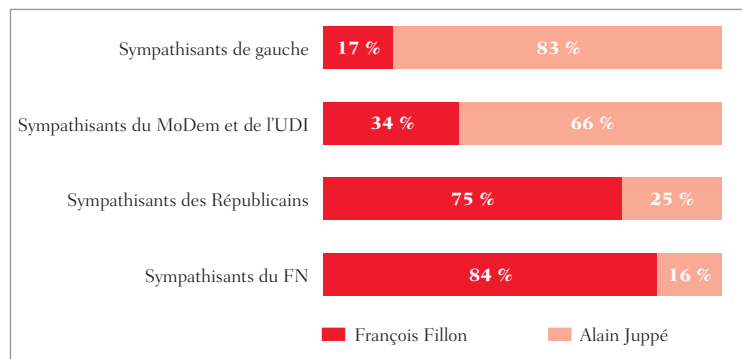
Figure 21
Gains en % d'Alain Juppé
entre le premier et le second tour
de la primaire de la droite

Il est habituel d'opposer une France du Sud à une France du Nord. Mais, à l'occasion des reports de voix entre les deux tours, tant pour Alain Juppé que pour François Fillon, le contraste s'opère entre une France de l'Est et une France de l'Ouest. Est-ce parce que cette dernière est restée plus longtemps rurale, parce qu'elle est plus éloignée physiquement de l'Europe? Ou peut-être est-ce un hasard dû à la superposition de nombreuses influences économiques, sociales, politiques et à l'implantation des deux finalistes...

LE DURCISSEMENT DES CLIVAGES POLITIQUES AU SECOND TOUR

En raison des reports importants des électeurs sarkozystes sur François Fillon et de la campagne d'entre-deux-tours, le clivage des votes selon la sympathie politique des personnes interviewées est encore plus net au second tour. Le maire de Bordeaux recueille 83% des voix des sympathisants de gauche et 66% de ceux du centre ayant voté, quand son rival le domine spectaculairement auprès des électeurs des Républicains (75%), et plus encore auprès de ceux du FN (84%).

Le vote au second tour selon la proximité politique des électeurs.



La comparaison entre ces scores de François Fillon par familles politiques et le total Fillon + Sarkozy + Le Maire + Poisson au premier tour laisse apparaître une polarisation encore plus grande. Le Sarthois accuse ainsi un retard de 21 points dans l'électorat de gauche par rapport à son potentiel théorique (calculé en additionnant les scores des candidats Fillon, Sarkozy, Le Maire et Poisson au premier tour) et

de 10 points dans l'électorat centriste, alors que le manque à gagner n'est que de 5 points parmi les sympathisants des Républicains et qu'il dépasse de 5 points son potentiel dans le segment de l'électorat frontiste. Par-delà les consignes des candidats éliminés, les électeurs orphelins ont donc fait leur choix : les électeurs de gauche et centristes ayant voté pour des candidats non qualifiés ont prioritairement reporté leurs voix sur Alain Juppé quand ceux de droite et du FN optaient pour François Fillon.

De la même façon, la tournure de la campagne de l'entre-deux-tours, les angles d'attaque retenus par Alain Juppé (sur l'IVG, sur le côté « catho-traditionnaliste » de son concurrent) et l'appel à voter en faveur de François Fillon au nom de valeurs communes lancé par Nicolas Sarkozy, qui avait capté, on l'a vu, 27 % des voix des catholiques pratiquants sympathisants républicains, ont poussé ces derniers vers l'isoloir du second tour plus que les sympathisants républicains sans religion. 40 % d'entre eux ont ainsi participé au second tour⁴⁹ (contre 27 % en moyenne dans l'ensemble des sympathisants des Républicains) et ils ont massivement plébiscité le député de Paris. François Fillon, qui surclasse déjà très largement son rival dans l'électorat de droite en général, avec un score de 75 %, atteint 83 % parmi les catholiques pratiquants de droite, contre 73 % parmi les non-pratiquants et 70 % auprès des sympathisants de droite sans religion.

49. Sondage Ifop pour Atlantico réalisé par Internet du 21 au 23 novembre 2016 auprès d'un échantillon de 1 178 sympathisants des Républicains extrait d'un échantillon national représentatif de 6 901 personnes.

CONCLUSION DE QUOI LE FILLONISME EST-IL LE NOM ?

Lorsque le résultat d'une élection tombe, on se frappe le front : bien sûr, c'est évident, comment ne pas y avoir pensé immédiatement ? Ce ne pouvait être que François Fillon. Il aurait cependant mieux valu le dire avant. Une difficulté particulière au monde social et politique tient au fait que les explications possibles sont beaucoup plus nombreuses que les faits. Quand un fait se produit, on a donc à disposition un large éventail d'explications. Cela ne veut pas dire qu'elles sont fausses. Chacune contient une part de vérité, mais c'est leur conjonction ou leur synthèse qui demeure mystérieuse. Or François Fillon a su conjuguer une orientation idéologique avec une orientation politique ou, si l'on préfère, une stratégie avec une tactique.

On a ainsi constaté dans les pages qui précèdent qu'un terrain électoral ancien correspondait bien à une part du positionnement idéologique de François Fillon, celui d'une droite anti-étatiste dont on peut rechercher l'origine dans le poujadisme et ses avatars ultérieurs, qu'ils se nomment Jean Royer ou Philippe de Villiers et, plus loin encore, dans la complainte du « désert français » introduite par Jean-François Gravier dans l'immédiat après-guerre. François Fillon déclarait par exemple dans son discours de Sablé-sur-Sarthe du 28 août 2016 : « Je suis allé à la rencontre des agriculteurs, des médecins, des infirmières, des travailleurs sociaux, des artisans, des commerçants, des policiers et des gendarmes, des maires, des entrepreneurs et des enseignants. Tous

m'ont dit à leur manière la même chose : Que l'État arrête de nous emmerder ! Laissez-nous travailler ! Faites-nous confiance ! Libérez-nous des normes inutiles, des charges exorbitantes, des impôts confiscatoires, des réglementations absurdes ! » Mais cela ne constitue qu'un fragment de l'ADN du fillonisme. On a vu comment le vainqueur de la primaire avait su parallèlement envoyer des signaux à l'électorat catholique de droite. Il a également développé une conception barrésienne de l'histoire et de l'identité nationale, accordant la part belle aux paysans, à la notion d'enracinement et reprenant la thématique de la terre et des morts, chaque Français devenant le détenteur d'un héritage légué par les générations qui l'ont précédé. C'est ce dont témoigne cet extrait du discours qu'il a prononcé entre les deux tours, le 23 novembre à Chassieu dans le Rhône : « Nous sommes les héritiers d'une nation bâtie par des femmes et des hommes qui ont travaillé sans relâche et tout nous commande de faire au moins aussi bien qu'eux. Cette nation de paysans, de châteaux et de sans-culottes. Cette nation fille de la chrétienté et fille de l'esprit des Lumières [...]. Nous avons 2000 ans d'épopée derrière nous et nous allons faire en sorte que cette épopée ne s'arrête pas maintenant. »

Ce faisant, le député de Paris s'est adressé habilement à toutes les droites : libérale, nationale, conservatrice et catholique. Le positionnement idéologique syncrétique de François Fillon s'est doublé d'un positionnement politique qui a créé les conditions favorables à son émergence. Alors que le ton se durcissait entre Alain Juppé et Nicolas Sarkozy, dont la confrontation offrait aux médias une intéressante mise en scène, à droite, l'inquiétude d'une fracture dommageable au premier tour grandissait. En cas de victoire d'Alain Juppé à la primaire, une part des soutiens de Nicolas Sarkozy pouvait passer au FN. Et si Nicolas Sarkozy l'emportait, une frange de ceux d'Alain Juppé pouvait passer

du côté d'Emmanuel Macron. La navigation de François Fillon entre les deux extrêmes a été habile en ce sens que ses thématiques ont été plus proches de Nicolas Sarkozy que d'Alain Juppé tout en se démarquant des deux. Du côté de Nicolas Sarkozy, c'était peut-être bien pensé de la part de François Fillon, mais aussi plus facile pour lui. Quand on a été le principal collaborateur d'un président pendant cinq ans, le mimétisme des idées et des attitudes est inévitable. François Fillon a en particulier insisté sur la volonté partagée par une grande majorité du peuple de droite de rompre avec le politiquement correct et avec la repentance pour revendiquer sans complexe ses valeurs et son histoire. Ce rejet de la « bien-pensance » de gauche concernant certaines pages de l'histoire de la France, François Fillon l'a totalement intégré et l'a exprimé avec force durant sa campagne. C'est ce dont témoigne cette réponse, lors d'une émission de France 2, à une interpellation du syndicaliste guadeloupéen Élie Domota à propos de l'esclavage : « Je n'accepte pas qu'on fasse porter à notre pays cette responsabilité. Je ne l'accepte pas. Quand je me retourne derrière moi, je suis français, je vois des générations de paysans basques et vendéens qui n'ont pas à faire repentance pour des faits correspondant à des situations dans des sociétés données. » Cette sortie est intéressante car on voit poindre ici, comme dans d'autres déclarations, une condamnation de la repentance qui aboutit à une valorisation du roman national, puis à une remise en cause du pédagogisme et des prétendus ravages de l'idéologie soixante-huitarde, credo que Nicolas Sarkozy avait placé en bonne place dans sa campagne de l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2012 – avec un certain succès.

C'était aussi un moyen pour François Fillon d'enclencher le thème religieux en l'associant à la laïcité par le biais d'une intégration qui frise l'assimilation. Ainsi déclare-t-il qu'il veut « imposer aux musulmans de

France les règles communes qu'ont acceptées, souvent après de longs combats, les chrétiens et les juifs. Ce n'est pas une option. C'est une condition non négociable. C'est la condition de leur acceptation au sein de la communauté nationale⁵⁰. » L'affirmation des racines, voire de l'identité chrétienne de la France associée à un plaidoyer pour une politique d'assimilation stricte a sans doute joué un rôle important. C'est à partir du moment où François Fillon l'a placée au cœur de sa campagne (après la sortie de son livre *Vaincre le totalitarisme islamique* et lors du deuxième débat télévisé) que la dynamique électorale s'est enclenchée. D'autre part, ce mantra sur l'assimilation lui a permis d'opérer la jonction avec la droite catholique conservatrice. Simultanément, mais *sotto voce*, François Fillon rejoignait certaines positions d'Alain Juppé, par exemple en justifiant un programme de rupture libérale, non sur le libéralisme comme doctrine, mais comme moyen temporaire de restaurer l'autorité de l'État, sa souveraineté, et d'assurer son indépendance.

Certains ont souligné que la cohérence des positions de François Fillon avait assuré son succès. Ce serait trop beau. Plus exactement, il a su cocher toutes les cases de la droite alors que les deux candidats longtemps en tête en avaient laissé plusieurs de côté. Mais, de ce fait, les contradictions sont patentes. Dans une interview au journal *Le Monde*, Marcel Gauchet parle ainsi d'« un mélange de modernisme et d'ancrage traditionnel » et « d'un pragmatisme au service d'un patriotisme⁵¹ ». Concilier anti-étatisme et État fort, laïcité et racines chrétiennes, libéralisme économique et séguinisme, peut-on ajouter, demeure une gageure. François Fillon a certes gagné la primaire, mais le fillonisme

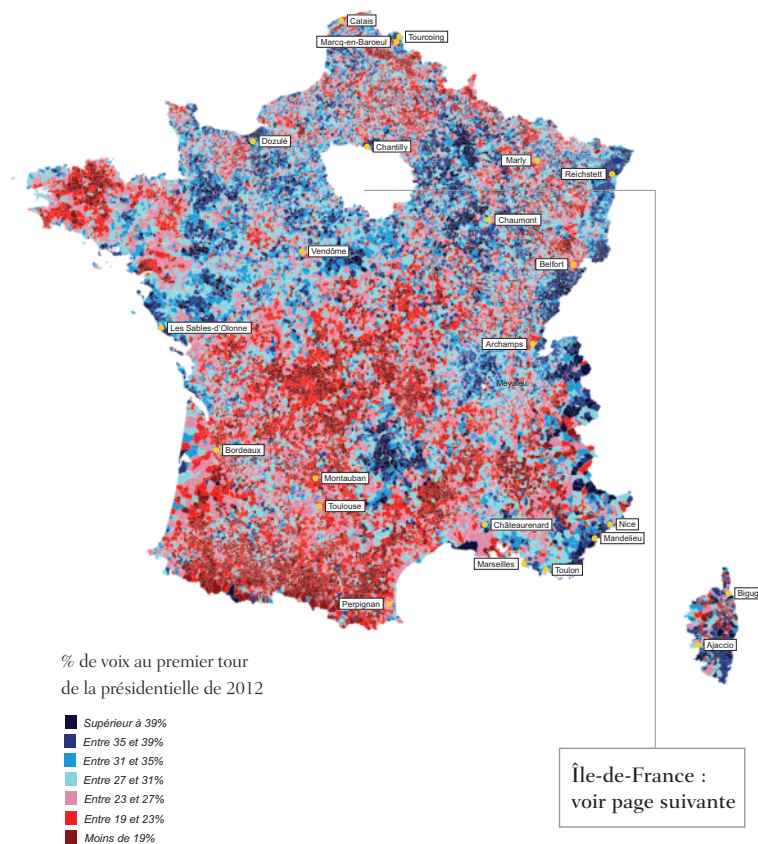
50. Discours de Sablé-sur-Sarthe du 28 août 2016.

51. *Le Monde*, 30 novembre 2016.

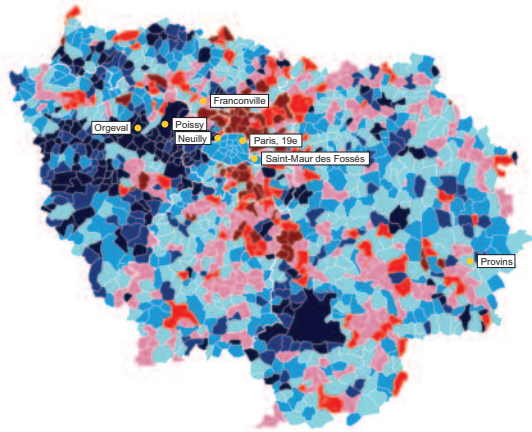
est encore dans les limbes. Et si cette matrice idéologique est apparue parfaitement profilée pour s'imposer largement auprès de l'électorat de droite qui s'est déplacé en novembre (et qui est, on l'a vu, sociologiquement très typé), toute la question est désormais de savoir si un tel logiciel idéologique et programmatique sera aussi performant auprès d'un corps électoral autrement plus large et divers.

ANNEXE

Les meetings tenus par Nicolas Sarkozy à partir du lancement officiel de sa campagne



Réalisation : Charlène Jacqueton



- 1/ Châteaurenard - Bouches-du-Rhône - 28 août
- 2/ Poissy - Yvelines - 5 septembre
- 3/ Orgeval - Yvelines - 5 septembre
- 4/ Vendôme - Loir-et-Cher - 8 septembre
- 5/ Provins - Seine-et-Marne - 12 septembre
- 6/ Mandelieu - Alpes-Maritimes - 16 septembre
- 7/ Calais - Pas-de-Calais - 21 septembre
- 8/ Tourcoing - Nord - 21 septembre
- 9/ Marcq-en-Barœul - Nord - 21 septembre
- 10/ Franconville - Val-d'Oise - 19 septembre
- 11/ Perpignan - Pyrénées-Orientales - 24 septembre
- 12/ Chantilly - Oise - 28 septembre
- 13/ Dozulé - Calvados - 26 septembre
- 14/ Les Sables-d'Olonne - Vendée - 1^{er} octobre
- 15/ Reichstett - Bas-Rhin - 3 octobre
- 16/ Strasbourg - Bas-Rhin - 4 octobre
- 17/ Toulouse - Haute-Garonne - 5 octobre
- 18/ Montauban - Tarn-et-Garonne - 5 octobre
- 19/ Paris 19^e - 9 octobre
- 20/ Archamps - Haute-Savoie - 11 octobre
- 21/ Chaumont - Haute-Marne - 14 octobre
- 22/ Biguglia - Haute-Corse - 19 octobre
- 23/ Ajaccio - Corse-du-Sud - 20 octobre
- 24/ Toulon - Var - 21 octobre
- 25/ Marly - Moselle - 25 octobre
- 26/ Marseille - Bouches-du-Rhône - 27 octobre
- 27/ Belfort - Territoire-de-Belfort - 4 novembre
- 28/ Neuilly - Hauts-de-Seine - 7 novembre
- 29/ Meyzieu - Rhône - 9 novembre
- 30/ Bordeaux - Gironde - 12 novembre
- 31/ Saint-Maur-des-Fossés - Val-de-Marne - 14 novembre
- 32/ Nice - Alpes-Maritimes - 15 novembre

La répartition des principaux soutiens à Nicolas Sarkozy par département

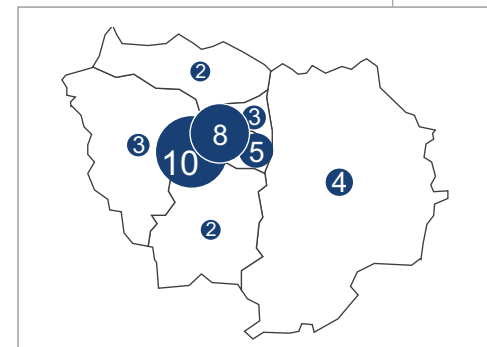
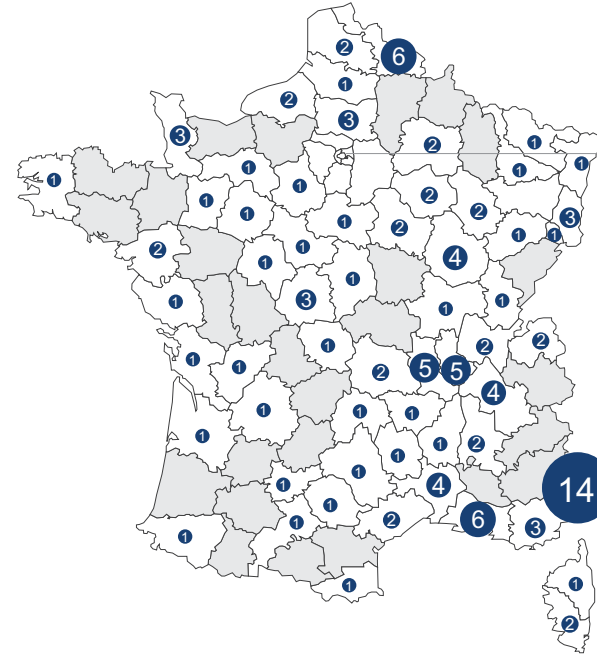


TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
La surprise du premier tour	7
Nicolas Sarkozy et le FN	8
Alain Juppé et la gauche	15
La participation des électeurs de gauche et du FN	20
Les effets de halo	26
Le vote Fillon au centre du jeu	30
La dynamique Fillon	41
La primaire : un mode de scrutin favorisant des dynamiques électorales d'ampleur	41
Les ressorts de la dynamique Fillon	43
Des transferts progressifs en provenance des électorats de ses trois principaux rivaux	46
Les cibles de François Fillon	53
Les chasseurs : un électorat très courtisé	55
L'effet de fief et le poids du soutien d'élus	61
Un effet de fief puissant pour les deux finalistes	61
L'impact contrasté des soutiens locaux	70
Un corps électoral inhabituel	77
Des électeurs âgés	77
Des électeurs urbains et riches	79
Les exemples de Bordeaux, de Strasbourg et de la région parisienne	84

François Fillon et les catholiques	91
François Fillon a fait signe aux catholiques de droite	91
L'électorat catholique LR s'est davantage mobilisé pour François Fillon	97
Une prime à François Fillon dans des terroirs catholiques	101
Une comparaison générale de la pratique catholique et du vote pour François Fillon	105
Le vote Fillon et la tradition religieuse	106
Le vote Fillon et la pratique récente du catholicisme	111
Les catholiques LR et les autres catholiques	114
Le second tour amplifie la dynamique Fillon	117
Des variations de participation entre le premier et le second tour contrastées selon les régions	117
La progression de François Fillon entre les deux tours	120
La faible progression d'Alain Juppé au second tour	128
Le durcissement des clivages politiques au second tour	131
Conclusion	
De quoi le fillonisme est-il le nom ?	133
Annexe	139

Des mêmes auteurs à la Fondation Jean-Jaurès

Hervé Le Bras (livre collectif), *Le jour où la France a dit non. Comprendre le référendum du 29 mai 2005*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2005.

Hervé Le Bras et Élisabeth Badinter, *Statistiques ethniques : le vrai débat*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2010.

Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Le Point de rupture : enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011.

Jérôme Fourquet, *Le Sens des cartes : analyse sur la géographie des votes à la présidentielle*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2012.

Jérôme Fourquet et Hervé Le Bras, *La Religion dévoilée. Nouvelle géographie du catholicisme*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2014.

Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg et Sylvain Manternach, *Perpignan : une ville avant le Front national ?*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2014.

Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Janvier 2015 : le catalyseur*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2015.

Jérôme Fourquet et al., *Karim vote à gauche et son voisin vote FN. Sociologie électorale de l'immigration*, Paris/La Tour d'Aigues, Fondation Jean-Jaurès/L'Aube, 2015.

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'An prochain à Jérusalem ? Les Juifs de France face à l'antisémitisme*, Paris/La Tour d'Aigues, Fondation Jean-Jaurès/L'Aube, 2016.

Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *2015, année terroriste*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2016.

Jérôme Fourquet et Nicolas Lebourg, *La nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2017.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-107-3

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès
et de la Fondation européenne d'études progressistes,
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR
JANVIER 2017

JÉRÔME FOURQUET
HERVÉ LE BRAS

LA GUERRE DES TROIS **LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE**

Pour la première fois dans l'histoire de cette famille politique, la droite a désigné son candidat à l'élection présidentielle par des primaires citoyennes organisées les 20 et 27 novembre 2016.

Déjouant tous les pronostics, et rattrapant son retard dans les tout derniers jours, François Fillon a largement devancé ses concurrents au premier tour puis s'est imposé très nettement au second tour. Sa capacité à s'adresser à toutes les droites (conservatrice, libérale, catholique et nationale) et à s'appuyer sur les faiblesses de ses deux principaux adversaires ont constitué la clé de son succès.

C'est ce phénomène que donne à voir l'analyse inédite de Jérôme Fourquet et Hervé Le Bras.

Jérôme Fourquet est directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'Ifop.

Hervé Le Bras est démographe et historien.

www.jean-jaures.org



ISBN : 978-2-36244-107-3

6 €

FOUNDA
PROGRESSE
FONDATION
à STRATEGIE



Fondation
Jean Jaurès